

France Forum

- *Redéfinir la politique*
- *Pour un engagement réconciliateur*
- *Pour une politique de la jeunesse*
- *Protection et mise en valeur des espaces naturels*
- *Penser la violence*
- *Réfugié, apprenti immigré 1938*
- *Arts et lettres*
- *Mémoire de Jean Cassou*

S'unir pour aller plus loin.

S'unir pour aller plus loin, s'unir pour agir, mais aussi affirmer la diversité des hommes et des femmes qui le composent, c'est la force du Crédit Mutuel.

Union basée sur la démocratie : les sociétaires ont la parole et, originalité significative, ils participent à la désignation des administrateurs et des présidents de chaque Caisse.

Union, source de mieux-être pour chacun : par la redistribution de l'épargne commune sous forme de prêts au plus juste prix, par la mobilisation des investissements au profit de la région, de la qualité de l'environnement et de la promotion de la vie associative, les Caisses mutualistes concourent à l'épanouissement de tous.

Au Crédit Mutuel, on peut compter les uns sur les autres.

Crédit  Mutuel

les uns les autres.

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis Courier - 75007 Paris

C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. 45 44 75 50

Abonnement annuel 100 F

Abonnement de soutien 120 F

Sommaire 225-226

Janvier-Mars 1986

25 F

DOSSIERS ET ETUDES

- REFLEXIONS POUR L'APRES 16 MARS**
PAR HENRI BOURBON p. 2
- POUR UN ENGAGEMENT RECONCILIATEUR**
PAR ETIENNE BORNE p. 3
- REDEFINIR LA POLITIQUE**
PAR JEAN-MARIE DOMENACH p. 10
- UNE POLITIQUE DE LA JEUNESSE EST-ELLE CONCEVABLE ?**
PAR JEAN-LOUIS LANGLAIS p. 15
- PROTECTION ET MISE EN VALEUR DES ESPACES NATURELS**
PAR JOSEPH NIOL p. 19
- PENSER LA VIOLENCE**
PAR DAVID APTER p. 21
- REFUGIE, APPRENTI IMMIGRE 1938**
PAR FRANÇOIS FEJTO p. 26
- LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT** p. 32

ARTS ET LETTRES

- LA VIE LITTERAIRE** PAR PHILIPPE SENART p. 37
- NABOKOV ET SOLJENITSYNE : LA PATRIE RUSSE
ET L'AMOUR HUMAIN**
PAR JACQUES NANTET p. 45
- JOSEPH CONRAD ET LES CHEMINS DE L'EMPIRE**
PAR FRANCK LESSAY p. 50
- MARLY ET L'AVENIR DE LA SCULPTURE DE PLEIN AIR**
PAR YVAN CHRIST p. 56
- DISQUES** PAR MARC DARMON p. 58

NOTES DE LECTURE

- LE GAULLISME AUJOURD'HUI**
PAR PIERRE AVRIL p. 60
- GEORGE WASHINGTON ET ABRAHAM LINCOLN,
LES DEUX FONDATEURS**
PAR JEAN-CLAUDE LAMBERTI p. 61
- SUR LA POLITIQUE EXTERIEURE**
PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND p. 62
- 1986, LE PIEGE D'EDMOND ALPHANDERY**
PAR BERTRAND ROSSERT p. 64
- AVANT L'OUBLI D'EDOUARD BONNEFOUS**
PAR ALBERT KALAYDJIAN p. 65
- LE DEFIS SOCIAL DE PIERRE ANDRE-PERISSOL**
PAR JEAN TEITGEN p. 66
- L'HISTOIRE TOURMENTEE DE LA POLICE FRANÇAISE**
PAR JEAN CHELINI p. 66

PROPOS DU TEMPS

- MORT D'UN POETE**
PAR ETIENNE BORNE p. 70

RÉFLEXIONS POUR L'APRÈS 16 MARS

Les textes que nous publions ci-après ont été rédigés dans les semaines qui ont précédé les élections législatives et régionales de mars. A l'avalanche de sondages aura succédé le verdict des électrices et des électeurs ; ce numéro ne comporte aucun commentaire sur ce verdict puisqu'il a été élaboré avant le 16 mars.

L'ensemble du dossier présenté propose une diversité de préoccupations et de perspectives, caractéristiques de quelques-unes des questions qui se posent à l'action et à la pensée politique en 1986 : la violence et le terrorisme, la défense et la mise en valeur du patrimoine naturel, la nécessité d'institutions au service de la jeunesse, les possibilités de l'économie. L'évocation de la personnalité poétique et politique de Jean Cassou et les souvenirs de ce Français de Hongrie qu'est François Fejtö laissent entendre à quel point l'histoire du passé est utile à la connaissance du présent.

*
**

Sur la conjoncture proprement politique, sans prétendre à une vue exhaustive de la situation et de ses virtualités, nous avons pensé qu'il était naturel qu'Etienne Borne et Jean-Marie Domenach exposent – en toute liberté, comme il est de tradition à "France-Forum" – leurs manières d'appréhender l'actualité et ses au-delà. On ne trouvera pas dans leurs deux textes un affrontement de deux politiques ni même une confrontation d'idées, thème à thème. Chacun a choisi son champ de réflexion.

Etienne Borne part d'une vision très personnelle et quelque peu polémique des faits et des positions antagonistes pour formuler ce qui lui paraît le meilleur, sans ignorer que ce qu'il juge souhaitable n'est pas toujours possible. Mais ce qui paraît utopique n'est-il pas aussi un moyen d'analyse du réel ?

Jean-Marie Domenach voit dans le présent la manifestation d'une crise profonde des idéologies, des langages et des doctrines et il oriente son propos – sans viser à une

objectivité impossible – vers une redéfinition originale et stimulante de la pensée politique et de l'engagement politique.

L'un et l'autre textes prennent leurs distances à l'égard des lieux communs sur libéralisme et socialisme et ils témoignent que l'avenir de la démocratie est inséparable de l'exercice de la critique qui aide à susciter la lucidité et à rejeter le dogmatisme.

*
**

Présumer qu'à l'issue du scrutin du 16 mars la majorité parlementaire ne coïncidera plus avec la majorité présidentielle qui a élu François Mitterrand en 1981 apparaît une hypothèse vraisemblable, si l'on en croit les sondages.

La V^e République se trouverait alors pour la première fois confrontée au problème posé par l'élection d'une Assemblée Nationale dont la couleur politique différerait de celle du Président de la République. Ce schéma alimente thèses, discussions et controverses sur le type d'alternance partielle ou globale qui pourrait se réaliser !, sur une éventuelle évolution plus parlementaire ou plus présidentielle du régime ; mais ce n'est évidemment pas le seul élément du débat qui oppose les camps en compétition, la confrontation a aussi des dimensions faisant une large part à la politique générale, à la politique économique, à la politique sociale.

Par delà les résultats et leurs conséquences, il est souhaitable que demeure présente à l'esprit des élus responsables de la démocratie française cette conception de la politique dont, à la fin du XIII^e siècle, un écrivain florentin, exilé en France, Brunetto Latini, donna une salutaire définition : "La politique, c'est-à-dire le gouvernement des cités, est le plus noble office qui soit en terre, car cette politique comprend généralement tous les arts qui besognent à la communauté des hommes".

Henri BOURBON

POUR UN ENGAGEMENT RÉCONCILIATEUR

par Etienne BORNE

Les réflexions proprement politiques que je propose aux lecteurs et amis de France-Forum ont été écrites dans les premiers jours de cette année 86, qui n'a pas encore révélé son vrai visage, car l'événement en tant que tel est toujours imprévisible, mais dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle s'annonce aussi confuse que turbulente. Il y a beaucoup d'orage dans l'air et d'effervescence dans les esprits mais aussi bien de la désaffection pour la chose publique, surtout dans les neuves générations. Les discours dans les camps qui s'affrontent ont une force surtout négative, dénonçant d'abord l'adversaire qu'il importe de renvoyer ou de tenir à distance comme s'il avait la peste ou le choléra. Et il n'est pas sûr que ces imprécations entrecroisées poussent vers les urnes les "déçus du socialisme" ou les prudents qui ont peur de faire demain figure de déçus du libéralisme.

Qui se réclame d'une tradition démocrate-chrétienne et d'une pensée personaliste et qui, avec les moyens du bord a tenté de faire converger ceci avec cela, a trouvé dans l'héritage l'invitation pressante à l'engagement, sans que les partis à prendre soient inscrits d'avance dans une doctrine qui surplomberait comme un ciel immuable les mutations de la terre. Il n'est pas d'engagement sans risques. Nul n'est prémuni d'avance par un charisme d'infailibilité contre les effets pervers qui peuvent suivre d'une action en elle-même raisonnable et généreuse. Pas d'action sans pensée, d'où, corollaire obligé, pas d'action qui ne doive être sans cesse repensée par rapport aux contingences conjoncturelles. Les idées et les valeurs sont faites pour éclairer et animer l'action, et elles ne doivent ni être mises entre de nobles parenthèses au bénéfice d'une gestion pragmatique et opportuniste ni

non plus être falsifiées et transformées en mythes justificateurs de conduites passionnelles et partisans. La situation actuelle est un singulier défi pour les hommes d'un certain esprit qui ont assez conscience des dangers de l'une et l'autre déviation pour tenter de les conjurer.

Intellectuels, écrivains ou hommes publics nous devons les uns et les autres faire preuve de beaucoup de modestie, et je ne prétends faire la leçon à personne, ni à travers mes analyses et interrogations tracer un chemin en dehors duquel il n'y aurait que des voies de perdition. Des tenants des mêmes valeurs personalistes, des mêmes idées démocrate-chrétiennes, aux prises avec les difficultés de l'heure peuvent avoir des approches et aboutir à des conclusions différentes des miennes. Je revendique seulement le droit à la parole, et une parole qui soit d'engagement politique. Par une discrétion de timidité ou par ascétisme délibéré, je n'ai pas abusé dans "France-Forum" d'une écriture proprement politique et qui soit d'engagement dans la conjoncture. Je me suis abondamment exprimé ailleurs, dans ma chronique hebdomadaire à un autre forum, celui de "la Croix" et à intervalles plus irréguliers dans la tribune libre de "Démocratie moderne" organe du CDS. Si la conviction ne peut être que la même, on n'écrit pas tout à fait du même style dans un contexte de revue, d'hebdomadaire ou de quotidien. Et il me manquait de m'exprimer dans "France-Forum" quand ce ne serait que pour vérifier ce qu'un certain type d'exigence propre à cette revue peut apporter à un effort de pensée, encore une fois engagée.

Cette exigence ne signifie pas que je vais m'exprimer en théoricien féru de principes et qui établissant du côté de Sirius un fauteuil confortable, n'aurait guère de mal à jauger la distance qui se déploie entre les splendeurs de

l'idéal et les misères de la terre. J'ai lu dans le "De Gaulle" de Jean Lacouture que j'étais un doctrinaire, comme s'il y avait dans l'univers politique je ne sais quels spécialistes de la "doctrine" chargés de donner une couleur philosophique aux projets et aux programmes. En vérité j'ai beaucoup de goût pour les idées dont j'estime, en bon platonicien, que si elles sont bonnes, elles résistent aux tentatives de manipulation, mais j'ai une répugnance pour les systèmes qui sont plus idéologiques que philosophiques, et mon premier effort d'analyse portera sur les concepts et les systèmes dont se réclament les uns et les autres dans la bataille actuelle, et en me demandant si ces concepts souvent hérités, répétés, sans critiques, utiles pour les classements a priori sont véritablement des idées et si les systèmes auxquels on se réfère sous prétexte de donner valeur de pensée aux affrontements ne seraient pas idéologies plutôt que doctrines authentiques.

Les notions de droite et de gauche, de libéralisme et de socialisme ont besoin en effet d'un sérieux examen critique dont le résultat ne sera pas de décourager un engagement qui serait devenu impossible après la démythification des idoles mais de rendre possible en remembrement des vérités et des valeurs. Les unes et les autres souffrent passion parmi les déchirements d'une vie publique cruelle et tumultueuse, alors que pensées et vécues ensemble dans leurs complémentarités et leurs tensions, elles feraient la preuve de leurs vertus réconciliatrices.

ENTRE DROITE ET GAUCHE UN "PRESQUE RIEN", LE CENTRE

Une disproportion très visible : les concepts de droite et de gauche jouent un grand rôle dans le langage des médias comme dans la langue des politologues, mais chez les hommes publics, c'est du côté de la majorité actuelle qu'on fait la plus grande consommation de ce vocabulaire en poussant la distinction jusqu'à l'extrême de l'antagonisme. C'est un choix entre la droite et la gauche qui serait proposé aux Français en mars prochain. La gauche est heureuse de s'appeler gauche ; le terme a été longtemps engageant et racoleur. Lorsque dans les débuts de son septennat, le président de la République arbitrait c'est-à-dire décidait entre ses ministres dans le sens le plus économiquement téméraire, rien ne lui plaisait tant que la rumeur qui faisait se pâmer l'entourage : "le président est le plus à gauche d'entre nous". Beaucoup dans l'opposition que la gauche classe à droite répugnent à se voir imposer une étiquette dont on fait un écriteau de pilori. Il est trop facile de reprendre le mot d'Alain selon lequel refuser de se classer à droite ou à gauche, c'est avouer qu'on est de droite. Mais l'argument est polémique et signifie que la droite est si noire qu'on ne peut être de droite que honteusement et en se gardant de le dire. Et je gage que la gauche la plus sourcilleuse sur sa propre orthodoxie aurait des doutes sur Alain dont le radicalisme se situait à la droite d'un socialisme dont il parlait avec ironie et qui, à la manière d'Auguste Comte et de Maurras, voyait dans le catholicisme, dont il récusait les dogmes, la grande réussite

culturelle de l'Occident.

L'idée qu'en se pensant comme pure gauche sans contamination droitiste, la gauche se fait de ses rapports avec la droite considérée comme l'ennemie héréditaire relève d'une conception hégéliano-marxiste du monde : les forces d'avenir et de progrès, oeuvrant dans le sens de l'histoire, s'opposent nécessairement aux puissances qui tendent à perpétuer l'ordre existant et s'efforcent en vain de retarder la marche en avant des peuples. L'intelligentsia de gauche, souvent si heureusement critique, à l'égard du marxisme, ne s'aperçoit pas que la gauche dont elle a la religion est habitée par une survivance résiduelle et secondaire de la vulgate marxiste, car l'idée qu'elle se fait de la gauche n'est pensable qu'à l'intérieur d'une théorie de la lutte de classes qui exclut toute dérobade centriste à une alternative impossible à éluder.

L'idéologie tourne vite à une mythologie manichéenne. En dehors de cette mythologie qui n'a rien à voir avec un savoir scientifique, puisqu'elle diabolise le passé et paradisise l'avenir, les notions de droite et de gauche ne peuvent devenir intelligibles que dans leur relativité, leur pluralité, leur indéfinie démultiplication. Si bien que les mêmes courants, les mêmes groupements, les mêmes hommes peuvent être de droite et de gauche selon le point de vue adopté, comme si les dénominations de droite et de gauche n'étaient plus que des effets de perspective. Les mêmes Girondins, gauche ardente de la Législative devenaient la droite modérantiste et antiterroriste de la Convention. Si le dix-huit brumaire est devenu à la lumière du deux décembre un coup d'Etat républicain, le bonapartisme qui institutionnalisa la souveraineté populaire et stabilisa les acquis sociaux de la Révolution a porté à la vieille droite des coups grâce à lui irréversibles. Un Jules Ferry, à gauche pour avoir laïcisé l'école publique était, pour sa haine bourgeoise de la Commune et l'essor qu'il donnait aux entreprises coloniales la bête noire des radicaux et des socialistes c'est-à-dire de la gauche des débuts de la III^e République. Le gaullisme, en tous ses états, de la résistance à la décolonisation fait éclater lui aussi les catégories de droite et de gauche.

Les vicissitudes et incertitudes de l'histoire devraient être un appel à la révision critique de ces notions. Même prise dans le plus manichéen des antagonismes la gauche n'a de sens que par rapport à la droite qu'elle combat et l'opposition est relation donc allégation de relativité. Les termes de droite et de gauche et les concepts correspondants ne manquent pas de commodité pour ordonner les hommes et les partis dans un espace qui reflète plus guère que l'ordonnement des assemblées parlementaires, à droite ou à gauche du président. On n'est donc pas à droite ou à gauche absolument, mais à "la droite de" ou à "la gauche de". Dès lors qu'il est placé à la droite de Georges Marchais, Lionel Jospin ne peut se réclamer de la gauche pure ou absolue sans faire violence à la plus élémentaire sémantique. De même il suffit de constater que Jacques Chirac est à la gauche de Jean-Marie Le Pen pour que le RPR ne soit pas rejeté du côté de la droite. Si elle absolutise des notions qui ne peuvent être nommées

et comprises que dans leur relativité, la parole contredit la pensée. Comment alors garder un contenu à des notions devenues usuelles mais dont l'esprit critique doit toujours contrôler l'usage ? On proposera un cheminement de réflexion qui permettrait de les faire figurer dans une philosophie politique digne de ce nom.

Dire que toutes les valeurs sont à gauche et qu'il n'y a à droite que des anti-valeurs ce serait professer, on l'a vu, un manichéisme d'origine marxiste et plus mythologique ou idéologique que philosophique. On pourra donc distinguer des valeurs de droite et des valeurs de gauche, les unes classiques qui ne sont pas forcément archaïques et les autres modernisantes qui ne sont pas nécessairement subversives et aventureuses. Ces valeurs s'expriment dans des sensibilités différentes, mais ne se confondent pas avec cette réduction affective et psychologique. Un patriotisme d'accent nationaliste et un pacifisme contestant jusqu'à la notion de défense nationale ont fait de fréquents allers et retours de droite à gauche et de gauche à droite. Compte tenu des fluctuations historiques, il reste que certaines valeurs peuvent et doivent être dites de droite et d'autres de gauche. Mais puisqu'on ne peut véritablement gouverner à droite sans tenir quelque compte des valeurs de gauche et gouverner à gauche sans une référence de plus en plus appuyée aux valeurs de droite, comme la preuve en a été administrée par les deux derniers présidents de la République, Giscard puis Mitterrand, il est clair que droite ou gauche ne font pas une alternative incontournable et que l'invitation courroucée à choisir son camp, n'est qu'un ultimatum sectaire ou opportuniste sans la moindre consistance philosophique.

Valeurs de droite et valeurs de gauche épuisent tout l'éventail des possibilités doctrinales en matière politique. D'où ce corollaire imparable qu'il n'y a pas de centre puisqu'une valeur proprement centriste est introuvable. Pourtant ce centre qui n'est presque rien dans sa majeure de frontière artificielle va s'épanouir considérablement, selon un axiome irréfuté parce qu'il est irréfutable, on ne gouverne jamais qu'au centre, ce centre pouvant être selon le totem plus ou moins vif ou défraîchi qu'on affiche à sa porte de gauche ou de droite ; mais en esprit, vérité et réalité il vaudrait mieux parler de centre-droit ou de centre-gauche, à condition que le substantif pèse de tout son poids pour ôter à l'épithète ce qu'elle peut garder de contestation agressive de son contraire.

Si bien que si nos politologies se pliaient enfin aux justes normes d'une philosophie politique, elles n'appelleraient droite que l'extrême-droite, celle qui récuse absolument la gauche, et gauche que l'extrême-gauche, celle qui refuse la droite d'une détestation absolue. Les reproches que font Jean-Marie Le Pen et Georges Marchais à l'opposition libérale ou à la majorité radicalo-socialiste de se laisser contaminer l'une par la gauche l'autre par la droite sont fondés en raisons politiques, sauf que le faux réquisitoire est, en fait, justification et même apologie. Une politologie qui, scientifiquement, intégrerait les résultats de cette "Critique de la raison

politique" qui encore en suspens n'existe si intensément dans le besoin que nous avons d'elle, considérerait qu'en toute rigueur de pensée, droite et gauche ne sont que déviations pathologiques, toujours menaçantes, toujours guérissables pourvu qu'on se fasse une bonne idée de la démocratie, laquelle requiert toujours recentrage et équilibre entre les valeurs. Si on persiste en forçant langue et pensée à dire de gauche la majorité et de droite l'opposition, exercice dans lequel se complait surtout la majorité, on change en abîme le presque rien qui sépare un centre gauche d'un centre droit. Le malheur de la conjoncture est que provoquée par un discours intolérant qui lui donne une figure de bête d'apocalypse, l'opposition a du mal à ne pas croire elle aussi à la réalité d'un abîme qui n'est qu'un fantôme polémique.

UNE CONSTITUTION DISLOQUEE

Il n'y a donc pas *la gauche* et *la droite*, mais si on tient à perpétuer ce médiocre langage, en dehors des significations de rigueur qui viennent d'être proposées, on doit reconnaître plusieurs droites et plusieurs gauches et il suffit de les déployer en forme d'arc-en-ciel pour s'apercevoir que la gauche de la droite tend à être indiscernable de la droite de la gauche. Théorie me dira-t-on ; dans la V^e République telle qu'a achevé de la modeler l'élection du président de la République au suffrage universel, avec à un inévitable deuxième tour l'affrontement de deux candidats, la bipolarisation s'est installée dans nos mœurs publiques ; le combat décisif, le seul qui ouvre toutes grandes les portes de l'Etat devient un duel, et cette dramatique dualité s'exprimait tout naturellement selon le vieux dualisme de la droite et de la gauche. Giscard d'Estaing avait fait de justesse échec à la gauche en 1974, et cette gauche avait sa revanche en 1981 avec l'élection de François Mitterrand. Et pourtant cette conséquence politique des mécanismes institutionnels n'est pas tout à fait conforme à l'esprit de la Constitution laquelle requiert une présidence qui transcende les oppositions des partis, et surtout l'antagonisme de routine passionnelle entre droite et gauche. Le moteur constitutionnel donna des signes d'essoufflement lorsque en 1965 Jean Lecanuet et François Mitterrand contrainquirent le père de la Constitution à un désobligeant second tour. En dépit de son charisme propre, le président avait besoin pour être élu du ralliement d'un certain nombre de citoyens qui, spontanément, aurait donné leur confiance à d'autres hommes publics. Demi-succès ou demi-échec qui ne pouvait être rattrapé qu'à coups de référendums avec une majorité cette fois franche et massive. Ce ballottage, premier coup d'un destin contraire, commença à ébranler le général De Gaulle de plus en plus déstabilisé jusqu'à la défaite du référendum de 1969 en passant par les effervescences si antigauliennes de mai 68.

La Constitution ne fonctionne heureusement que si le président est l'élu du peuple tout entier, c'est-à-dire d'une large fraction de l'électorat. De Gaulle en ballottage le plat événement annonçait des temps médiocres où le président élu alors d'une majorité étroite, confronté à

une puissante minorité, le chef de l'Etat quelle que soit sa couleur serait contraint à jouer deux personnages et à parler deux langages. Ainsi François Mitterrand est porté à considérer "le peuple de gauche" qui l'a élu comme le peuple véritable ; l'expression est redondance puisque la gauche est synonyme de vertu et d'intelligence éclairée à la manière dont, sous d'autres régimes, la part de la nation, censitaire, propriétaire, cultivée, était l'équivalent de la nation toute entière. Mais d'autre part, François Mitterrand est le président de tous les Français ; suprême garant d'une convivialité civique et appelé le cas échéant à défendre les libertés des autres contre l'intolérance des siens, ce qui est arrivé lors du retrait de la loi Savary. Une telle dualité au sommet de l'Etat donne au premier magistrat un visage disloqué par l'entrecroisement de deux figures comme il arrive dans les tableaux de Picasso. Esthétique désarticulée qui ne doit pas être, en droit constitutionnel, une bonne marque de cohérence et de solidité.

La machine fonctionnait tant bien que mal en dépit de quelques grincements tant que la majorité de l'Assemblée nationale reproduisait et confortait la majorité qui, ayant élu le Président, pouvait, elle aussi, être appelée présidentielle. Tout change lorsque les deux expressions du suffrage universel, celle qui fait et défait le président et celle qui fait et défait les députés, cessent d'être en concordance. Eventualité toujours possible et qui devient probable après les élections législatives de 86. Ainsi un ferment de dislocation est introduit dans la Constitution et se pose la question de la cohabitation, dans laquelle se mêlent des problèmes qu'il importe de bien distinguer.

Les spéculations fort divertissantes d'ailleurs, sur ce qui pourra se passer au lendemain du 16 mars 86, avec les divers cas de figure sentent la politologie de marc de café. Le vrai problème est celui de l'éclatement d'ores et déjà programmé de la Constitution elle-même. Une contradiction jusqu'ici latente ne peut que se manifester entre la lettre et l'esprit des institutions. Le président est élu pour sept ans et nul ne peut le forcer à déposer sa charge avant le terme. Mais cette charge change de nature si la majorité de l'assemblée expression du suffrage universel a été élu sur une autre politique que celle dont pendant cinq années, le président a été le premier responsable. Son autorité étant ainsi atteinte, peut-il être comme il l'a été pendant cinq ans le premier moteur de la mécanique politique ? Si le président s'en va sur un échec de sa majorité à des élections législatives, il casse la Constitution dans sa lettre en changeant le septennat en quinquennat : s'il reste en abandonnant à d'autres le gouvernement, il n'est plus le Président, source de tous les pouvoirs dans l'Etat, comme le requiert une constitution qui se trouve ainsi violée dans l'essentiel de son esprit. Aussi lorsqu'ils prétendent que la Constitution pourrait survivre à l'épreuve, les leaders de la majorité et ceux de l'opposition tiennent des discours également intenable.

François Mitterrand et les chefs socialistes répètent qu'ils ne sauraient se placer dans l'hypothèse défaitiste

d'une victoire de l'opposition ; pourtant et la contradiction est plaisante, le président de la République fait savoir que de toutes manières, il ne restera pas inerte et que, l'esprit soufflant sur les sommets, il trouvera une manière de conduire jusqu'au terme du septennat les affaires de la nation tout en tenant compte des indications que le scrutin de mars lui fournira sur l'état de l'opinion. Parler ainsi, c'est promettre de résoudre la quadrature du cercle. Une autre majorité est porteuse d'une autre politique que le président ne peut sans briser la Constitution ni couvrir, ni combattre ; s'il la couvre une conversion forcée par la circonstance ôte son âme à la fonction présidentielle qui, girouette sur le haut clocher, n'est plus que le fantôme d'elle-même ; s'il combat la politique de la majorité en faisant de l'Elysée la place de sûreté de l'opposition socialiste, il installe dans l'Etat un antagonisme entre des autorités également légitimes et il manque au premier de ses devoirs qui est, constitution oblige (art. 5) "d'assurer le fonctionnement régulier des pouvoirs publics".

N'est pas plus croyable le discours ordinairement tenu du côté de l'opposition où on fait mine de ne pas s'émouvoir, en cas de victoire, de la coexistence entre un Président qui pourrait continuer à présider cependant qu'en vertu de l'article 28, le gouvernement conduirait et déterminerait la politique de la nation. Comment ne pas voir qu'une telle formule introduit dans la Constitution une radicale subversion en mettant le pouvoir de l'Assemblée nationale au-dessus du pouvoir présidentiel. Certes cette "lecture" ravageuse et destructrice de la constitution n'est pas nouvelle puisqu'elle était implicitement contenue dans le célèbre discours prononcé à Verdun-sur-le-Doubs par Valéry Giscard d'Estaing à la veille des avant-dernières législatives. Le président de la République avertissait les Français qu'en cas de victoire de la gauche il ne serait pas en mesure de s'opposer à l'application du programme commun, et donc qu'il abandonnerait à un leader de l'opposition, nommé François Mitterrand, le soin des affaires et le gouvernement de l'Etat. Nous l'avons appris depuis, dans cette hypothèse, et pour maintenir une apparence de dignité après le désaveu des urnes, le président aurait quitté l'Elysée pour se retirer à Rambouillet. Fort logiquement, Valéry Giscard d'Estaing pense qu'une solution de ce type pourrait être la vérité de l'après-mars 86 puisque trois mois avant l'échéance il annonçait, en forme de flash à "Figaro-Magazine" : "dans 90 jours, Mitterrand ne pourra plus rien." Il ne resterait plus alors qu'à trouver un château d'opéra-bouffe pour honorer la déconfiture d'un prince abdicataire. Comment ne pas voir qu'une solution de type Rambouillet aux difficultés constitutionnelles, n'est pas une lecture seulement un peu sollicitée, elle met proprement les institutions à l'envers.

Parce qu'il refuse une telle perversion et inversion de la Constitution, Raymond Barre est hostile à ce qu'on appelle la cohabitation ; en vérité ce que l'ancien Premier Ministre entend défendre contre vents et marées c'est le caractère gaullien de la Constitution en n'acceptant pas qu'une nouvelle majorité à l'Assemblée s'arroge

le pouvoir parfaitement illégal de réduire à l'état de momie embaumée et paralysée de bandelettes le chef de l'Etat dont Charles de Gaulle disait (conférence de presse du 31 janvier 64) qu'il "est seul à détenir et à déléguer l'autorité de l'Etat". La prééminence effective du président fait tenir debout la Constitution ; on n'ôte ce pilier d'airain qu'à condition de refaire autrement toute l'architecture. Ce à quoi Raymond Barre, notre dernier gauliste, se refuse désespérément. S'il se faisait le disciple de Raymond Barre, François Mitterrand, toujours dans l'hypothèse d'un changement de majorité, n'aurait plus qu'à céder la place en se souvenant au surplus de la vieille maxime qui depuis les temps mérovingiens est l'ultime recours de l'honneur des princes : plutôt mort que tondu.

Mais même dans ce cas qui permettrait de sauver les apparences constitutionnelles par l'élection d'un Président "qui en soit un", l'épisode aurait forcément ébranlé l'autorité de la magistrature suprême et la Constitution ne serait plus ce qu'elle était. Le père de la Constitution a toujours professé qu'il y avait une différence de nature entre le scrutin présidentiel dans lequel s'exprime le peuple tout entier rassemblé et les scrutins législatifs lesquels, que la circonscription soit l'arrondissement ou le département, ne traduisent que les dispersions conjointes des géographies et des opinions. Embarrassé dans la multitude de ses voix contrastées, ils ne proposent selon la doctrine gaullienne qu'un bégaiement difficilement intelligible, alors que le scrutin présidentiel est seul capable de clairement parler. Qu'un changement de majorité à l'assemblée, ou change du tout au tout la fonction présidentielle, l'avant-centre devenant arbitre, ou contraigne moralement le président à abandonner sa charge, dans l'un et l'autre cas on est passé d'un régime présidentiel ou si l'on veut présidentiel à un régime d'assemblée dans lequel une majorité parlementaire a imposé sa loi. Nul ne sait ce qui se passera après le 16 mars, sinon que nous aurons changé de République.

SUPPLIQUE AUX HOMMES PUBLICS

De nos deux séries de réflexion suit la constatation du double blocage qui peut définir la situation actuelle : un blocage politique qui annonce une lutte sans merci, attisée par le président de la République lui-même, entre la majorité socialiste et l'opposition libérale ; un blocage constitutionnel avec le conflit de deux prééminences rivales, la présidence et l'assemblée se réclamant l'une comme l'autre de la souveraineté nationale et du suffrage populaire. Blocages d'autant plus éprouvants que partout, par des analyses interrompues ou falsifiées, on se refuse de les percevoir dans leur vérité crue. Une issue ne peut être trouvée qu'à condition de percevoir les choses telles qu'elles sont et non telles qu'elles devraient être pour les besoins de la bataille et d'un succès immédiat qui promet d'être une défaite pour tous.

Donner aux termes de droite et de gauche leur véritable sens, ce serait reconnaître que dans la conjoncture actuelle la droite n'est vraiment la droite qu'au Front

National et la gauche intégralement gauche qu'au parti communiste. Autour de Jean-Marie Le Pen on trouve, répétées les composantes traditionnelles de la droite française : intégrisme catholique qui fédère aujourd'hui les archaïsmes préconciliaires et les crispations anticonciliaires, nationalisme ombrageux qui donne à l'affirmation agressive de l'identité française un relent de racisme, et enfin le culte parafasciste du chef. Avec Georges Marchais le parti communiste réactualise l'idéologie d'une gauche dure et pure dont la virulence avait été superficiellement affadie dans les épisodes opportunistes du Front Populaire ou de l'union de la gauche : socialisme qui en dénonçant une fois encore, comme au temps fondateur du congrès de Tours, les compromissions de la social-démocratie, coïncide avec ses sources marxistes-léninistes ; on le disait plus haut, seul le dogme de la lutte des classes peut donner un sens plein et entier au conflit de la gauche contre la droite ; une politique de gauche se reconnaîtra à ce signe qu'elle ne rusera pas avec la logique anti-capitaliste et se proposera d'ôter aux classes dirigeantes leur suprématie culturelle et leur puissance dans l'Etat en leur enlevant ce pouvoir économique, source selon la vraie doctrine de toutes les autres sortes de domination.

Valéry Giscard d'Estaing, constamment assailli par la part gaullienne de sa majorité et François Mitterrand contraint de rompre avec le parti communiste ont vérifié l'un après l'autre qu'on ne saurait gouverner qu'au centre, vérité expérimentale dont on a essayé de donner plus haut les raisons théoriques à partir d'une philosophie des valeurs. Les protagonistes de la bataille actuelle voudraient à toute force nous donner le spectacle d'un conflit inexpiable entre la droite libérale et la gauche socialiste. Un combat de gladiateurs où comme dans les cirques romains, il y ait forcément un vainqueur et un vaincu, d'où un dramatique suspens : qui l'emportera du mirmillon son bon glaive libéral d'initiatives pointues et prêt à tailler sans merci dans tout ce qui se refuse à bouger ou du rétiaire avec son filet de solidarité programmée, prévenante, étatisante. Or chacun sait que de telles imageries ne sont que fantasmes caricaturaux, et que les affrontements actuels ne mettent aux prises que des fractions du centre qui, contre l'évidence de ce qu'elles sont, s'obstinent à se penser ou plutôt à s'imaginer comme des factions antagonistes. Et surtout qu'on cesse de nous répéter que le socialisme des uns est incompatible avec le libéralisme des autres et que dans cette situation idéologiquement conflictuelle chaque citoyen ne peut être que vivement pressé de choisir son camp.

Il est clair que la politique fabienne de maîtrise des prix et de rigueur désinflationniste n'a rien de commun avec le socialisme flamboyant du printemps 81 par lequel les vainqueurs des deux scrutins, François Mitterrand et Pierre Mauroy annonçaient la rupture avec le capitalisme et la fin de la crise par la relance économique et le traitement social du chômage. Dans l'enivrement de la victoire on réchauffait la machine ; aujourd'hui, les échéances électorales étant génératrices de sagesse, on la refroidit. Les déçus de l'utopie, reconvertis dans le réa-

lisme, ont beau se dire toujours socialistes, ils ne nous feront jamais croire que le chaud et le froid relèvent de la même et bienheureuse saison idéologique.

En 81, le libéralisme, caractéristique de la droite, était l'ennemi et on mettait en oeuvre une autre logique que celle de l'économie libérale. Aujourd'hui, le ministre socialiste de l'économie et des finances célèbre les vertus de la fonction patronale dans l'entreprise, reconnaît les nécessités bienfaites de la concurrence et du marché et, à en juger par l'entrain qu'il met à libérer les prix (jusqu'à un certain point seulement pour ne pas compromettre les bons indices) Pierre Bérégovoy paraît se donner pour tâche d'aplanir les chemins devant un éventuel successeur libéral. Et Michel Rocard, qui débarrassé de ses responsabilités ministérielles, peut se consacrer à la justification théorique de cette pratique sainement réaliste, a expliqué au "Nouvel Observateur" (10 au 15 janvier 86) dans quel état se trouve la pensée socialiste, après bientôt cinq ans d'expérience du pouvoir.

A la fin de sa vie, Lamartine se disait athée en politique. Michel Rocard lui est "sur le plan économique totalement agnostique". La révélation est d'importance. On imaginait que le socialisme apportait en premier lieu une intelligence nouvelle de l'économie qui ne pouvait plus être interprétée selon les grilles de l'économie libérale soupçonnée de n'être qu'une idéologie justificatrice du capitalisme. L'économie abandonnée au pragmatisme et à la navigation à vue, le socialisme n'est rien d'autre que "l'approfondissement de la solidarité et de la démocratie ; c'est une morale". Et lorsque Michel Rocard nous parle avec gourmandise d'un "socialisme de risque et de compétition", il faut bien comprendre, compte-tenu de la gestion anti-idéologique de Pierre Bérégovoy, que la plus brillante intelligentsia socialiste s'est convertie et avec quelle ardeur de néophyte aux valeurs libérales.

Du côté de l'opposition, se remarque un phénomène inverse : les hommes publics tempèrent à qui mieux mieux le zèle ultra-libéral de conseillers irresponsables. On ne dénationalisera qu'avec prudence, afin d'honorer un principe, et s'il faut passer aux actes, on n'opérerait que pas à pas en commençant par quelques banques celles qui même nationalisées ont su conserver leur autonomie, et sans toucher à des entreprises d'Etat qui ont valeur symbolique et historique comme la Régie Renault. Cependant que le socialisme de gouvernement ouvre ses portes et fenêtres au grand vent du libéralisme, le libéralisme d'opposition conteste de moins en moins les valeurs de solidarité que mettait en avant, pour justifier son providentialisme étatique, le socialisme traditionnel. Les fameux "acquis sociaux" dont le président de la République s'institue le farouche défenseur, et qui n'ont de réalité que grâce à la richesse acquise pendant des décennies de prospérité, ne peuvent guère subir que de légères retouches.

Lorsque la droite libérale devient sociale et lorsque le socialisme se libéralise, la preuve est faite que cette prétendue droite et cette prétendue gauche ne sont que des

figures différentes d'un même centre, contesté par la vraie droite du Front National et la véritable gauche du parti communiste et entre lesquelles l'entente et la coopération devraient être possibles s'il n'y avait le heurt des ambitions, la rivalité haineuse des équipes, et surtout une prolifération de préjugés passionnels et irrationnels. D'où la violence d'une bataille qui accentue les blocages que nous disions et menace de prolonger au delà du 16 mars une situation explosive et dangereuse pour l'unité nationale. Or une multitude de Français qui ont pris la mesure des démagogies et des idéologies, ne souhaite rien d'autre pour le temps qui doit normalement s'écouler entre les deux élections, législatives et présidentielles que deux ans de paix civile. Le devoir des hommes publics serait de les leur assurer.

Prière naïve et voeu pieux dans l'état actuel des choses où le président, la majorité, l'opposition sont animés d'un violent désir de l'emporter, alors que chacun ne peut pas ne pas savoir qu'une victoire totale est impossible et que c'est dans le renoncement à cette idée de victoire totale qu'il servirait le mieux la démocratie et la France.

Sauf chez Raymond Barre qui se ménage un Aventin d'observation amusée, réserve pour plus tard les grands desseins et se plaît dans le non-projet, il n'est pas de projet qui ne soit anti-constitutionnel, je veux dire qui ne pousse à la cassure une constitution déjà virtuellement disloquée. Si chacun joue le jeu qu'il annonce vouloir jouer, nous aurons, sous le regard ironique des voisins intéressés par le spectacle, un président qui s'emploiera à empêcher le gouvernement de gouverner et un gouvernement qui s'évertuera à empêcher le président de présider. Quel que soit le résultat chiffré des élections, seront en présence trois forces, le président de la République, les partis de l'opposition actuelle, vraisemblablement renforcés, le parti socialiste qui, proportionnelle aidant gardera du poids dans la vie publique. Exclue d'emblée le Front national et le parti communiste qui ne peuvent jouer un rôle fédérateur et sont réduits par l'intransigeance de leurs options à une fonction tribunicienne, tricolore ou rouge, la question serait de savoir autour de laquelle de ces trois forces pourrait se réaliser une adhésion et un consentement nécessaires à un pouvoir qui ne soit pas une parodie de gouvernement. La réponse est simple : aucune.

Le président dévalorise sa fonction en se faisant, d'ailleurs avec brio et un brin de suffisance, l'agent électoral du parti socialiste ; on ne voit pas comment un parti socialiste, que le parti communiste a définitivement rejeté à droite, c'est-à-dire dans les ténèbres extérieures puisse honorablement tendre un rameau d'olivier à des adversaires qu'il a totémisés affreusement dans nos places publiques sous la forme d'un loup cruel et hypocrite ; les partis de l'opposition modérée auraient vocation à mettre en branle une dynamique de rassemblement et de réconciliation, à condition de ne pas trop imiter les délires triomphalistes du parti socialiste en 81, de ne pas annoncer une rupture historique avec le socialisme et le bonheur assuré par la déréglementation générale. Mais

même dans la meilleure des hypothèses, celle de la modération centriste, qu'entreprendre sous la surveillance malveillante d'un Elysée toujours socialiste, et en étant assailli par une gauche tout entière revenue à une culture d'opposition ? Toutes les issues paraissent donc bouchées. Et comment espérer que chacun jette à la rivière ou plutôt à la rigole tous ces masques de basse ou haute dramaturgie, qui sont de si mauvais conseillers ?

Il le faudrait pourtant car l'entente de ces trois forces, revenues chacune à la vérité de sa vocation est nécessaire à la paix civile et à une utile prise en charge du futur immédiat. Car se posent un certain nombre de questions pressantes qu'aucune des forces en présence ne saurait résoudre sans l'accord et la compréhension des autres. On ne peut en donner qu'une trop légère esquisse.

1) *prendre conscience* des contradictions de la Constitution et proposer aux assemblées ou au peuple les réformes indispensables touchant la durée du mandat présidentiel, et l'équilibre des pouvoirs : comment accepter que l'assemblée soit une chambre d'enregistrement lorsque sa majorité coïncide avec la majorité présidentielle, et s'avère toute puissante dans le cas contraire ?

2) *prendre conscience* des effets pervers de la décentralisation politique qui sera effective au 16 mars avec l'élection de parlements régionaux. Comment contredire cette régression de la France républicaine vers la France féodale ? Exemple seulement plus significatif que d'autres, c'est la notion même d'éducation nationale qui risque d'être mise en péril. Une centralisation de type jacobin a sans doute fait faillite. Il ne s'ensuit pas que la France n'ait pas besoin d'un centre pour rester la France.

3) *prendre conscience* que la construction européenne est dangereusement en suspens tant que ne sont pas assurées les institutions communautaires capables d'assurer son unité politique ; alors seulement l'Europe pourra être l'autre pilier de l'alliance atlantique et un solide môle de résistance au totalitarisme.

4) *prendre conscience* de l'importance croissante de la relation Nord-Sud ; le "tiers-mondisme" se trompe lorsqu'il explique l'opulence des nations riches par le pillage des pays pauvres ; il reste que la disproportion des biens, la diversité des cultures posent des problèmes de partage et d'accueil trop mal perçus ; une éducation civique manquerait son but si elle n'était universaliste. Nous ne comprenons pas assez que la protection sociale avancée dont nous sommes si fiers est un luxe de riches, ce que savent mieux que nous les peuples démunis.

5) *prendre conscience* enfin que sous deux septennats, de Raymond Barre à Laurent Fabius, s'est poursuivie une oeuvre économique et sociale qui, en dépit des soubresauts et des parenthèses, a visé et obtenu la défense de la monnaie, le recul de l'inflation, la restructuration douloureuse de nos entreprises. Le chômage reste une plaie toujours purulente dont n'ont pu venir à bout les efforts des uns et des autres. La meilleure façon de ne pas désespérer serait d'assumer ensemble ce qui a été

l'épreuve de tous.

*
* *

Je ne me fais pas beaucoup d'illusions sur ma requête de deux ans de *paix civile* non dans l'inertie, mais dans une recherche et une mise en oeuvre de grands thèmes nationaux et internationaux, économiques et sociaux sur lesquels les trois forces politiques responsables du destin commun peuvent trouver une connivence libératrice des étroitesse partisans. Je reconnais que le meilleur est le plus improbable. Mais il est trop clair que si chacun s'entête dans son sens et se croit capable de dominer et de vaincre immédiatement ou à terme, alors on va, à coup sûr vers "la pagaille" ou le chaos, pour reprendre, vulgaires ou nobles, les mots dont on fait polémique et qui donnent une figure sans figure au terme fatal de nos divisions.

Le mal est dans ce que les anciens appelaient "ubris", cette démesure par laquelle un mortel orgueilleux croit posséder en lui seul les ressources qui le feront plus fort que le destin. Le président Mitterrand croit visiblement que le génie politique qui lui fut donné en partage lui permettra de dénouer ou de trancher les noeuds des embrouilles qui se préparent ; les socialistes pensent qu'ils resteront forts sinon les plus forts parce que créditant les autres de cynisme, ils sont les seuls vertueux ; et les chevronnés du libéralisme brûlent de prouver en accédant aux affaires qu'ils ont le monopole de la compétence et de l'invention.

On ne fait la morale à personne ; la passion de gagner à sa nécessité, peut avoir du style, mais la politique devient une caricature grinçante d'elle-même si à cette volonté de gagner ne se joint pas la volonté non moins passionnée de témoigner pour la part de vérité dont on est porteur et qui implique ouverture à la vérité d'autrui. La réconciliation des hommes passe par le remembrement des vérités qui, on le disait, souffrent de leur dispersion. Et la réconciliation ne requiert aucune autre abdication que celle de l'arrogance et de la volonté de puissance. Croire mais pas en soi, disait Hugo.

Un de nos maîtres avait coutume de dire que la vocation des démocrates-chrétiens et de quelques autres était de s'établir dangereusement en cet espace fragile de la géographie politique où la cassure serait mortelle. Sinon la faille s'élargira irréparablement. Les pages qu'on vient de lire passeront pour la transcription d'un songe mais d'un beau rêve peut sortir une sorte de lumière sur une situation et des piétinements qui paraissent sans issue sauf une illumination de l'esprit. A travers mes analyses et mes thèses, on aura reconnu un souvenir de ce qu'a été le MRP, de ce qu'il pourrait être aujourd'hui, ce qui suffira à me faire taxer d'archaïsme. Et à ceux de mes amis qui ont bien des raisons de juger inactuel un souhait nourri de mon passé, je fais mon habituelle réponse : "Rentrez en vous-même, mes nostalgies, ce sont vos espérances."

Etienne BORNE.

REDÉFINIR LA POLITIQUE

par Jean-Marie DOMENACH

Tout bouge, tout change, sauf, à ce qu'il semble, la politique. Elle offre l'image, qui pourrait être rassurante, de l'immobilité. Elle ignore le progrès : l'homme d'Etat, qui, en trois heures, va de Paris à New York, passera huit jours à l'ONU en palabres aussi interminables que celles du Congrès de Vienne. Le missile intelligent frappe dans la minute, mais le diplomate, lui, avance au pas de la mule, et nous n'avons rien trouvé de mieux que Droite-Gauche pour structurer notre vie politique. Ce décalage, à tous les niveaux, s'aggrave d'autant plus que les techniques de communication progressent. Démosthène ne parlait qu'à quelques dizaines de citoyens ; Reagan, à des centaines de millions, et pourtant le discours des politiciens reste celui des sophistes tels que les entendait Socrate.

Les mots y sont employés à des fins de pouvoir. C'est donc se méprendre que de leur demander d'être justes et vrais, ce qui n'exclut pas, nous le verrons, qu'il subsiste, en politique, une exigence de vérité. Sauf exceptions grandioses et provisoires, le discours politique se situe au troisième et dernier degré de l'expression des idées. Il y a d'abord la philosophie et la poésie (et la prophétie) : création de concepts, de métaphores et d'images, qui

seront repris et vulgarisés en idéologies et métaphores banales par les intellectuels (au plus large sens du mot) ; enfin celles-ci tombent dans une vulgate dont le politicien se sert pour concilier les inconciliables afin de "ratisser large" en vue de la conquête du pouvoir (1). De ce point de vue, le discours politique, en lui-même, est équivoque, c'est-à-dire centriste. Même les discours extrémistes le sont : si l'on reprend ceux de Hitler, on s'aperçoit qu'ils brodent sur des thèmes admis par tous, dont celui de la paix est le plus rebattu. Telle est la raison pour laquelle le centre parvient difficilement à se faire une place en politique, puisqu'elle est déjà occupée par toute sorte de candidats venus de droite, de gauche et de n'importe où.

Cette arriération consubstantielle à la politique, Alfred de Vigny l'avait admirablement notée : "Tout gouvernement est le symbole agissant d'une grande pensée arriérée". Rien n'illustre mieux cet axiome que le pouvoir "socialiste", astéroïde détaché d'une planète refroidie. Mais les lumières du libéralisme ne sont-elles pas également produites par le rayonnement fossile du XIX^e siècle ? Si la modernité a accumulé les novations depuis un siècle, est-ce au prix de cette immobilité ? Ne pouvons-nous réellement rien inventer en politique ?

SIMULACRES ET REALITE

Il était amusant d'entendre, lors de la campagne électorale, les champions des deux camps se traiter réciproquement de "ringards" (2), mot d'argot qui semble s'opposer de plus en plus à "branché". Mais la plupart des Français avaient l'impression que c'était le débat lui-même qui était "ringard". Cependant la politique les rattrape au tournant car, si le fond change de moins en moins, la forme, elle, change de plus en plus. On se rappelle le slogan effronté du Parti socialiste "changer la vie" ; on a vu l'Etat-Major du R.P.R. se transformer en équipe de *jogging* pour les besoins de l'affichage. Plus de la moitié des Français avaient entendu au moins une partie du débat télévisé de la fin octobre entre Fabius et Chirac... La publicité et les media ne se contentent plus de répercuter la politique ; dans une large mesure elles la font, de même qu'elles suscitent de plus en plus les faits divers (les attentats terroristes sont attendus pendant le *week-end*). Dans de telles joutes, le spectacle l'emporte évidemment sur les idées ; il s'agit de se construire une image (le *look*) et de frapper au bon endroit. La spectacularisation du débat et de l'action politique en déplace le centre de gravité ; ainsi suffit-il de passer une heure à l'Assemblée pour comprendre qu'il ne s'y passe plus rien, sauf lorsque les caméras sont là.

Des sociologues et des penseurs experts en modernité ou plutôt en "post-modernité" en concluent que la politique n'a plus rien à voir avec la réalité, ou plus exactement que le spectacle médiatique crée, par lui-même, un monde artificiel, irréel ou plutôt surréel, qui a sa logique et sa fécondité propre : pseudo-débats, pseudo-batailles qui engendrent de pseudo-événements... Cette thèse, qui est bien dans la ligne de la sémiologie triomphale des années 60, est illustrée par Lyotard, Baudrillard et plus récemment par l'opuscule excitant, encore que fumigène, d'A. Badiou (3) ; elle a été excellemment résumée dans un article récent : "La modernité aurait donné naissance à une société homogène, prisonnière de sa propre organisation figée, privée de tout médiateur symbolique, et qui ne peut dérouler sa propre histoire qu'à travers le simulacre, l'hyper-réalité, le pseudo-événement. Le totalitarisme ne serait alors qu'un effet de surface d'une société close, déjà conceptualisée par Henri Bergson" (4).

Simulacre ? Certes, ce qui ne signifie pas que cette foire aux illusions soit sans rapport avec le réel. Prenez la course Paris-Dakar : elle est organisée, financée par les media et la publicité ; il n'empêche qu'elle tue, et même beaucoup. Comme la politique, elle enrôle des dévouements, des espérances qui sont bien réels, et elle fait des morts qui le sont aussi. Il serait redoutable de conclure du spectacle à l'irréalité, car ce serait perdre tout repère, tout critère, et sombrer dans une confusion fatale, comme nous l'indique la dernière phrase de la citation ci-dessus : la distinction entre démocratie et totalitarisme s'effacerait, puisqu'il s'agirait dans les deux cas de sociétés closes, enfermées dans une sorte de circuit vicieux. Cette perspective correspond certainement à une part de la réalité : le fait que la politique nous

parvient sous forme de simulacre la dé-réalise, et par là accoutume les citoyens des nations libres (5) à la passivité : tout est vu, et admis, successivement. Dans l'univers de l'illusion, la force est acceptée, non seulement comme une réalité parmi d'autres, mais comme la réalité décisive, celle qui tranche entre des représentations diverses et également justifiables. Si, en effet, comme le disait Nietzsche, il n'y a plus de faits, mais seulement des interprétations, celle qui prévaudra est celle qui sera imposée par la séduction ou (et) par la violence. Bien loin d'éliminer la question morale, la spectacularisation de la politique la renforce, l'approfondit, non plus au sens d'une décision entre le Bien et le Mal, mais d'une décision portant sur la vérité et les moyens de la faire triompher. En effet, ou bien l'on considère que tout est illusion, et dans ce cas, c'est l'illusionniste le plus doué ou le plus puissant qui l'emportera ; ou bien l'on considère que le discours (qu'il s'agisse d'un programme, d'une proclamation ou d'une prise de parole) a un rapport avec la situation réelle et la possibilité de la modifier.

VERITE ET SIGNIFICATION

Cette question est préalable à la politique et à la philosophie elle-même, et c'est un point où elles se rejoignent. Ce n'est pas seulement la démagogie ordinaire que je vise ici, mais quelque chose de plus profond, qui fut à la base du succès du nazisme, et que nous retrouverons chez certains des maîtres de la pensée contemporaine, ainsi qu'en témoigne cette phrase de Paul Veyne : "Les forces sont la vérité des vérités." (6). Phrase qui peut être interprétée à la fois à travers Hegel et à travers Nietzsche, selon que l'on pense à l'identification du Vrai à un sujet collectif accomplissant l'esprit du temps, ou à une élite de surhommes détenant la clé de l'interprétation et le pouvoir de l'imposer par tous les moyens aux individus inférieurs. La politique a affaire avec les forces, il faudrait être naïf pour croire le contraire. Mais identifier les forces à des vérités, c'est aller à l'encontre de la démocratie, et effectivement elle a failli mourir de cela. La situation française est telle que nous ne sommes pas, pour le moment, menacés d'un tel sort, mais l'abus de l'équivoque telle que la cultive François Mitterrand pose un problème qu'on appellera moral, si l'on veut, et qui est simplement à mes yeux celui de la signification. Si rien n'a de sens, comme le proclame toute une part de notre culture contemporaine, alors, en effet, on peut raconter n'importe quoi, mais on aboutira à la dépolitisation et au cynisme ; la ruse est aussi une forme de la violence.

Que le mitterrandisme nous ait ramenés exactement là où le mollettisme nous avait déjà conduits n'est pas un hasard. Le Mouvement ouvrier pénétré par la doctrine marxiste était un "sujet vrai" de l'histoire, un de ces sujets que le XIX^e siècle nous a légués, — le plus chargé de souffrance et d'espérance qu'on ait pu concevoir. Mais nous savons où a conduit le "sens de l'histoire" : au totalitarisme, à l'écrasement de l'esprit. De cette fin lamentable, les socialistes, depuis trente ans, se refusent à prendre acte. C'est pourquoi ils se trouvent contraints de combler le décalage entre leur discours et leur politique par une surenchère verbale qui voisine avec des renie-

ments surprenants : le recours à la raison d'Etat (Greenpeace et la réception de Jaruzelski), les concessions au libéralisme le plus mercantile (Disneyland et la Cinquième Chaîne, le loto sportif, les clubs boursiers pour les enfants, etc.). Tout cela, ce n'est pas la bataille d'Alger, mais c'est la même évolution, la même fatalité, et tout cela tient à l'abus de confiance d'une idéologie politique, dont les leaders veulent faire croire qu'elle a encore un contenu, alors qu'il s'est évaporé. Les distorsions qui affectent alors le langage retentissent sur l'ensemble de la communication politique, sur les liens de citoyenneté tout autant que sur le pouvoir (7). Nous ne combattons pas pour le sens de l'histoire, nous combattons pour *le sens*, pour la possibilité que la politique garde un sens, même à court terme, pour l'ensemble des citoyens.

Malgré la tristesse qu'inspire la dégradation de notre vie politique, l'époque est exaltante. Nous vivons la fin de l'hégélianisme. En tuant eux-mêmes le socialisme, les socialistes nous ont débarrassés d'une mythologie devenue complètement déréistrique, et par là-même de cet investissement religieux qui a marqué la politique, chez nous, depuis plus d'un siècle. Cette catastrophe est aussi la nôtre, il faut en convenir, — je veux parler des hommes de mon âge qui ont cru que l'après-guerre serait la continuation de la guerre, et qui investirent alors dans la politique la même espérance qui les avait soutenus dans les années noires. Ceux qui constituèrent le M.R.P., comme ceux qui, plus à gauche, prônaient la Révolution, avaient, malgré leurs différends, bien des choses en commun. Les uns et les autres, nous avons vécu l'illusion de recommencer ce qui avait été manqué au XIX^e siècle : l'alliance des forces du Travail avec les valeurs de l'Esprit. Cette alliance, les fondateurs du M.R.P., l'assimilaient volontiers à une sorte de travaillisme chrétien ; les autres, persuadés de la déchéance de la social-démocratie, penchaient vers une coopération avec les communistes. Ce que nous croyions de bonne foi être une rénovation, était, historiquement parlant, une restauration. Il me semble aujourd'hui que nous n'avons pas pris la bonne mesure de l'époque qui s'ouvrait : ainsi les guerres, par la mobilisation exténuante qu'elles exigent, aboutissent à retarder l'évolution des esprits, alors qu'elles accélèrent l'évolution des mœurs, — on avait déjà vu cela après 1918. De fait, on n'avait plus besoin de nous, ni de nos idéologies, ni de ce généreux dévouement, qui nous caractérisait (8). Le mot atroce de Jacques Lacan : "L'amour consiste à donner ce qu'on n'a pas à quelqu'un qui n'en a pas besoin" peut s'appliquer, au moins partiellement, à nos offres de service, car nous voulions donner davantage que ce que nous possédions à des gens qui en avaient de moins en moins besoin. Bientôt, en effet, les grands idéaux qui nous portaient se vidaient de leur substance. La classe ouvrière suivait le Parti communiste ou se ralliait au capitalisme du bien-être. Nous n'avons retrouvé ce raccordement de la politique avec l'idéal qu'au moment de la Guerre d'Algérie, qui fut, encore, une occasion de retarder l'analyse et la prise de conscience des changements énormes intervenus dans la technique, l'économie, la culture et les mœurs.

La critique radicale du sens, telle que l'ont menée les structuralistes, a précédé, nous le voyons bien maintenant, la dé-signification de la politique. Mais il est remarquable de constater que la riposte qui s'amorce aujourd'hui part précisément de la philosophie politique ; cela est compréhensible : s'il est possible, pour adopter une formule célèbre de Malraux, d'accepter le non-sens, il est impossible de le vivre, — on ne peut qu'en mourir. Seule la littérature permet de jouer avec le nihilisme, la politique ne le permet pas, ou alors ce jeu s'appelle terrorisme. Une sorte de sursaut vital s'est manifesté parmi les intellectuels les plus engagés devant la perspective de l'anéantissement d'une démocratie dont ils percevaient, face à la nature enfin décelée du totalitarisme, la fragilité fondamentale. A mon avis, si l'on parle tant de modernité aujourd'hui, c'est parce que l'on a appris — de l'histoire et des maîtres redécouverts — que, depuis la Révolution française, aucune garantie ne protégeait plus les institutions (9). Ainsi les préoccupations de la Droite intellectuelle sont-elles devenues, paradoxalement, celles d'une large partie de la Gauche intellectuelle : comment assurer les bases d'un régime politique et plus encore comment faire pour que l'individualisme ne détruise pas la cité ? Une sorte de vertige philosophique double l'anxiété des bons citoyens devant la montée de la délinquance et la constitution d'îlots d'immigrés réfractaires à l'assimilation. L'inquiétude porte sur le fondement de la Loi aussi bien que sur son aptitude à être obéie. L'une et l'autre inquiétudes ne sont pas sans communiquer : il s'agit bien d'un problème de légitimité, particulièrement aigu dans un pays comme le nôtre à cause du caractère radical qu'y ont pris les idéologies politiques et la rupture révolutionnaire.

L'EVACUATION DU POLITIQUE

Nous ne disposons donc plus de "sujets" collectifs de la politique, mais cette disparition laisse la place à un retour du sujet personnel. Que les thèmes personnalistes soient de plus en plus repris, parfois par ceux qui affectent de les traiter en vieilles lunes, est un sûr indice de cette prise de conscience ; on revient, en somme, là d'où l'on était parti : de la "Déclaration des droits de l'homme et du citoyen". Seule, en effet, la personne humaine a un horizon révolutionnaire, comme l'avait vu Mounier. Pour le comprendre, il aura fallu d'abord se libérer des idéologies qui prétendaient la libérer. Et pas seulement du marxisme, ni du scientisme, mais aussi de cette générosité diffuse chez tant de chrétiens qui traduisent leur charité en philanthropie ; et de même que certains d'entre nous croyaient soulager les pauvres en se faisant les compagnons de route du Parti, de même aujourd'hui cherche-t-on à sauver le schéma périmé de la lutte des classes en faisant de la Gauche le champion des pauvres en lutte contre les riches. Mais que ceux qui prêchent la pauvreté s'efforcent donc de vivre pauvrement, au lieu d'en faire le substitut de leur mythologie défunte. Ce que l'homme libre doit aimer, ce n'est pas les hommes pauvres — réellement ou mythiquement pauvres —, c'est la liberté. Par conséquent il a pour devoir principal de créer

les conditions suffisantes pour que le maximum de gens puissent déployer le maximum de liberté. L'économisme ambiant nous fait oublier que l'amélioration du niveau de vie n'est pas en soi une finalité ; et qu'elle ne prend valeur qu'à partir du moment où elle permet un progrès dans l'ordre de l'autonomie et de la culture qu'elle implique. Ce qu'on appelle bizarrement "justice sociale" n'a pas d'autre fondement, car l'égalité, en elle-même, n'est pas un idéal, et d'ailleurs aucune norme n'existe plus, qui fixerait les barèmes de cette justice. Dans un monde en pleine expansion, on continue de raisonner comme si l'on vivait encore au Moyen-Age, et le socialisme, souvent renforcé par la philanthropie chrétienne, nous amène aux origines terriennes de la nation, lorsque la richesse était un bien fini. Ainsi Pierre Mauroy s'écriait-il en 1981, que s'il y avait tant de chômeurs, c'est parce que les Français avaient eu trop d'enfants...

Le programme des Lumières n'est pas encore réalisé, loin de là ! Tous les hommes ne vivent pas libres et égaux en droits, ni dans le Tiers-Monde, ni même chez nous. Au contraire, plus les moyens d'agir sur la nature, et même sur la vie, se développent, et plus s'affaiblit notre capacité de nous en servir pour élever notre niveau intellectuel et spirituel. Ces moyens, techniques, économiques, administratifs, forment un réseau de fatalités qui s'opposent à l'action concertée d'une politique démocratique. J. Habermas a signalé ce bouclage d'un système qui devient à lui-même sa propre raison d'être (10). Ainsi se réalise, mais tout autrement qu'ils l'avaient conçue, l'utopie des premiers socialistes : délivrer la société de l'irrationalité politique. C'est une ironie de l'histoire que cette dépolitisation au profit de la gestion soit devenue un thème de droite, d'une droite qui cherche à lui donner une noblesse intellectuelle en le baptisant libéralisme.

Ainsi le politique se trouve-t-il, pour ainsi dire, évacué des deux côtés : celui de l'illusion et celui du réalisme gestionnaire — qui sont deux aspects complémentaires d'un même phénomène, à savoir le décalage du discours par rapport à la réalité. Il s'ensuit une grande confusion : à gauche, où l'échec idéologique laisse place à un réalisme opportuniste ; à droite, où l'on ne sait plus quelle attitude préconiser depuis que la position du réalisme gestionnaire est occupée par le mitterrandisme. Quant au centre d'inspiration chrétienne, il retrouve heureusement, dans sa tradition morale, la référence à une vérité qu'il importe de restaurer dans le discours politique. Ce qui devait l'amener normalement à une attitude radicale (au sens exact du mot), hostile à la cohabitation et proche de celle de Raymond Barre, — attitude assez opposée à ce qui est, sinon sa tradition du moins sa tentation : la bienveillance, qui engendre le compromis, l'espoir d'échapper aux alternatives crucifiantes, et d'abord à celle de la gauche et de la droite.

Ce brouillage des repères place tout le monde à contrepied. Il ne peut s'ensuire que des rivalités obscures, des coups-fourrés, une agressivité qui accentueront la confusion qui s'est installée depuis le retournement du pou-

voir, en 1983. L'alliance que d'aucuns cherchent et qu'ils auront peut-être trouvée lorsque cet article paraîtra, ne peut s'instaurer que sur des bases nettoyées, et ce n'est pas la campagne électorale qui les nettoiera. Je conçois mal comment des hommes dont je partage le souci de loyauté peuvent se prêter aussi légèrement à une opération aussi immorale qui consiste à agir pour que l'Opposition - devenue peut-être le 17 Mars la nouvelle majorité - fasse ce que les socialistes avaient fait vers le Parti communiste avec l'Union de la Gauche. On sait qu'il y a des maris qui aiment être trompés. Mais on sait aussi que Don Juan a fait une mauvaise fin.

AUTONOMIE ET HETERONOMIE

La tâche la plus urgente, si l'on veut échapper au faux-semblant et au pourrissement, est de définir le domaine politique et de nous définir nous-mêmes, à la rencontre de nos valeurs et d'une réalité correctement appréhendée. A première vue, on dirait que le politique cesse d'exister comme tel, qu'il s'est évanoui avec le brouillard des idéologies anciennes. Mais la politique est comme la guerre : lorsqu'elle n'est nulle part, c'est qu'elle est partout. On ne se bat plus là où l'on avait coutume de se battre : sur les frontières consacrées, — on se bat au Liban, en Ethiopie, au Guatemala ; on se bat sur les aéroports et dans les rues de Rome, de Bruxelles, de Paris. La guerre s'est délocalisée, parce qu'on ne peut plus la faire complètement. De même la politique s'est-elle délocalisée sans qu'on en ait encore pris conscience. Ici aussi, la puissance des moyens détenus fait que la volonté n'a plus guère de prise sur la réalité. Comment gouverner ces monstrueux appareils de production, de consommation, de communication, qui ont tendance à se gouverner eux-mêmes et qui ont absorbé la politique au point que, comme nous l'avons vu, ils sont capables non seulement de l'orienter, mais de la produire. On dira donc de la politique qu'elle est à la fois nulle part et partout. Analysant l'évanouissement du politique dans l'économique (11), Yves Barel écrit : "Dans ce formalisme croisé du politique et de l'économique, c'est l'économique qui est l'événement visible, tangible, exprimable de façon simple (...), tandis que le politique est un peu l'élément invisible par nature, difficilement racontable sous forme d'événement (par qui, quand, comment a été prise la "décision" politique ?), une sorte de non-dit des rapports sociaux." Or l'économique, de fait, redevient de plus en plus politique, dans la mesure même où il est devenu la référence principale de la politique, mais nous avons peine à nous en apercevoir parce que la modernité, en nous retirant les normes traditionnelles, nous prive d'abord de cette hétéronomie contre laquelle se définit une politique démocratique ; ensuite, de cette position externe d'où il nous serait possible d'apprécier politiquement l'économique (on pourrait en dire autant du technique). C'est donc économiquement et techniquement que nous évaluons le politique au lieu d'évaluer politiquement l'économique et le technique. Je cite encore Barel : "La distinction entre le politique et l'économique correspond au fait qu'il faut une instance

sociale "suprême", soit l'une soit l'autre, par rapport à laquelle les autres faits sociaux puissent être confrontés pour évaluation et jugement. Si l'économique et le politique fusionnent, il n'y a plus d'instance suprême, et il semble que l'autoréférence devienne arbitraire et folle."

Autoréférence signifie simplement que nous prenons enfin conscience, comme je le disais plus haut, de ce que nos sociétés progressent désormais sans garantie externe, ce qui a des retentissements profonds sur notre politique. Le reniement du socialisme par les socialistes a, en premier temps, jeté la confusion, mais il ouvre un champ neuf à la réflexion et à la saisie pratique du politique. J'ai parlé naguère de "libérer le socialisme" des socialistes (12). Je ne dirai plus cela, car le mot même du socialisme hypothèque la réflexion. Le socialisme a été conçu dans un climat idéologique dominé par l'esprit scientifique de l'époque, qui pensait en système clos ; le cycle du moteur à explosion l'inspirait : compression, explosion, détente, — ce qui peut se traduire par : oppression, révolution, liberté... Mais cette garantie rassurante de la clôture nous est refusée. Nous devons penser les limites à la fois à l'intérieur de chacun de nous ("L'oppression est au tissu de nos cœurs", Emmanuel Mounier) et dans la multiplicité des systèmes auxquels s'articule le nôtre. L'autonomie est partout parce que l'hétéronomie est partout. Cela exclut la concentration du pouvoir en un lieu unique, dont l'hémicycle était le symbole. Le pouvoir se dilue dans l'entrecroisement des relations sociales et des appareils qui les entretiennent ou les remplacent (appareils d'assistance, de communication, de circulation, etc.). L'ennui, c'est qu'il est très difficile de repérer et de formaliser des phénomènes aussi diffus et souvent souterrains. Cela exige une analyse sociale telle que celle qui a été menée par Michel Crozier, et une théorie de la libération soustraite à l'ancien dualisme. Tâches énormes, mais indispensables à l'émergence d'une nouvelle conscience politique.

Nos valeurs ne doivent pas servir de recharge à des pistolets préhistoriques à deux coups : Gauche-Droite, Pauvres-Riches, Socialisme-Capitalisme... Il s'ensuit que la politique deviendra moins passionnante certainement. Mais qui nous empêche d'explorer ses nouveaux territoires et d'y établir nos positions ? Déjà l'éducation est devenue l'un de ses thèmes majeurs ; elle constituera un jour, comme Nietzsche l'a prédit, la préoccupation centrale de la grande politique. Les âges de la vie, la bio-industrie, les manipulations génétiques deviennent

aussi des questions politiques. Dira-t-on qu'elles ne relèvent que d'une appréciation technique, et les laissera-t-on à la discrétion du "désir" de chacun, comme le préconisait l'incroyable discours du Garde des Sceaux aux ministres de la justice européens ? (13) Les "néolibéraux" semblent s'être aperçus que les socialistes ont déjà sombré dans le pire des laisser-faire. En vérité, le libéralisme est historiquement le frère du socialisme, et l'oscillation de l'un à l'autre ne fait qu'exprimer une identité substantielle : l'un et l'autre s'accordent pour anéantir la médiation du politique. C'est contre ces jumeaux fantômes qu'il faut se dresser pour redéfinir et rajeunir la réflexion et l'engagement d'aujourd'hui.

Jean-Marie DOMENACH

- (1) Cf. Ph. Nêmo : "Le concept de cléricature" (*Cahiers du CREA*, n° 2). J'ai fait l'analyse de cette dégradation du discours chez F. Mitterrand (*Lettre à mes ennemis de classe*, Seuil) en m'appuyant sur les travaux de D. Labbé (F. Mitterrand, *Essai sur le discours. La pensée sauvage*). Il est d'ailleurs amusant de constater que les politiciens, en général, ne s'écoutent pas entre eux (cf. à l'Assemblée Nationale) : ils savent parfaitement que leurs discours n'ont pas de contenu.
- (2) F. Léotard a même osé le néologisme de "ringardisation". L'épithète "ringard" est entrée dans la nouvelle édition du "Robert". Elle a été appliquée originellement à un chanteur ou acteur médiocre.
- (3) A. Badiou : *Peut-on penser la politique ?* (Seuil).
- (4) J.J. Weinenberger : "La tentation philosophique", *Magazine littéraire*, n° 225, décembre 1985.
- (5) Peut-être aussi les habitants des Etats totalitaires. Je ne suis pas de ceux qui espèrent que la télévision, et particulièrement l'arrivée des programmes occidentaux par satellite, amènera les Soviétiques à une attitude critique ; je crains que cela ne les "passivise" encore plus.
- (6) Paul Veyne : *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ?* (Seuil).
- (7) On constate que la vie syndicale, la vie associative ont décliné depuis 1981 ; la raison en est sans doute dans cette dissociation du discours et du réel, dans cette perversion du langage.
- (8) On relira à ce propos le texte bouleversant rédigé par Gilbert Dru au début de 1944, et qui fut le texte fondateur du M.R.P. Il se trouve en annexe de : J.M. Domenach : *Celui qui croyait au ciel* (E.L.F.). La politique y est présentée comme un "service". Cf. aussi le n° spécial *France-Forum* "La Résistance, un rendez-vous" n° 58 - Juillet 1964.
- (9) cf. J.M. Domenach : (*France-Forum* - n° 215.216 d'octobre - décembre 1984).
- (10) Jürgen Habermas : *Science et technique comme idéologie* (Gallimard).
- (11) Y. Barel : *La Société du vide* (Seuil).
- (12) J.M. Domenach : *Lettre à mes ennemis de classe* (Seuil).
- (13) Ce document daté de mars 1985 a été heureusement reproduit dans le numéro de septembre 1985 de la revue *Le Débat* (Gallimard).

Abonnez-vous à FRANCE-FORUM

UNE POLITIQUE DE LA JEUNESSE EST-ELLE CONCEVABLE ?

par Jean-Louis LANGLAIS

Des articles précédents (1) ont voulu montrer que les problèmes de la jeunesse, en particulier le problème de l'emploi, étaient suffisamment "lourds" pour mériter une attention spécifique de la part des pouvoirs publics.

Mais des actions différenciées font-elles une politique ? Administrativement, comment sont-elles mises en oeuvre ? Philosophiquement, convient-il de traiter la jeunesse en soi ?

A un moment où beaucoup s'interrogent sur la place de l'Etat dans la société civile, il n'est peut-être pas inutile de poser la question d'une politique de la jeunesse ; est-elle possible ? est-elle, pour commencer, souhaitable ?

On tentera ici, à partir de quelques éléments d'organisation administrative, de proposer un schéma de réponse.

I — QUELQUES ELEMENTS D'ORGANISATION ADMINISTRATIVE

Les organigrammes ont entre autres l'intérêt de révéler les conceptions politiques sous-jacentes.

L'existence même d'un Ministère chargé de la jeunesse est en soi significative. Les pays de l'Europe de l'Ouest ont rarement de structures comparables ; ils attribuent le plus souvent cette compétence à leurs "landers", leurs comtés ou leurs régions. En France, ni la IV^e ni la V^e République n'ont remis en cause cette création du Front Populaire entérinée par le régime de Vichy. Sous des appellations diverses et avec des formules de rattachement variables, l'entité "jeunesse et sport" a fait partie de toutes les compositions gouvernementales. Une véritable administration s'est ainsi mise en place, avec des éche-

lons régionaux et départementaux, un corps de fonctionnaires spécialisés (les inspecteurs de la jeunesse et des sports), des crédits publics permanents, des réglemens... alors que des départements ministériels souvent considérés comme plus importants (on peut songer à la Culture) sont loin de disposer d'une armature administrative aussi complète, en tout cas aussi ramifiée sur le terrain.

Ensuite, l'existence d'un couple "Jeunesse et Sport" est tout aussi originale. Mis à part le cas des pays africains francophones qui ont hérité cette structure, comme d'autres, de la colonisation, rares sont les nations qui, disposant d'un échelon ministériel en matière de jeunesse, l'ont associé à un échelon compétent pour les sports. Et il faut bien dire que cette association a quelque chose de réducteur, pour l'un et l'autre des deux protagonistes d'ailleurs ; comme si le sport ne devait concerner que des jeunes et comme si les seuls problèmes de jeunesse étaient des problèmes de loisir. En fait, le développement du sport pour tous et jusqu'au 3^e âge, d'une part, la prégnance du problème de l'emploi pour les jeunes, d'autre part, sont des évolutions qui ne peuvent que souligner ce que ce couple a d'hétérogène.

Enfin l'existence d'une direction de la Jeunesse, si elle est importante, ne doit pas cependant faire trop illusion. Y sont avant tout traités les problèmes relatifs aux loisirs des jeunes. Certes, les questions d'information (centres d'information jeunesse), les études générales sur la jeunesse, certains programmes de formation et d'emploi (Jeunes volontaires), les relations internationales (Offices franco-allemand et franco-québécois d'échanges de jeunes) y sont abordés. Mais le "fonds" le plus ancien et le plus conséquent est constitué par les interventions en faveur des loisirs (centres de vacances, aide aux associations de jeunesse, programme dit de loisirs quotidiens, bourses pour des projets d'activités etc.). Or, depuis toujours, mais aujourd'hui plus encore en raison de l'acuité des problèmes d'emploi, les vraies préoccupations sont ailleurs et c'est ailleurs que dans une administration du "temps libre" qu'elles se trouvent, ou devraient se trouver, prises en compte. La formation, la santé, l'emploi, le logement, pour ne pas parler de l'éducation ou du service national, sont des questions primordiales qui relèvent des différents ministères spécialisés. Pas moins de 23 d'entre eux ont ainsi vocation à connaître des questions de jeunesse. Cette situation, notons-le immédiatement, n'est pas propre à la France. Même les pays de l'Est qui privilégient une forte structure d'encadrement de la jeunesse (par l'intermédiaire des organisations de jeunesse du Parti) connaissent également un pluralisme ministériel. Il n'y a pas d'exemple en tout cas de ministère de "la condition juvénile" qui embrasserait l'ensemble de la question.

Mais à quelle idée politique correspond l'organisation française ? Et cette conception est-elle absolument pertinente ?

Indubitablement, l'absence, sinon d'un lieu unique, techniquement difficile à envisager, du moins d'une structure forte capable de coordonner et d'impulser des

actions diversifiées, correspond à une option démocratique : le pluralisme des intervenants est une garantie contre toute tentation ou tentative d'embrigadement. La jeunesse ne doit pas être considérée comme une entité à part dans la nation ; il n'y a pas *une* question de jeunesse mais *des* aspects "jeunesse" des diverses politiques nationales. Nul n'en disconvient. Encore faudrait-il s'assurer d'une part que les politiques sectorielles sont cohérentes entre elles et d'autre part que la jeunesse, au total reçoit une attention suffisante ; concrètement, qu'elle se voit attribuer une juste part du revenu national.

Le rapprochement du secteur jeunesse et du secteur sportif au sein d'une même administration est dû sans doute plus à l'histoire qu'à une logique rationnelle. Au niveau central d'ailleurs, les deux directions, celle de la jeunesse et celle des sports, ont toujours eu des préoccupations différentes et des interlocuteurs distincts. Le mouvement sportif et le monde des associations de jeunesse et d'éducation populaire s'ignorent très largement. Un élément de synthèse pourrait se situer au niveau du cabinet du ministre, dans la mesure où les conseillers techniques ne seraient pas spécialisés, ce qu'ils ont toujours été. Un autre existe en la personne des inspecteurs et directeurs régionaux et départementaux "de la jeunesse et des sports" dont la bivalence peut permettre d'opérer des rapprochements ; mais ceux-ci restent limités : les crédits d'intervention sont distincts et les actions communes restent rares.

La présence, enfin, dans l'organigramme gouvernemental d'un département ministériel spécifique pour la jeunesse peut être mis en cause au nom d'une politique de décentralisation ou de réduction du rôle de l'Etat. Et indiscutablement, les collectivités locales et spécialement les communes ont depuis longtemps engagé de nombreuses actions et d'importants crédits en faveur des jeunes. Les arguments de proximité et de souplesse jouent en leur faveur. Même si des transferts de compétence ne sont pas expressément prévus par les textes récents de décentralisation, ils ne seraient pas contraires à l'esprit de la loi. Le désengagement de l'Etat en matière de crédits d'équipement est en cours. Il ne serait pas difficile de procéder de même pour les crédits de fonctionnement. La disparition d'une administration centrale serait l'aboutissement ultime du processus.

Ces différentes observations appellent à leur tour des remarques

Contre la suppression pure et simple d'un département ministériel chargé des loisirs de la jeunesse (liant ou non à son sort le secteur du sport) se présentent deux arguments majeurs. L'un tient à l'existence des services extérieurs du ministère (les directions régionales et départementales) dont il est difficile d'envisager que soient supprimées d'un trait de plume les compétences et transférés les agents. L'autre tient au fait que le principal partenaire de l'administration est le monde des associations, nationales et locales. Pour les premières, l'Etat est le seul interlocuteur possible et le seul capable de fournir

les moyens de fonctionnement nécessaires. Pour les secondes, il est le gage d'une appréciable neutralité. Toutes ont donc intérêt au maintien d'une structure administrative, quelle que soit la coloration politique du gouvernement. Une complicité objective des deux partenaires, Etat et associations, existe donc en ce domaine, qui les conforte mutuellement.

Contre un divorce de la Jeunesse et des Sports, et même si le mariage n'a jamais été véritablement consommé, plaide le fait que la logistique du ministère est commune aux deux secteurs, que le corps des inspecteurs est bivalent, que le partage des biens serait fort difficile à établir, enfin qu'une administration réduite au seul secteur de la jeunesse, alors que les sports mobilisent l'essentiel des moyens, ne posséderait plus la taille critique suffisante pour justifier une existence autonome.

Enfin le pluralisme inorganisé des actions gouvernementales en faveur des jeunes, - et que cette option résulte ou non d'un choix délibéré - risque d'être préjudiciable aux "intérêts" des jeunes. Quand on sait par exemple qu'un chômeur sur deux est un jeune ou qu'un jeune sur trois est menacé de chômage ou encore qu'un détenu sur deux a moins de 25 ans, on ne peut pas ne pas se poser la question des programmes - nécessairement coordonnés - à mettre en oeuvre pour traiter avec quelque chance de succès ces situations. Ceci d'autant plus que le poids démographique des jeunes va en diminuant (moins de 30 % de la population aux dernières estimations) et que cette baisse parallèle à l'accroissement du nombre des personnes âgées, se traduira - quasi mécaniquement - par un moindre intérêt de la nation à leur égard. Les jeunes risquent fort d'être servis simplement "de surcroît".

Avant donc de se satisfaire d'une absence de coordination inter-ministérielle, ou de pronostiquer la séparation d'avec les services chargés du sport, voire de proposer la disparition pure et simple d'une fonction "jeunesse" au niveau gouvernemental, il convient de bien peser les avantages et inconvénients de ces diverses formules en ayant comme critère de jugement, au delà des commodités ou des habitudes administratives, le meilleur service des jeunes.

II - QUELQUES PRINCIPES D'ACTION : UN RENFORCEMENT DES POLITIQUES SECTORIELLES, UNE COORDINATION EFFECTIVE DE CES POLITIQUES ET UNE MOBILISATION DES INTERVENANTS.

Un renforcement des politiques sectorielles

Qu'il faille renforcer chacune des politiques sectorielles, c'est difficilement niable. L'emploi des jeunes, leur formation, leurs conditions de logement, leur vie culturelle, leur santé, la façon dont s'effectue le service national, sont autant de domaines où la situation est loin d'être satisfaisante. Pour aller vite rappelons simplement que le chômage est en France, plus que dans tout autre pays, un chômage de jeunes ; que 200.000 adolescents arrivent chaque année sur le marché de l'emploi sans formation, ce qui signifie crûment, sachant à peine lire,

écrire et compter ; que la location d'une chambre ou d'un logement est devenue quasiment impossible dans les grandes villes, cependant que les formules d'accession à la propriété les plus sociales comme l'épargne logement sont peu praticables pour les jeunes ménages ; que la drogue est "essayée", plus ou moins activement, par un jeune sur deux ; que l'intérêt du service national est nié par une large majorité des appelés ; que se développe en marge de la culture adulte une culture "jeune" faite de valeurs, d'attitudes et de comportements totalement étrangers, qui satellise la planète des jeunes à bonne distance de notre société "adulte".

Sans noircir à l'excès le tableau, il est donc évident que loin de pouvoir faire l'économie d'actions spécifiques, chaque ministère devra au contraire développer son intervention en direction des jeunes générations. La recherche du "moins d'Etat" trouvera difficilement ici le point d'application justifié. Il n'est que de voir la façon dont la politique de l'emploi joue "spontanément" en faveur des salariés en place et au détriment des primo-demandeurs, pour appeler une action correctrice, volontariste, en direction de ces derniers. De même, la demande de logement par les jeunes, dans la mesure où elle est difficilement solvable, exige une réponse adaptée des organismes sociaux lesquels spontanément se tournent vers des occupants supposés plus "sérieux". Les exemples pourraient être ainsi multipliés de ce qu'impose la défense de la cause des jeunes.

Une nécessaire coordination

La nécessité d'une coordination effective de ces politiques est peut-être moins apparente. Et pourtant — l'expérience des "missions locales" qui ont cherché à appréhender la situation des jeunes les plus en difficulté, a bien montré qu'on ne pouvait valablement apporter de réponse qui ne soit pas globale. Lorsque les handicaps se cumulent (analphabétisme, chômage, délinquance), il faut également que se cumulent les remèdes. Plus généralement, la vie forme un tout et il y a des interactions évidentes entre vie de travail et vie de loisir, entre sport et santé, entre formation et emploi etc. Une politique de lutte contre la délinquance juvénile doit prendre, c'est aujourd'hui évident pour tous, des formes multiples et harmonisées en matière d'éducation, d'emploi, de loisirs, de répression, mais aussi d'urbanisme, de culture, de santé, etc. En définitive, il n'est guère de domaine où une action "verticale" isolée puisse se révéler efficace. Une coordination constante s'impose. Et si un "ministère de la condition juvénile" ne peut être envisagé compte tenu de la dimension "monstrueuse" qui serait vraisemblablement la sienne, du moins convient-il de rechercher une formule moyenne entre cette intégration et la dispersion jusqu'alors pratiquée.

Un premier pas a été effectué dans cette direction avec l'institution en 1982 d'un Comité interministériel pour la Jeunesse qui devrait réunir périodiquement les vingt-trois ministères concernés. On ne peut cependant pas parler d'expérience concluante. Faute sans doute d'une implication réelle des Services du Premier Ministre, les ordres du jour n'ont finalement appelé que des questions

relevant du seul ministère de la jeunesse et des sports, touchant à l'organisation des loisirs ou à l'insertion sociale. Des projets importants comme la réforme de l'objection de conscience ou la mise en œuvre des TUC ont été élaborés en dehors de cette instance. Le "patriotisme" de chaque administration, jalouse par définition de ses compétences, n'a pas été entamé. Le Comité n'a pas pu jouer le rôle d'aiguillon, sinon d'impulsion, que ses promoteurs ambitionnaient pour lui.

On peut donc tirer de cette expérience les enseignements qu'elle recèle pour réfléchir à quelques voies possibles.

Une première option pourrait consister à charger des problèmes de la jeunesse un ministère "installé", attributaire de compétences par ailleurs indiscutées. Celui chargé par exemple de l'Education Nationale ou de la famille, ou bien encore de la formation professionnelle. Mais l'avantage qu'il y aurait à confier le dossier Jeunesse à un ministère riche ou influent ne compenserait sans doute pas l'inconvénient résultant d'une "sectorisation" accrue ; en tout cas, il n'y aurait aucun progrès dans la recherche d'une meilleure coordination. Les problèmes généraux du ministère de rattachement risqueraient en outre de rester prééminents et de reléguer au second rang ceux de la jeunesse.

Une deuxième option peut consister à réserver la compétence au Premier Ministre lui-même. C'est l'autorité qui dispose en effet du pouvoir d'arbitrage et de l'ampleur de vues nécessaires. Mais pratiquement la charge de l'Hôtel Matignon est trop absorbante pour qu'une prise en charge directe de tels dossiers puisse être proposée. Presque tous les sujets méritent un "traitement" horizontal. Mais il convient de n'utiliser l'évocation à Matignon qu'en dernier recours.

Deux autres voies restent alors possibles : celle d'une autorité ministérielle placée auprès du Premier Ministre, ou bien celle d'une autorité administrative de type "délégation".

Quelle que soit la formule adoptée, l'administration restera légère. Constituée sous la forme, désormais classique, d'une administration de mission, elle pourrait laisser à chacun des ministères verticaux concernés la charge de gérer les dossiers, se réservant un droit de regard et de proposition, avec le contreseing des principales décisions et un pouvoir d'inscription à l'ordre du jour des comités interministériels traitant de questions intéressant la jeunesse. Les moyens humains pourraient être fournis par les diverses administrations concernées (qui auraient ainsi des correspondants attitrés). Les moyens financiers seraient obtenus par redéploiement de crédits budgétaires existants et par utilisation de ressources extra-budgétaires, voire privées, à l'égal de ce qui est obtenu dans le domaine du sport ou de la culture : (loto sportif et fondations). Un Fonds d'intervention pourrait ainsi se créer.

Une mobilisation des intervenants

Mais une telle réorganisation ministérielle n'est sans

doute pas l'essentiel. L'essentiel est de mobiliser le plus grand nombre possible d'intervenants au plan local. Les actions possibles en faveur des jeunes sont d'une grande variété et leur efficacité dépend avant tout de leur adaptation à des situations éminemment diverses. Le "micro-social" a ici toute sa valeur. C'est pourquoi l'action des élus locaux, des associations locales, des simples particuliers est première. Leur capacité d'intervention est affaire de moyens financiers certes, mais aussi de disponibilité et d'imagination. Il faut se garder de favoriser le développement de formes trop structurées qui feraient écran aux demandes des jeunes. Il faut toutefois pouvoir disposer d'instruments d'observation fiables et d'intervention souples. On peut imaginer au niveau régional ou départemental, par homothétie avec ce qui est suggéré au niveau national, une structure de coordination des acteurs administratifs placée sous l'autorité du Commissaire de la République. On peut souhaiter qu'elle dispose d'un fonds d'intervention. Mais cette "techno-structure" devrait être aussi légère que possible. Elle devrait laisser la plus grande liberté de jeu aux élus des collectivités locales et des associations et favoriser seulement leur mobilisation. La mobilisation d'ailleurs n'est pas la guerre — on le sait — et en ce domaine l'on devrait trouver sans peine un accord, au-delà des options partisans. Le fait que des élus de l'actuelle opposition aient accepté de participer aux Commissions sur la sécurité, qu'ils aient répondu favorablement aux programmes des TUC, ou qu'ils aient constitué des listes uniques pour le Comité de coordination de la Formation Professionnelle montre que l'action peut être largement dépassionnée.

En définitive, une politique de la jeunesse est-elle possible ? Est-elle d'abord souhaitable ?

Une réponse doit s'attacher à préciser le sens des mots.

Si par politique, on entend une volonté totalisante, sinon totalitaire, de prendre en compte, voire de prendre en main, le sort des jeunes, une réponse négative va de soi. De même, si l'on conçoit une action d'assistance généralisée qui éliminerait tout risque et toute aventure personnelle. De même enfin si l'on a pour projet un développement de l'appareil d'Etat aux lieux et places d'autres initiatives.

Mais si, par politique, on entend une meilleure efficacité et une meilleure cohérence des interventions de tous les pouvoirs, des actions spécifiques sur des points particulièrement névralgiques, une meilleure place faite aux jeunes et à leur expression dans la société, alors le vocabulaire de politique de la jeunesse ne saurait être a priori récusé.

On peut souhaiter que, là aussi, l'Etat recule, mais il ne pourra le faire sans risque que si la société civile avance, c'est-à-dire si les acteurs non-administratifs s'engagent davantage et si les jeunes eux-mêmes trouvent des raisons et des moyens d'agir.

Jean-Louis LANGLAIS.

(1) N° "france-forum" - 221-222 de Juillet-Septembre 1985 et 223-224 d'Octobre-Décembre 1985.

PROTECTION ET MISE EN VALEUR DES ESPACES NATURELS

par Joseph NIOL

Pluies acides et Forêt Noire, Amococadiz, Séveso, Bhopal, autant de noms liés dans la mémoire collective à des catastrophes qui sont porteuses, pour la race humaine, d'angoisses, de souffrances, de désolation, et qui semblent consacrer ce divorce entre l'homme et la nature qui s'instaura à la fin du XVIII^e siècle lorsque les hommes ont cru que tout pourrait être résolu par la science et la technique.

Le Conseil Economique et Social justement inquiet devant l'accumulation des pollutions dramatiques, chargea la section du Cadre de vie d'un rapport sur la protection et la mise en valeur des espaces naturels, dont j'assumai, en collaboration avec mes collègues, l'étude et la rédaction.

Deux grandes idées devaient orienter notre démarche. *Tout d'abord cerner le problème.* Après avoir contraint la nature à lui obéir, sous couverture de progrès et pour toujours plus de confort, l'homme s'est malgré tout rendu compte que parti de la nature sa survie dépendait d'elle et de son équilibre. Il fallait alors que nous connaissions bien notre terre pour comprendre comment les choses se passent et les dangers qui nous menacent. Ensuite le diagnostic étant posé il fallait faire de la prophylaxie et dans certains cas mettre en place une thérapie. Il paraissait alors important de saisir que nous faisons partie d'un tout aussi bien vivant qu'inerte et que nous ne pouvions pas, sous peine de désordres graves, porter atteinte à cet équilibre vital entre l'homme et la nature.

Si les espaces naturels recouvrent une grande partie du territoire national, il n'en demeure pas moins que dans un pays de vieille civilisation comme le nôtre il reste très peu d'espaces véritablement vierges. Cette situation engendre alors les innombrables conflits courants inévitables parfois, toujours difficiles à résoudre entre protection et développement.

L'urbanisation et l'industrialisation massives qui caractérisent notre époque engendrent des pollutions chimiques, des déchets et des nuisances importants. Notre patrimoine biologique est détruit ou menacé en maints endroits, par delà même les atteintes directes et immédiates portées aux espaces naturels. Celles contre l'environnement prennent une nouvelle dimension avec les effets à long terme de certaines pollutions. Les villes tentaculaires font reculer la forêt (le drame de l'Afrique).

La Méditerranée "véritable poubelle de notre monde occidental" voit disparaître sa faune et sa flore. L'air, l'eau, la forêt, le littoral et sa zone infralittorale sont aussi des domaines particulièrement exposés. C'est précisément le contraste entre les menaces de dégradations qui pèsent sur les espaces naturels et leur valeur sociale croissante qui rend nécessaire une politique de gestion adaptée.

Des mesures pratiques et techniques s'imposent ; les mesures de protection s'avèrent insuffisantes car elles rendent souvent les conflits d'usage plus aigus, accroissent les dégradations provoquées par la fréquentation humaine et mettent particulièrement en évidence le manque d'entretien du milieu naturel.

En premier lieu il faut dresser un inventaire général des espaces naturels. Respecter l'intégrité et l'harmonie des paysages naturels, renforcer la lutte contre la pollution chimique de l'air et de l'eau sont une nécessité absolue. Il convient de favoriser le progrès des technologies industrielles "propres", de mettre en place des équipements adéquats (filtres sur les moteurs de voiture pour éliminer le plomb, ou dans les usines polluantes pour éviter les pluies acides par exemple). On doit contrôler ou transférer les dépôts dangereux dans des zones plus isolées présentant moins de risques pour les populations locales et préservant la nature et les paysages.

On comprendra alors que la sensibilisation de l'opinion publique soit primordiale dans notre démarche : cela va de l'information et de l'association des populations à l'éducation des jeunes dès l'école primaire, et à la formation des spécialistes. La mise en valeur écologique de certains espaces peut s'accompagner d'une mise en valeur économique ; de nombreuses activités peuvent être promues : conservation, entretien, surveillance, restauration, élevage, chasse, pêche, aquaculture, tourisme, exploitation énergétique des cours d'eau, production et travail du bois... autant de secteurs qui concilient développement économique et préoccupations écologiques et permettent de plus d'enrayer la désertification des zones rurales.

La gestion d'une ressource naturelle doit procéder d'un bilan exhaustif et global prenant en compte tous les éléments positifs ou négatifs économiques, sociaux, humains, sanitaires, culturels. La finalité d'une politique

de gestion des espaces naturels visera donc à concilier dans la plupart des cas leur mise en valeur économique et leurs fonctions nouvelles écologiques, touristiques, pédagogiques, dans le cadre d'une *gestion patrimoniale des ressources*.

En deuxième lieu concernant les mesures administratives, juridiques et financières, il est nécessaire de procéder à une mise au point des procédures de base. Il est en outre souhaitable d'adapter les structures administratives à la politique de gestion des espaces naturels et de créer un réflexe de gestion conventionnelle et contractuelle au niveau de l'ensemble des pouvoirs publics, des sociétés industrielles, des producteurs agricoles et de l'opinion dans son ensemble. Tout en maintenant le rôle coordinateur de l'Etat, il faut parvenir à réaliser un consensus des acteurs.

Il serait utile de généraliser les POS (Plan d'Occupation des Sols) et d'accroître les mesures protégeant les espaces naturels boisés des zones péri-urbaines.

Il serait important :

- d'améliorer la procédure des études publiques et de créer un droit de préemption pour les agences des espaces verts
- de donner au Conservatoire du littoral davantage de moyens
- de renforcer le contrôle de la qualité des eaux et des rejets en mer notamment en appliquant les normes de qualité
- de promouvoir les installations d'assainissement en concertation avec les agriculteurs pour les terrains agricoles autour des points d'eau (plans d'épandage) etc...

A la fois zone de contact entre la terre et la mer et zone de croissance où se développe une intense activité économique et une forte urbanisation, le littoral est devenu un des espaces de notre territoire parmi les plus convoités. La gestion du domaine public maritime doit faire l'objet de mesures spécifiques. Le littoral doit être protégé et accessible à tous.

La loi sur le littoral devait le redire, informer et en donner les moyens. Il faut aussi protéger le littoral contre la mer elle-même, et éviter toute aggravation par l'homme de l'érosion naturelle.

La forêt est elle aussi au centre de nos préoccupations. Elle est l'exemple même d'un espace naturel dont la mise en valeur est parfaitement compatible avec la protection de son intégrité. Il faut entreprendre l'amélioration de son entretien et de sa gestion. Il faut "revenir" la forêt actuellement trop morcelée et refaire une forêt productive, plus résistante au feu, à la fois par le choix des essences, par son bon entretien (nettoyer, créer des passages, des accès) et par la surveillance régulière des points sensibles. De même qu'il convient d'accroître les moyens terrestres et aériens de lutte contre le feu, il faut favoriser la forêt et ses produits. Il apparaît de plus nécessaire d'encourager les activités permettant à la forêt d'assurer

la protection du milieu naturel (désenclavement - chemin d'accès faciles).

Afin de maintenir et de développer la vie, l'emploi et la production de l'espace rural une *politique régionale et locale* doit être pensée et menée activement. Il serait souhaitable de mettre en œuvre progressivement une politique de péréquation entre les collectivités. Des méthodes de financement ont aussi été envisagées et notamment la possibilité d'introduire la procédure fiscale de "dation en paiement" en matière d'espaces naturels.

De vastes superficies de haute montagne étant actuellement placées sous le statut de parcs nationaux ou régionaux, des recommandations visent la sauvegarde des zones protégées. *Les Réserves et les Parcs*, sanctuaires scientifiques, doivent bénéficier d'une protection absolue, ce qui n'exclut nullement l'exploitation des terrains. On a même vu dans un Parc que cette politique avait permis d'éviter la désertion des agriculteurs.

Il faut renforcer la protection des zones-témoins, des réserves naturelles des zones centrales des parcs, et des réserves naturelles intégrales actuelles. La conservation et la recherche scientifique doivent l'emporter là sur le développement, car ce sont des musées vivants géologiques et géographiques.

Par opposition à ces zones témoins on s'appliquera à une mise en valeur écologique des zones d'accueil qui correspondent aux zones périphériques des parcs ; là développement et aménagement doivent aller de pair. La protection de la nature sera alors élargie à celle du patrimoine : flore, faune sauvage, terrains, mais aussi habitat voire style de vie. Economie et écologie deviennent alors complémentaires (pluri-activité de l'agriculture, tourisme, artisanat, éducation, gestion du parc).

Après toutes ces considérations une question vient forcément à l'esprit. *L'écologie est-elle un luxe coûteux qu'on ne peut guère s'offrir en temps de crise économique, ou est-elle rentable ?* L'analyse coûts-avantages tend à démontrer que les investissements dans le domaine de l'environnement sont plus que compensés par une diminution du coût des dommages. Et si cet effort est rentable, il est aussi créateur d'emplois. Mais au-delà de ces considérations purement matérielles, la sauvegarde et la mise en valeur de notre patrimoine naturel sont impératives si nous voulons pouvoir refaire nos forces au contact d'un milieu moins pollué, vivifiant et apaisant.

Nous ne pouvons protéger notre environnement qu'en discernant clairement comment agir (ou non) sur l'eau, l'air, le paysage...

C'est une tâche ardue, mais qu'il faut affronter, car il est important de répondre aux inquiétudes de notre époque et de s'adapter à son évolution, de façon que la protection et la mise en valeur des espaces naturels s'intègrent dans un processus continu, conditionnant la perpétuation même de la vie.

Joseph NIOL

PENSER LA VIOLENCE

par David APTER

David Apter est un politologue américain qui a publié de nombreux ouvrages sur les processus de formation et de contestation de l'Etat tant dans les sociétés africaines que dans le monde industriel. France-Forum a rendu compte de son dernier ouvrage, "Against the State, politics and social protest in Japan" (n° 215-216). Nous le remercions de nous avoir confié ce texte dont Benoît Vermander a assuré la traduction et l'adaptation.

Le meurtre du Général René Audran, juste devant chez lui, en banlieue parisienne, le 25 janvier 1985, suivi presque immédiatement de celui d'Ernest Zimmerman en Allemagne, ont signalé une nouvelle phase dans l'évolution du terrorisme. Le théâtre de guerre est l'Europe. Le contexte est celui de "l'impérialisme américain". Les cibles sont constituées par les individus et les installations associés à l'OTAN. L'enjeu spécifique, ce sont les missiles. Plus largement, l'objectif est de polariser la lutte entre l'Europe et les Etats-Unis.

Jusqu'à présent, la confrontation se déroulait entre des groupes de terroristes formés sur une base locale et leurs gouvernements. "L'internationalisation" renvoyait principalement aux liens entre certains mouvements européens et ceux du Tiers-Monde (Amérique Latine et Moyen-Orient). Ainsi, certaines fractions de l'OLP servaient d'intermédiaires entre un groupe japonais, qui s'intitulait "l'Armée Rouge Arabe", et le groupe Baader-

Meinhof. La référence à l'anti-colonialisme et à l'anti-impérialisme demeure, mais perd de sa force. L'Armée Rouge Arabe japonaise s'est dispersée (certains de ses ex-leaders vivent à Paris), et le membre survivant de l'équipe de trois hommes qui avait commis le massacre de Lod en 1972 avait, paraît-il, demandé aux autorités israéliennes sa naturalisation, avant d'être dernièrement libéré.

Des raisons assez claires expliquent le changement intervenu. Les récents événements du Moyen-Orient ont amoindri l'attraction exercée par l'OLP. La "primordialisation" du conflit a mené à d'âpres rivalités entre les extrémistes musulmans. Dans un tel contexte, la facture classique du terrorisme radical devient également suspecte. Ce terrorisme là et la xénophobie religieuse vont difficilement de pair, comme bien des Mujahins iraniens pourraient l'attester.

Se recentrer sur l'Europe, se livrer à la violence contre

l'OTAN et d'autres institutions, voilà qui donne au terrorisme un objectif plus déterminé. Il en appelle à cette part de la société, point négligeable, qui éprouve un mécontentement de plus en plus fort devant le manque de résultats obtenus par les mouvements anti-nucléaires et écologistes. Et le déploiement des missiles en fait des cibles pour les actions terroristes. D'autant que des sujets "internationaux" comme ce dernier peuvent être directement liés à d'autres, plus domestiques : la montée du chômage, le déclin du syndicalisme, la marginalisation du travail industriel, ce qui confère aux intellectuels radicaux une impression d'urgence d'engagement, et permet d'élargir les clientèles potentielles. L'objectif des attaques est de rendre absolument clair le fait que tout Etat européen qui continue à accepter "l'hégémonie américaine" au travers de l'OTAN a perdu sa souveraineté et sa légitimité.

LES LIMITES DE LA RIPOSTE

L'augmentation soudaine du nombre d'épisodes violents est survenue à un moment où l'on croyait que le terrorisme perdait du terrain. L'infiltration policière, le fait que de nombreux terroristes acceptaient enfin de parler, les résultats spectaculaires de la police dans la capture, l'emprisonnement, la neutralisation de leaders terroristes importants donnaient l'impression que le terrorisme était sur le déclin. De plus en plus nombreuses étaient les personnes en train d'apprendre à s'adapter à la violence, presque comme l'on accepte le mauvais temps ou les catastrophes naturelles - juste l'une de ces fichues choses dont il faut savoir s'accommoder, une de plus dans la succession des mauvaises blagues de la vie.

Le stade présent du terrorisme en Europe demande qu'on reprenne la question. Il est dangereux de confondre les différentes espèces et causes du terrorisme. Et il n'est guère utile d'en assimiler l'ensemble à quelques extrémistes fous, une vue à laquelle succombent de nombreux observateurs professionnels. Bon nombre d'informations spécifiques ont été accumulées sur les mouvements et les individus. Des répertoires mondiaux ont été compilés. Nous pouvons repérer le nom des organisations et de leurs leaders comme dans un annuaire téléphonique. Nous pouvons nous procurer des informations biographiques détaillées. Nous savons comment les terroristes sont recrutés et entraînés, les noms de code des leaders de "l'underground" international (comme "Carlos le chacal"), comment les liens sont établis, comment la filière palestinienne est utilisée.

De telles informations sont déposées dans des archives internationales, collationnées par les services secrets gouvernementaux, les psychologues, les avocats, les juristes, les professeurs d'université et les officiers de police. Collationnées également par les professionnels du terrorisme dans leurs "cellules" des centres de recherche, tels la Rand Corporation (où l'informatique transmue les données dans le langage sentencieux des "pertes relatives", de la "montée des attentes", ou dans la "courbe en J de la personnalité autoritaire"), ces archives contiennent des banques de données, des enquêtes, des

classifications, des "profils terroristes", des études de cas - sans parler de l'information sur les techniques policières, les stratégies législatives, les instructions sur l'usage et la protection des informateurs. Elles constituent un corpus unique, lequel inclut des techniques d'investigation comme l'usage des fibres optiques pour la surveillance durant un siège, l'analyse linguistique de la crédibilité de la menace, aussi bien que les nouvelles méthodes de filature, de filmage, de détection d'armes.

Les techniques d'analyse en termes de coûts et de bénéfices sont appliquées à la résolution des crises et à l'évaluation des options (patience contre intervention militaire, dialogue contre tir à vue). L'échange de ces informations s'effectue au travers de "filets" de renseignements, de conférences internationales, de revues spécialisées et de rapports confidentiels. Testée dans des "terror games", vendue ou mise à la disposition des capitaines d'industries, diplomates, dirigeants des compagnies pétrolières, journalistes, banquiers, militaires et politiciens, il n'est pas étonnant que l'étude de la violence soit devenue une industrie moderne en expansion.

De nouveaux instruments pour la coopération internationale ont été établis. Le Club de Berne a été fondé en 1971, le groupe de Trévi en 1976, suivi par le Club de Vienne. Plus récemment, un groupe opérationnel franco-allemand a été établi, afin de faire pièce à la direction RAF-Action Directe, le tout dans le cadre général de la Convention du Conseil de l'Europe pour la Suppression du Terrorisme (on notera la tonalité "sportive" de ces noms, comme s'il s'agissait d'associations de chasseurs).

Malgré ses résultats, la professionnalisation de l'anti-terrorisme a ses dangers propres. Certains, plus proches de la ligne de feu, ont tendance à adopter sur la race humaine une vue de sergent de police, voyant en tout un chacun un terroriste potentiel. D'autres préfèrent une vue plus psychologique, considérant le terrorisme comme le résultat de pathologies individuelles, une optique qui s'est révélée particulièrement efficace pour extirper à des fins de recherche de très larges sommes aux gouvernements. Puisque les terroristes s'érigent en hauts justiciers de leurs concitoyens, procureurs et juges de qui vivra et qui mourra, il n'est pas étonnant que l'on veuille les traiter comme des fous, aussi fou que n'importe quel Napoléon auto-proclamé dans un asile d'aliénés. Les explications changent : on peut attribuer le terrorisme à des expériences familiales négatives, au manque d'estime de soi, à des rubuffades des membres du sexe opposé, à la peur de l'émasculatation, etc. Quelle que soit l'explication préférée, le thème commun est celui de la violence en tant que forme de compensation personnelle, ensemble de ressentiments contre la société et l'autorité.

LA VIOLENCE ET LES INTELLECTUELS

Les intellectuels radicaux sont les premiers ennemis des "professionnels". Considérant le terrorisme comme une pathologie sociale, ils absolvent les individus de tout blâme. Certains voient dans le terrorisme un "traitement", une médiation entre "l'underground" et le

monde. Comprenant des professeurs, des juristes, des médecins et des écrivains (c'est-à-dire la fraction radicalisée de la classe moyenne), ils expriment ce que les gens moins fortunés qu'eux "devraient" sentir. Ils cherchent à faire pénétrer dans le monde ordinaire, celui du sens commun, une réalité profonde, que ce monde masque. En élevant les principes au dessus des institutions politiques, ils prétendent abaisser ces dernières. Mais qu'ils soient pris en flagrant délit de complicité terroriste, ils invoqueront la protection de la liberté d'expression et feront l'usage des garanties mêmes de l'Etat qu'ils veulent miner. Leurs antécédents remontent à Babœuf ou Buonarroti. Mais les prototypes contemporains ne font pas défaut. Juste avant et après 1968, le héros adulé était Sartre, lequel définit brillamment dans ses propres actions la façon dont l'esprit peut transcender de fait toute responsabilité. On peut citer aussi : Genêt, Fanon, Foucault, Lacan. Certains intellectuels radicaux d'aujourd'hui se trouvent plus directement engagés - ainsi Tonio Negri.

Tous regardent la violence comme un "projet en gestation", nécessaire pour dépasser le poids mort de la convention, la main morte du pouvoir bureaucratique et l'ennui mortel de la vie bourgeoise. Ceux qui les suivent, intoxiqués par 68 et son aura, considèrent la vie "underground" comme l'opposé dialectique de l'Etat oppressif. La violence est l'outil de la libération.

Pour eux, la société représente la reproduction de toutes les formes de capital, y compris le capital mental (la connaissance) et le capital symbolique (le pouvoir politique), dans l'individu. Chaque personne évolue tel un reflet de l'Etat, niant son être propre. Chacun possède une image réprimée (Lacan). La plupart éprouvent un amour secret pour ce moi réprimé auquel le terroriste apparaît comme l'anti-héros.

Bien entendu, le terroriste n'est que le plus récent d'une chaîne d'anti-héros rédempteurs. Les candidats de Sartre, c'étaient le voleur et l'homosexuel. Celui de Foucault était le fou. Leur libération sera la nôtre, puisqu'ils sont les doubles négatifs de nos propres êtres sociaux. Dans son introduction au "Journal d'un Voleur" de Genêt, Sartre note que "le voleur et son double sont pareillement sacrés... Derrière les mythes de premier degré - le Voleur, le Meurtrier, le Mendiant, l'Homosexuel - nous découvrons les mythes réfléchis : le Poète, le Saint, le Double, l'Art".

Dans les dernières années, les anti-héros comprennent le terroriste et le pornographe. Ils ont beaucoup en commun. L'un et l'autre manipulent le désir, appelant à la mort et au plaisir. Ils font des citoyens des spectateurs passifs, des voyeurs et des conspirateurs. Le pornographe tente les sens avec du désir interdit. Le terroriste nous excite par la mort, ses actes violents se créent une ambiance par la manipulation des médias, de la presse, des livres, des films, de la télévision. Le terroriste sait très bien que la violence est autoérotique.

Les intellectuels ne respectent pas tant la violence qu'ils méprisent la société. La haine est une médication.

D'autant qu'on peut favoriser la violence sans se soucier de ses conséquences, du moment que l'anti-héros conduit à l'anti-classe, celle qui universalise le "projet en gestation". En Algérie, la haine des colonisés était déchaînée contre le colonialisme blanc, et le colonialisme capitaliste a été converti en socialisme révolutionnaire. Même chose au Vietnam, et partout où le terrorisme (OLP, IRA, etc.) est censé remettre les choses à l'envers... Ce que font les intellectuels radicaux, c'est donner au terrorisme de gauche la force de l'histoire - le terrorisme est une fabrique.

TERREUR A GAUCHE

Aussi les intellectuels radicaux gênent-ils la gauche, "la vraie gauche". Quelques uns, comme les néo-léninistes des Brigades Rouges, considèrent leur discours comme du non-sens sartrien, une invitation à l'irresponsabilité et à l'anarchisme. Ce que fournissent les intellectuels radicaux, c'est un discours sympathisant à l'intérieur d'une communauté intellectuelle plus large, importante peut-être en ce qu'elle crée des clientèles favorables aux terroristes, mais guère utile pour les terroristes eux-mêmes.

De plus, on ne peut pas faire confiance à de pareils intellectuels. La plupart d'entre eux n'ont pris qu'une faible distance avec l'opportunisme, le personnelisme, l'arrogance... Dans tous les cas, les néo-léninistes ne manifestent guère d'intérêt pour l'argutie formelle, mais bien davantage pour la formation de mouvements de guérilla révolutionnaire. Ce qui exige d'abord une théorie "correcte". Elle ne guidera pas seulement le mouvement en désignant sa base de classe, elle indiquera à quel moment le processus de polarisation marque le début des confrontations. Comment reconnaît-on ce moment ? Quand les classes qui créent le plus de valeur dans une société en reçoivent la moindre part, et que leur condition est perpétuée par une idéologie qui fétichise la production de biens matériels. La violence est le moyen de faire exploser cette "fausse conscience" et d'en finir ainsi avec l'hégémonie de la bourgeoisie et d'un Etat qui prétend se maintenir au dessus des intérêts de classe.

Cela accordé, l'extrême-gauche est en désaccord à peu près sur tout le reste. Pour certains, la classe révolutionnaire demeure le prolétariat, même lorsque le prolétariat apparaît manifestement très peu intéressé par la révolution. Pour d'autres, la paysannerie constitue la clientèle naturelle des terroristes radicaux, comme le montrent Cuba ou la Chine. Certains groupes - les Montoneros et la FAR en Argentine - ont essayé de combiner la révolution rurale avec la guérilla urbaine. Au-delà, les différentes extrêmes-gauches s'éloignent grandement du marxisme classique. Quelle que soit la "classe rédemptrice" qu'ils préfèrent, les néo-léninistes, les maoïstes et la version radicale du trotskysme joignent de plus en plus leurs forces non seulement contre l'OTAN et les Etats-Unis mais aussi contre le communisme bureaucratique, l'URSS et l'héritage post-stalinien.

Pour un groupe maoïste comme Sendero Luminoso, la terreur est nécessaire pour mobiliser la paysannerie et

paralyser l'Etat. La première étape vers la révolution, c'est la cellule constituée. Ce premier organe présente et distribue les textes révolutionnaires. Le léninisme et le maoïsme fournissent le matériel étudié. Ces textes répétés comme des prières créent la discipline sociale. La cellule personifie l'Idée.

Plus la "théorie" et la discipline acquièrent d'importance, plus la gauche est susceptible de se diviser sur des questions d'orthodoxie, de stratégie et de tactique. Au Japon, la division entre factions a connu une intensité peut-être plus grande que partout ailleurs. Ainsi, en 1963 la Ligue Communiste Révolutionnaire (elle-même produite d'une scission dans le Parti Communiste) s'est divisée entre deux factions, Kakumaru-ha et Chukaku-ha. Après une déclaration de guerre mutuelle, Chukaku-ha a vu son leader assassiné par Kakumaru-ha. De nombreux membres de Kakumaru-ha ont été tués par Chukaku-ha. Il en est de même à l'intérieur de l'Armée Rouge Japonaise. Un groupe en rupture s'était caché dans les montagnes et avait tué plusieurs de ses propres membres (dont une femme enceinte) parce que leur "auto-critique" paraissait manquer de sincérité.

En général, les néo-léninistes méprisent tout "personnalisme" et rejettent la flamboyance et les connotations sexuelles des factions anarcho-syndicalistes et anarcho-communistes, lesquelles mettent l'accent d'abord sur la violence et ensuite sur la théorie (position prise par ceux qui suivent des arnachistes ancestraux tels Proudhon, Blanqui, Bakounine).

L'extrême-gauche d'aujourd'hui comprend des anciens "situationnistes", ainsi Action Directe, qui s'opposent au stalinisme, comme des mouvements communistes léninistes. Leur clientèle, ce sont les déplacés, les dépossédés, les marginalisés. Si la terreur est déterminée par la société, ils mettent la société en procès. Les procès sont une part essentielle du combat. Lorsque l'Etat met les terroristes sur le banc des accusés, il s'y met lui-même également. Lui aussi peut-être jugé par une opinion publique que les défenseurs essayent de mobiliser. Ainsi, la salle de jugement devient leur propre tribunal. Mais on ne se fie pas à des procès d'Etat. Les terroristes jugent leurs propres captifs, comme des substituts de l'Etat. Et c'est avec l'Etat qu'ils jouent lorsqu'ils jouent avec leurs captifs. Traiter l'un avec mépris, c'est couvrir l'autre de confusion, le cas Aldo Moro étant sans doute le plus connu et le plus choquant des exemples.

TERREUR A DROITE

Quoique la justification intellectuelle du terrorisme soit associée avec la gauche, elle est, sous certains aspects, mieux illustrée par l'extrême-droite. Car l'extrême-droite regarde la violence, la terreur, ou même la guerre, comme intrinsèquement libératrices et créatrices. La droite extrême tout autant que la gauche extrême éprouve une haine particulière envers la société bourgeoise. La purification par la mort, la transfiguration par la violence, ce sont deux conditions pour produire une élite dont la volonté créera l'ordre nécessaire pour débâtardiser l'Etat, le purifier racialement, le faire

devenir ce qu'il devrait être : une communauté organique.

L'égalitarisme, c'est la médiocrité, la hiérarchie, le rituel - lequel en appelle au souvenir, au mystère, au mouvement, à l'explosion, à la combinaison exquise de la vulnérabilité et de la force vitale. Presque toute violence conviendra. Les pistolets, les fouets, les chaînes, les chiens, les bombes, les uniformes, les bottes, en voilà les symboles les plus érotiques. Plus nue est la violence, plus habillé l'Etat.

L'extrême-droite s'adresse aux mêmes personnes déplacées, dépossédées, marginalisées que la gauche, mais elle les dirige vers le centre de leur société, sur la base des liens primordiaux, de l'authenticité originelle. Le caractère unique de la nation est affirmé contre ceux qui violent le patrimoine et sont les causes de l'abaissement présent. L'extrême-droite cherche les solutions finales qui élimineront les parias et les corrupteurs, tous ceux qui violent la pureté, l'authenticité de la société. La discipline sociale et la hiérarchie garantie par l'Etat en préviendront le retour.

Le terrorisme a sa propre raison d'être - "la strage", le massacre. Mais l'extrême-droite est également très divisée. Le fascisme d'avant-guerre s'affrontait aux bandes communistes dans une "dialectique de la rue". Sa doctrine passa par la suite dans la clandestinité. L'extrême-droite prospéra là seulement où elle pouvait établir des liens avec les milieux officiels, s'engageant quelquefois dans la violence avec les groupes d'extrême-gauche, comme en Argentine durant la "guerre-civile" (1973-1976).

Le troisième stade, et le plus récent, est celui du "terrorisme noir". Tout aussi opposé aux USA qu'à l'URSS, son idéal n'est pas l'exécuteur, mais l'exterminateur ; froid, lucide, fidèle à ses amis et terrible à ses ennemis. Sa tâche est d'essence hygiénique. Représenté par des mouvements comme Terza Posizione ou les Noyaux Armés Révolutionnaires (NAR), son but est de forcer les citoyens des démocraties à surveiller leurs vies, à s'enfermer derrière des portes closes, à s'isoler au moyen de l'électronique ou du révolver. Ainsi s'exprimait un leader d'un groupe impliqué dans le massacre de la gare de Bologne : "Le terrorisme, qu'il opère sans discrimination ou vise des objectifs précis, a aussi l'avantage d'impliquer directement la population. Neutre à l'origine, elle sera ensuite portée à nous craindre et à nous admirer, méprisant par contrecoup l'Etat pour son incapacité à la défendre... Par des actions spécifiques et répétées, non nécessairement revendiquées de notre part, il sera possible aussi d'augmenter jusqu'à la limite de l'insoutenable cette tension dans le tissu social du pays". ("Le Monde", 1.1.1985).

TERRORISME ET PRIMORDIALISME

Encore qu'il puisse se combiner avec les deux formes précédentes, le terrorisme fondé sur le primordialisme (1) est tout à la fois le moins intellectuel et le plus puissant de tous. C'est lui qui génère le plus de sympathies et les

formes les plus extrêmes du fanatisme. Lorsque la marginalisation, le déplacement, la dépossession sont définis en termes religieux, ethniques, linguistiques, le désir de libération signifie, et la fondation d'une nouvelle société, et la rédemption d'une ancienne, et la perpétration d'un acte révolutionnaire. Plus nombreuses sont les sources de légitimité, plus grande est cette dernière, et plus probable le soutien de clientèles variées - voire le cas de mouvements séparatistes comme l'IRA ou l'ETA.

Dans cette logique, les appartenances - ethnicité, langue, religion - se renforcent l'une l'autre. Que l'on combine ces appartenances avec des frustrations sociales depuis longtemps présentes, et non seulement le résultat sera probablement explosif, mais encore le primordialisme épaulera le nationalisme, lequel le traduira en termes directement politiques. Le mouvement Tamoul au Sri-Lanka, le conflit Hindous-Musulmans en Inde, le nationalisme kurde en Iran et ailleurs, l'opposition Shiïtes-Sunnites (sans parler des sionismes concurrents, israélien et arabe) constituent quelques unes de ses manifestations. Le primordialisme représente ce que l'on pourrait appeler la version moderne du "noble mensonge" de Platon. Il repose sur l'idée qu'il est quelque identité morale et sociale originelle et inviolée de chaque peuple, une prétention de la nation et de l'Etat à l'immortalité.

Plus un mouvement terroriste est primordialiste, fondamentaliste, plus il est difficile de s'y mesurer. Les actes d'audace ne créent pas seulement des héros individuels, ils en rappellent de précédents. Le terrorisme primordialiste, c'est le retour aux sources par la violence. Plus longtemps perdure un mouvement de ce type, plus l'histoire de la violence devient part d'un héritage culturel, et une obligation pour les vivants. De là la militance des jeunes cadres de l'OLP, celle des adolescents iraniens, marchant au martyre en Irak en portant leurs propres cercueils. La mort violente, ce n'est plus seulement la rédemption du passé, mais un héritage transmis aux jeunes.

Le phénomène est remarquable si l'on se souvient qu'aussi bien les libéraux que les marxistes estimaient que le primordialisme s'éroderait au fur et à mesure du développement économique. C'est le contraire qui s'est produit. Si le primordialisme a décliné chez certains, une réaction opposée, passionnée, s'est déclenchée. En fait, jamais il n'a paru si légitime. Et jamais le monde n'a été le témoin de tant de fanatiques armés.

La plupart des terrorismes primordialistes prétendent à l'indépendance, à l'autonomie, à un Etat propre, en même temps souvent qu'à une purification accomplie dans le rituel de l'appartenance fondamentale. Ainsi des Sikhs au Temple d'Or. Ainsi de la révolution iranienne sous l'Ayatollah Khomeiny. Un exemple moins extrême mais voisin est celui des terroristes juifs qui fondent leurs revendications sur certains territoires sur le fait que là leur nation est "née", une vue soutenue par le Gush Emunim, pour qui la Judée et la Samarie sont les deux "berceaux" du judaïsme. Quelles qu'en soient les formes

particulières, le terrorisme primordialiste est toujours la révolution des Saints.

REMARQUES SANS CONCLUSIONS

De même qu'il n'y a pas une cause unique du terrorisme, il n'y a pas un seul remède. Ce que cette brève excursion suggère, c'est que, si les terroristes sont de terribles simplificateurs, ceux qui leur répondent ne doivent pas l'être. On ne peut éviter que les solutions soient complexes. L'un des dangers provient des professionnels, obsédés tant par la technique utilisée par les terroristes que par celle nécessaire pour les neutraliser. C'est limiter étroitement le tableau d'ensemble. De plus, l'institutionnalisation de l'anti-terrorisme présente un danger; elle a sa propre dynamique, laquelle menace les principes démocratiques sous le prétexte de les protéger.

Pour beaucoup d'intellectuels de gauche, l'attention portée aux pathologies sociales, même si elle a stimulé le meilleur de la pensée et les plus ingénieuses des théories réformatrices, n'apporte que peu de réponses aux complexités d'aujourd'hui. Substituer la violence libératrice à la théorie est doublement irresponsable, faisant de l'action le substitut de la pensée rationnelle, et violant les principes de la vie intellectuelle elle-même.

Quant aux diverses expressions du terrorisme, de droite, de gauche, primordialistes, elles ont chacune leurs spécificités. Mais elles se nourrissent toutes aux mêmes frustrations: marginalisation, dépossession, déplacement. Le terrorisme vise toujours à la repossession - de soi-même, de la société -, ainsi utilisé par ceux dont les alternatives sont rares. Le gauchisme anticipe un résultat dont il clame l'accord avec l'histoire. L'extrême-droite insiste sur la volonté, spécialement celle de l'élite et des figures exceptionnelles. Le primordialisme constitue une prétention à un patrimoine perdu. Nulle de ces expressions ne peut exister sans des clientèles plus larges, qui fournissent des groupes de soutien et des sympathies publiques. En même temps que l'Etat doit prendre des mesures qui protègent la société du terrorisme, c'est vers la réduction puis l'élimination de ces clientèles que la politique gouvernementale doit tendre.

Redresser le soutien public n'est possible qu'avec un gouvernement capable d'écouter, d'observer, de comprendre. Tâche difficile dans le tumulte de la politique quotidienne, plus difficile encore quand le gouvernement est sous attaque, quand l'Etat est la cible de l'offensive. Lire la signification sociale de la violence et agir en conséquence, c'est la meilleure réponse qu'une société démocratique puisse donner, avec un peu de chance et d'intelligence politique.

David APTER

(1) Comme l'illustre la suite du texte, le terme "primordialisme" renvoie à la revalorisation d'identités fondamentales (ethnique, religieuse, linguistique) en réaction à la logique de la société "rationnelle", et aux diverses expressions que prennent ces mouvements de réaction ou de retour, comme on voudra.(N.d.T.)

RÉFUGIÉ, APPRENTI IMMIGRÉ 1938

par François FEJTO

Notre collaborateur et ami, François Fejtő, est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes occidentaux des pays de l'Europe de l'Est et de l'évolution du monde communiste.

Plusieurs de ses ouvrages ont été traduits dans de nombreux pays étrangers : "Henri Heine", "Joseph II, despote éclairé", "Histoire des Démocraties populaires", "Chine-URSS : de l'alliance au conflit", "L'héritage de Lénine", "Le coup de Prague : 1948", "Budapest : 1956".

Il publie chez Calmann-Lévy des Mémoires sous le titre : "De Budapest à Paris – souvenirs d'un Français de Hongrie". Il situe sa vie mouvementée dans le contexte de l'histoire du siècle, dont – tout en ne cessant de militer, à sa manière, pour les droits de l'homme – il fut un témoin, en journaliste et en historien. Ses mémoires vont de l'Empereur François-Joseph de Habsbourg, sous le règne duquel il a vu le jour, à Khrouchtchev et à Gorbatchev.

La première moitié de sa vie s'est déroulée en Hongrie ; l'autre moitié en France, de la fin de la troisième République, de Pétain et de la Résistance, à De Gaulle et à Mitterrand. Il adhéra en 1935 – après une brève rencontre avec le communisme – au parti social-démocrate hongrois. Il dirigea de 1935 à 1938 la revue politique et littéraire "Szep-Szo". Puis ayant quitté son pays pour la France en 1938, il travailla à Paris à l'Agence France-Presse, où il était chargé de commenter les événements du monde communiste. Il mena des campagnes passionnées contre les procès de Budapest et de Prague.

Dans ses mémoires il réhabilite en quelque sorte la monarchie austro-hongroise, dont enfant il a assisté au tragique effacement, et il jette un éclairage nouveau sur l'histoire de "l'autre Europe", sur sa patrie natale et sur la nôtre, à la vie intellectuelle de laquelle il s'est intégré dès 1938 et qui l'a adopté en 1955.

La France, terre d'asile ? Oui, malgré tout. La Suisse, l'Angleterre, les Etats-Unis exerçaient une sélection beaucoup plus sévère. La France laissait entrer tout le monde. Mais qu'allait-elle faire de cette foule de réfugiés qui affluaient d'Allemagne, d'Autriche, d'Espagne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie ? Cet afflux massif réveilla inévitablement la xénophobie latente : le 4 février 1934 n'était pas si loin. Le paradoxe était que l'étranger se sentait tout de suite chez lui à Paris et mettait longtemps à s'apercevoir que les Parisiens ne l'acceptaient pas.

Un de mes compatriotes, le journaliste Géza Strém, propriétaire d'une petite mais dynamique agence de presse, habitait à Paris depuis plus de quinze ans et connaissait, professionnellement, beaucoup de monde dans les milieux de presse et de la politique. "Jamais je n'ai franchi encore le seuil d'un domicile français", me conta-t-il. Certes, je fus souvent invité à prendre un verre ou même à déjeuner pour parler affaire dans un café ou dans un restaurant. Mais jamais "à la maison". Complainte que j'entendrai souvent. Je fus de ce point de vue plus favorisé. Cela surtout grâce à Géraud Jouve, ancien correspondant de l'Agence Havas à Budapest, où il épousa une de nos amies Bôzsi (Elisabeth) très jolie fille fantasque, folâtre, amusante. Il sera nommé plus tard à

Berlin, puis pendant la guerre à Ankara et deviendra l'un des hommes de confiance du général De Gaulle à Alger, directeur politique de l'AFP après la guerre, enfin ambassadeur à Helsinki. Issu d'une famille de Trizac en Auvergne, c'était - il est, car heureusement il est encore parmi nous - un homme fin, cultivé (agrégé d'allemand) et bon. Se trouvant pour quelques jours à Paris, il me présenta à son ami de jeunesse Georges Duveau, historien et essayiste, chrétien et socialiste, très chaleureux et prêt à rendre service. Or Duveau faisait partie de l'équipe de la revue *Esprit* que j'avais dès ses débuts présentée au public hongrois.

Clara Malraux

C'est chez les Duveau qui habitaient rue Oudinot un bel appartement (quoi qu'un peu sombre) que je fis la connaissance de Clara Malraux qui devint notre amie pour la vie. Elle était élégante, étincelante d'esprit, chaleureuse, comme elle restera jusqu'à la fin de sa vie. C'est ainsi que j'imaginai Bettina von Arnim ou Rachel von Varnhagen, ces grandes dames juives du Berlin romantique, dont l'ouverture d'esprit, la finesse, la curiosité pour tout ce qui avait une valeur spirituelle, avait ravi leurs contemporains, de Goethe à Humboldt. En un mot, je l'admirais, j'en fis ma première conseillère dans les lettres françaises.

Louis Guilloux et Emmanuel Berl; puis pendant la guerre, à Toulouse, Léo Hamon et Nicolas Chiaromonte, puis après 1945, à Paris, Raymond Aron, Manes Sperber, les Morin, Noël Devaux etc.

Je ne sais plus si c'est Clara Malraux ou Georges Duveau qui me fit connaître l'écrivain journaliste et peintre japonais Kyo Komatz, traducteur de Malraux et qui avait servi de modèle pour un des personnages les plus séduisants de la *Condition humaine*. Kyo était un japonais très européanisé et cependant très authentiquement fils de son pays. Il était en train de mettre sur pied une revue "France-Japon" et me proposa d'y collaborer. Je lui donnai un article sur le livre de Hermann Rauschning intitulé "La révolution du nihilisme", qui venait de paraître. Ancien président du Sénat de Dantzig et adhérent du Parti national-socialiste depuis 1926, Rauschning, déçu par Hitler, qu'il connaissait de très près, "choisit la liberté", (l'expression n'était pas encore en usage). Il fut, comme le notera justement Raoul Girardet, un nationaliste allemand traditionnel qui comme tant d'autres de sa classe, avait vu dans le mouvement nazi, une force neuve, ardente et populaire, destinée à prendre le relais d'une droite conservatrice figée... Il n'avait pas mis longtemps pour déchanter, ses hautes fonctions lui permettaient de voir "la face cachée des choses", la vraie nature d'une révolution qui, plus franchement encore que le léninisme, défiait tout le système de valeurs sur lequel était fondée notre civilisation. Le mérite du livre de Rauschning était dans l'authenticité de son témoignage. Il parlait de ce qu'il avait vécu, de ce qui l'avait déchiré, il révélait la folie derrière les actions apparemment rationnelles du prophète du *Mein Kampf*. La lecture de Rauschning m'a aidé tout autant que les perspicaces analyses de mon compatriote, le philosophe Aurél Kolnai, à comprendre le caractère inadéquat des explications marxistes du phénomène nazi. Celui-ci n'avait que bien peu à voir avec la lutte des classes. Ni d'ailleurs avec le nationalisme bismarckien ou la philosophie de Nietzsche dont Lukàcs et le nietzscheologue Schlechta essayèrent de le déduire. Le nazisme avait, selon Rauschning, une dimension démesurée qui - avant même qu'il fût question des horreurs de la "solution finale" - échappait aux analyses psycho-sociales usuelles qui s'appliquaient au cours ordinaire de l'histoire... même à celui des révolutions.

De l'Hôtel de la Paix à la Place des Vosges

Le climat parisien nous réserva des surprises. Nous imaginions Paris comme une ville méridionale où à partir du mois de mai, c'était le beau temps permanent. La réalité était bien différente. Mai, juin, juillet, le mois d'août passèrent et nos vêtements d'été restèrent dans la valise. Pas un jour nous ne sortions sans imperméable ou parapluie, et nous grelottions dans notre chambre d'hôtel au coin de la Place Contre-Escarpe. Je regardai avec une admiration incrédule les Parisiens qui se promenaient en vestons légers, apparemment convaincus que nous étions en été.

Sur le chemin qui devait le conduire aux Indes, Berta-

Rose et François Fejtő, en 1940

Nous nous rencontrâmes peu de temps après sa séparation d'avec André Malraux. La blessure était encore vive, elle ne guérira jamais. La personnalité de Malraux, les années si riches, si mouvementées passées avec lui, ses idées géniales ou non, ses intuitions, ses mythes, leur collaboration exaltante, revenaient tout le temps dans la conversation. Mais la passion qu'elle ressentait pour l'écrivain allait de pair avec sa volonté d'exister par elle-même, de se convaincre qu'elle aurait pu être "quelqu'un" même si elle n'était pas devenue la compagne d'un grand homme. Elle en parlera dans ses mémoires "La fin et le commencement", dont je revois avec émotion la dédicace : "Pour mes plus anciens et mes plus chers amis, François et Rose". Elle avait tous les atouts pour exister en tant que Clara Goldschmidt : un style limpide, un esprit vif, toujours en mouvement, un sens critique, le don de raconter. Et pourtant, elle ne sut jamais se libérer du regret d'avoir perdu "son" André.

Elle m'avait appris beaucoup de choses : sur leur aventure indochinoise, sur leur séjour à Moscou, où, sur la tribune, elle voisinait avec Staline qui lui paraissait "beau et désirable", sur la tragédie espagnole, d'où était né *L'Espoir*, mais aussi sur son désespoir de voir la Révolution russe, avant même sa chute, dégénérer en une dictature des "commissaires politiques", sur Flo, qui avait quatre ans, et était "la plus belle enfant du monde". Grâce à Clara, je connaissais au fil des années un nombre considérable de gens qui avaient compté en France, en commençant par les Arland auxquels elle était très attachée, Bernard et Alice Groethuysen et les Lagrange,

lan Hatvany s'arrêta à Paris. Connaissant ma gourmandise, il nous fit découvrir le Paris gastronomique. Pendant une quinzaine, il nous invita chaque jour à déjeuner ou à dîner dans un grand restaurant, commençant par la Rôtisserie Périgourdine, Place Saint Michel, puis chez Kornilov dans le quartier de l'Etoile, chez Prunier et jusqu'au fameux restaurateur-fromagiste Androuet, rue Amsterdam. Souvent en nous séparant, Hatvany regagna en taxi l'Hôtel Napoléon pour faire la sieste, tandis que nous rentrions à pied dans la nôtre pour économiser les tickets de métro. Ce fut le tour de Lajos et Loli Hatvany d'arriver ; ils louèrent, provisoirement un studio dans la maison du restaurant La Tour d'Argent et cherchèrent un appartement plus grand. Pendant une des promenades exploratoires auxquelles je les accompagnais dans le Marais, j'aperçus au 24 Place des Vosges une petite affiche sur le portail majestueux. Y a-t-il peut-être quelque chose à louer ? La concierge me conduisit au troisième étage, auprès de la propriétaire, une certaine demoiselle Lyon-Allemand, vieille dame, toute courbée, mais aux yeux vifs. Elle nous montra la location, deux pièces-cuisine qui faisaient partie de son appartement et s'ouvraient sur une large entrée commune. Les fenêtres donnaient sur le Square, à travers les arbres duquel on apercevait, juste en face, la maison-musée de Victor Hugo. Ce n'était pas un appartement pour les Hatvany, malgré le joli mobilier Louis Philippe et Napoléon III qui leur avait beaucoup plu. Mais les trois grands étages sans ascenseur avaient fait peur à Lajos, tandis que pour nous c'était un don du ciel. Le loyer était modeste, l'endroit merveilleux, je signai sur le champ. Dès l'après-midi, nous y emménageâmes. Le jour la place résonnait de cris d'enfants qui y jouaient, mais à sept heures du soir, le gardien fermait les grilles, un silence provincial tombait sur la place. Des voitures, il n'y en avait pratiquement pas, le seul bruit qu'on entendait était le doux clapotis des quatre fontaines, aux quatre coins du square. La vieille demoiselle était un personnage pittoresque, réactionnaire au possible, militante du P.S.F., xénophobe, antisémite, avec un complexe obsidional par rapport aux petits juifs artisans et commerçants qui peuplaient le quartier. Quel fut mon étonnement lorsque, en lisant quelques mois plus tard *La France juive* de Drumont à la Bibliothèque Nationale, j'y découvris le nom de la famille Lyon-Allemand comme celui d'un des banquiers juifs du XIX^e siècle "qui avaient fait le malheur de la France". Mlle Lyon, ignorait-elle ses origines ? Elle appartenait probablement à une branche convertie de la famille. Ses parents s'étaient installés à Paris, nous raconta-t-elle, pendant la guerre de 1870, venant d'Alsace. Elle s'entendait bien avec une autre locataire, vieille fille elle aussi, comptable de profession, antisémite de conviction, mais de tendance plutôt "Action Française". Je me consolais, écoutant leurs commentaires haineux sur le Front Populaire, machine de guerre de la Juiverie internationale, en me disant qu'elles ne représentaient pas le Français moyen. Je m'arrêtais plus volontiers pour une causette avec la concierge savoyarde, qui élevait sa ravissante petite-fille. Celle-ci nous observait avec une curiosité non dissimulée. Je lui demandais un jour ce

qu'elle nous trouvait de si étrange. A l'école, expliqua-t-elle en rougissant, elle avait appris que les Hongrois étaient des Asiatiques. "Ce qui m'étonne chez vous, c'est que vous n'êtes pas du tout jaune". "Peut-être ne sommes-nous pas des Asiatiques pur sang", répondis-je et je fis ensuite un exposé savant sur l'origine complexe des Hongrois, partis et pas toujours de bon gré, du versant européen de l'Oural, vers le Sud et n'ayant des affinités en Europe qu'avec les Finlandais.

Michel Károlyi

En dehors des amis émigrés tel que Andor et Juci Nemeth, Arthur Koestler, les Hatvany et d'autres, je rencontrai aussi un certain nombre de personnalités de l'ancienne émigration, celle de 1918-1919. Il se trouvait parmi eux des figures pittoresques, comme Pál Kéry, le journaliste républicain qui en 1918 avait abattu le comte István Tisza, premier ministre, symbole de l'ancien régime féodal. C'était un homme affable, grisonnant, toujours vêtu comme un dandy, et souriant malgré la vie assez misérable qu'il menait en exil. Puis il y avait Alexandre Garbai, ancien ouvrier social-démocrate, mélancolique, très intègre, qui avait été nommé, Dieu sait pourquoi ? président des Soviets éphémère de 1919, et n'en est jamais revenu. Celui que j'étais le plus curieux et le plus heureux de connaître, était le comte rouge, Michel Károlyi, président de la deuxième république (1918-1919, le premier étant Kossuth en 1849) que ses ennemis surnommèrent "Kerensky hongrois" puisqu'il se laissa évincer sans résistance par le communiste Béla Kun. Avec sa haute stature aristocratique, le dos légèrement courbé s'appuyant sur une canne, parlant difficilement à cause de son bec de lièvre, Károlyi était une personnalité aussi attachante qu'irritante. Attachante car passionnée ; il était de cette race d'hommes qui possède du charisme. Irritante à cause de sa vision du monde déterminée par une double rancune : la première qu'il ressentait à l'égard du peuple hongrois, qui ne l'avait pas soutenu, alors qu'il distribuait aux paysans sa propriété de 25.000 hectares et voulait instaurer un régime authentiquement démocratique. Deuxième rancune, il l'éprouvait à l'égard des Alliés qui lui avaient préféré l'archi-réactionnaire Horthy, alors que pendant tout l'avant-guerre et pendant la guerre, en tant que chef du parti indépendantiste, il s'était compromis aux yeux de l'opinion nationale en prônant la réorientation de la politique hongroise vers la France et l'Angleterre. Certes, il avait de bonnes raisons de se sentir profondément ulcéré, "floué" comme aurait dit Simone de Beauvoir, mais - du moins c'est ce que je pensais - il aurait dû dominer ses rancunes. Ce sont elles qui firent de lui une vedette internationale des compagnons de route qui gravitaient au cours des années 1935-1938 autour du communiste allemand Willy Münzenberg, après que celui-ci eut établi à Paris le quartier général de la propagande du Komintern. Münzenberg fut un génie de la propagande comparable à Göbbels. Il eut à cette époque comme collaborateurs Arthur Koestler et Manes Sperber. Lorsqu'en 1937, au début des grandes purges staliniennes contre les éléments internationalistes, Münzenberg, rap-

pelé à Moscou refusa de s'y rendre, devant le sort qui l'y attendait, Michel Károlyi (manipulé par qui ?) se mit en quatre pour le persuader qu'il ne courrait aucun risque en Union Soviétique. Et quand il ne réussit pas auprès de Münzenberg, il demanda à Romain Rolland, autre compagnon de route, de faire pression sur l'agent récalcitrant (1).

J'ignorais tout cela, pourtant je rencontrais Károlyi presque tous les jours au Café de l'Univers, Place de la Comédie Française, où l'on buvait à cette époque le meilleur café et mangeait les meilleurs croissants de Paris. Je croyais que la radicalisation de la pensée de Károlyi provenait de son antigermanisme ancestral, exaspéré par l'avènement de Hitler. Ce n'est que récemment que j'appris que son rapprochement avec les communistes remontait aux toutes premières années de l'exil. En 1920, à Vienne, il avait pris contact avec les chefs de l'émigration communiste en Autriche, Landler et Lukács. En mai de cette année Béla Kun avait déjà pu annoncer à Lénine : "Károlyi veut travailler avec nous, avec pour objectif une dictature ouvrière-paysanne". Károlyi avait même proposé d'adhérer au P.C. hongrois et de participer à sa direction. Il semble que Bela Kun tout comme Lénine estimait alors plus utile de garder Károlyi comme une carte envers la bourgeoisie non communiste, à jouer à un moment propice.

Quand nous nous rencontrâmes, la France se trouvait encore — bien qu'avec un peu de gueule de bois — en période de Front Populaire. Je me suis rendu compte de son pro-soviétisme et me sentais détesté par son entourage - György Bölöni, le faux gentilhomme, Imre Gyomai, le Tzigan, Gyula Hajdu, agent professionnel maquillé en juriste. Mais j'ai écouté avec intérêt les réflexions sur la politique mondiale de Karolyi et avec plaisir les anecdotes dont il relevait ses discours. L'homme était plus intéressant que le politicien. Il avait une certaine hauteur, et non seulement physiquement.

Sans doute, un de ses biographes, Litván, n'a-t-il pas eu tort de constater qu'il n'a jamais réussi, quoi qu'il ait fait, à devenir un vrai marxiste-léniniste. Un jour, c'était déjà après la guerre, il m'expliqua les raisons qui l'avaient converti à l'idée de la collectivisation. "C'est le seul moyen de discipliner nos paysans qui n'ont jamais encore appris à se servir de la liberté". J'eus l'audace de lui faire remarquer que collectivisation équivalait au fond au rétablissement des latifondias sous une autre forme, et que la façon dont il avait parlé des paysans, ressemblait fort au langage méprisant de ses ancêtres autocratiques. Il était assez grand seigneur pour tolérer qu'on le contredit. Au lieu de me réprimander pour mon insolence, il éclata de rire. C'est qu'il avait compris que j'avais raison.

Avec les socialistes

Aussitôt après mon arrivée à Paris, avec les recommandations de Monus (2), j'ai pris contact avec les socialistes. Dans les modestes bureaux du "Populaire", rue Victor Massé, le rédacteur en chef, Oreste Rosenfeld et ses collaborateurs m'ont bien accueilli ; je suis retourné

régulièrement les voir pour connaître leurs points de vue sur la situation intérieure et internationale. J'ai trouvé dans la "vieille maison" une atmosphère plutôt morose. Dès le printemps de 1938, la dislocation du Front populaire paraissait inévitable. L'unité d'action entre communistes, socialistes et radicaux, qui constituaient la majorité issue des élections de 1936, n'existait plus que dans quelques discours et scrutins parlementaires. C'était un échec pour la S.F.I.O., pour Léon Blum qui semble avoir sincèrement cru à la possibilité d'avoir comme allié loyal, s'inspirant de l'intérêt national, un parti communiste, dont il n'ignorait pas la dépendance totale de Moscou. Le P.C.F. n'était-il pas solidaire du P.C. allemand, dont la politique insensée - mais commandée par Moscou - a rendu possible la conquête du pouvoir par Hitler.

Echec socialiste, succès pour la droite - ou plutôt l'extrême droite qui devint de plus en plus arrogante. Tout en prétendant être "nationale", elle pavoisait à propos de tous les événements qui portaient préjudice aux intérêts nationaux de la France comme les accords de Munich. Elle exploitait - chose récurrente ! - l'inquiétude causée par la dépression, par l'augmentation du nombre des chômeurs, en réveillant la xénophobie et l'antisémitisme latents par une formidable campagne contre "les étrangers indésirables", les réfugiés qui affluaient en vagues successives, au rythme des péripéties internationales d'Italie, d'Allemagne, d'Autriche, d'Espagne. On les rendait responsables de la crise économique, politique et spirituelle, on les accusait de souiller la race française, de s'infiltrer dans les usines pour exciter les braves et pacifiques ouvriers français à la lutte de classes, de fomenter des grèves, d'espionner, d'envenimer les rapports avec les amis naturels de la France, comme l'Italie. "Ces étrangers, ces réfugiés, ils poussent à la guerre, alors qu'eux-mêmes, ils ne se battraient pas pour la France". Ce sont les socialistes qui ont fait le plus pour indiguer ce flot de haine qui se déversait contre les "indésirables", dans "Gringoire", "L'Action française" etc... Mais les socialistes étaient sur la défensive. Ils étaient pacifistes. Même après Munich, Blum ne croyait pas aux intentions agressives des Allemands ; il ne croyait pas à la guerre (3).

Pourtant il ne manquait pas dans son entourage de personnes, qui l'avaient mis en garde contre le parti nazi. Le plus intéressant parmi eux me paraissait Angelo Tasca que j'ai souvent consulté pour mes articles à "Népszava" au cours des années 1938-1939. Est-ce par conspiration ou pour exprimer la multiplicité de ses dons que Tasca aimait les pseudonymes ? C'est sous celui de André Leroux qu'il remplissait à partir de 1934 les fonctions de chef de la rubrique de politique étrangère au "Populaire" où il se montrait brillant éditorialiste. Sous le nom de A. Rossi, il venait de publier son livre sur "La naissance du fascisme" qui, relu quarante ans après, garde toute sa valeur. Trapu, rondouillet, des lunettes à cadres d'argent sur le nez, il me recevait d'habitude chez lui dans sa bibliothèque pleine à craquer de livres et de dossiers bien ordonnés. Il en était fier : "Voulez-vous voir le dossier sur l'état actuel de l'économie en Hongrie ? sur

l'influence nazie en Hongrie ?" Déjà les dossiers étaient dans mes mains. Il en savait plus que moi.

Ce n'est que par Oreste Rosenfeld que j'appris, lui-même ne m'en disait rien - que cet homme de cabinet fut un des fondateurs du parti communiste italien, compagnon de Gramsci et de Togliatti. Exilé à Moscou en 1926, il travailla au secrétariat de l'Internationale communiste, chargé des affaires des partis communistes des pays latins. Tasca commit l'erreur de mettre le nez dans les affaires du parti communiste russe également...

"Il est difficile de sauver la foi en cohabitant avec le mythe" dira en parlant de lui, Ignazio Silone, qui le connaissait bien... et qui avait même voté son exclusion du Parti (4). En effet, Tasca désapprouvait et la tactique "classe contre classe", appliquée notamment en Allemagne contre les sociaux-démocrates, et la collectivisation forcenée et la planification centralisée. Et il exprima sa désapprobation de toute la politique stalinienne, même en présence de Staline ! "C'est l'ingéniosité qui lui sauva la vie", dit Silone. On laissa Tasca partir pour Paris où il parcourt le chemin habituel des hérétiques. Première étape : le révisionnisme, par un retour aux sources de l'orthodoxie ; témoin de cette période une étude sur le "Marxisme 1933" parue dans l'hebdomadaire de Henri Barbusse : *Le Monde*. Deuxième étape : la conversion au socialisme démocratique qui le rapprocha de Léon Blum. Mais sur la question du "Front" il ne s'entendait pas avec celui-ci. Se séparant des autres chefs du Parti Socialiste Italien en exil, Nenni et Saragat, Tasca refusa catégoriquement de pactiser avec le parti communiste de Togliatti.

Dès le premier instant, je me sentais en profond accord avec Tasca, j'aimais sa façon de faire accorder l'objectivité de l'analyse et la passion militante. Il faisait partie, avec André Philip, Louis Viénot et Georges Monnet, du groupe de personnalités qui voulaient se consacrer à la modernisation théorique et organisationnelle du parti socialiste. C'est la guerre qui interrompit leur travail.

A partir de 1934, Tasca se spécialisait dans la politique étrangère. Il prenait son métier au sérieux : "la politique étrangère, me disait-il, qu'on la pratique comme diplomate ou comme journaliste, est une science". C'est "scientifiquement" et non en partisan qu'il m'expliquait la politique étrangère de Mussolini, comme continuation de la politique italienne préfasciste. Il critiquait sérieusement l'accord secret signé par Laval avec Mussolini en 1936 et que ce dernier venait de dénoncer : en soutenant l'expansionnisme italien en Ethiopie, en échange de quelques engagements mineurs que Mussolini ne voulait ou (comme dans le cas de la garantie de l'indépendance de l'Autriche) ne pouvait pas tenir, Laval a miné l'autorité de la S.D.N. et ébranlé l'amitié franco-britannique et il a, finalement accru l'appétit de Mussolini.

Pour Tasca-Leroux, la victoire de Franco en Espagne était pour la France une "catastrophe nationale". Un autre de mes amis socialistes, Georges Monnet, ministre de l'agriculture dans le gouvernement socialiste, était

moins pessimiste : il ne tenait pas pour exclu que l'Espagne demeure indépendante même en cas de victoire de Franco. Celui-ci pratiquerait le double jeu à l'égard de ses alliés : un de ses proches, le général Jordana, aurait déclaré à un envoyé du Ministère français des affaires étrangères : "si nos alliés ne s'en vont pas d'eux-mêmes de l'Espagne, nous les chasserons avec votre aide, vous les Français et les Britanniques". Les gens de la City et du Quai d'Orsay le pensaient aussi.

"Une Espagne indépendante, sous l'influence de la City, ce serait pour nous une solution plus favorable qu'une Espagne indépendante sous la direction des Allemands et des Italiens" (5).

On en était là. On entendait déjà sonner le glas de la démocratie sociale en Espagne. N'était-ce pas la faute de ceux qui avaient tenté de détourner la révolution espagnole dans les eaux soviétiques ? Tasca reprochait à Chamberlain (et à Bonnet qu'il considérait comme soumis à celui-ci) de ne pas tenir compte du fait que l'influence des bolchéviks sur le gouvernement républicain avait diminué. Mais n'était-ce pas trop tard ?

En janvier 1939, Leroux prévoyait lucidement les "terribles épreuves" qui nous attendaient. Il jugeait comme absolument illusoire les calculs qui étaient à la base de la politique franco-britannique : éviter la guerre et sauver l'Empire britannique en détournant vers l'Est la poussée impérialiste allemande.

Parmi les têtes pensantes du socialisme français, c'est Lucien Laurat qui m'a impressionné le plus. Collaborateur du journal "Le Peuple" de Paris et de Bruxelles, membre du Conseil économique de la C.G.T., ami de Léon Jouhaux, cet homme d'une quarantaine d'années, au front haut venait de publier un livre "Du marxisme de Marx au marxisme d'aujourd'hui", qui développait avec érudition et clarté l'idée qui aujourd'hui sonne banale, mais qui en 1938, face à l'inflation idéologique communiste, était neuve, voire agressive : "pas de socialisme sans démocratie". C'est à lui que j'empruntais, dans mon "Héritage de Lénine", écrit trente ans plus tard, la thèse du caractère régressif du léninisme, par rapport au marxisme. (J'appliquerai au bolchévisme le terme marxien de "communisme primitif"). "Si les Russes se contentaient de s'affirmer comme une dictature de développement, je n'aurais rien à dire. Ce que je ne peux admettre, c'est qu'ils présentent leur pays comme socialiste. En fait, ils ont créé un Etat buro-technocratique, à prétention marxiste, qui a beaucoup de mérite sur le plan de l'industrialisation, l'électrification, l'organisation sociale du pays... Mais pour transformer cette buro-technocratie en socialisme, le peuple russe doit conquérir la démocratie, la liberté (6)."

Parmi les socialistes anti-münichois, soucieux de renouveau, Robert Lacoste, secrétaire du syndicat des fonctionnaires (300.000 membres à l'époque) avait le plus d'autorité. Il contribua au recueil "La France veut la liberté", publié par Paul Valéry. Nous en discutâmes, dans son bureau de la rue Solférino, et aussi pendant des excursions dans la forêt de Fontainebleau où il avait eu

la gentillesse de m'inviter. Il sut résumer sa pensée politique en quelques phrases pertinentes "le chemin vers la liberté conduit à la libre organisation ; mais il ne faut pas confondre la liberté avec le libéralisme économique qui mène tout droit aux monopoles". Il fit certainement à l'Etat une part plus large que Léroix qui protestait contre l'assimilation du socialisme et de l'Etat.

J'ai noté une de nos conversations d'après Munich. "La gravité du Diktat, dit-il n'est pas en ce qui vient d'arriver à la Tchécoslovaquie, celle-ci aurait dû depuis bien longtemps être fédéralisée ; mais en ce qu'il a démontré notre faiblesse. Vous verrez, ils exploiteront sans scrupule leur succès" (7).

Parmi les exilés

Comme la plupart de mes coexilés d'Europe centrale et de l'Est, j'ai été surpris par l'accueil favorable dont jouissait la politique d'apaisement dans le monde intellectuel et politique de Paris, et qui allait du "lâche soulagement" exprimé par Blum aux applaudissements de la droite et des pacifistes de gauche. Pour beaucoup d'intellectuels, notamment ceux groupés autour de Gaston Bergery - Georges Duveau en était - pour les socialistes pacifistes, le traité de Versailles fut une erreur, les revendications allemandes largement justifiées, la Tchécoslovaquie un pays mal taillé, le fait de considérer le problème des Sudètes comme un *casus belli*, une absurdité. Pour rejeter ces arguments, il fallait invoquer les desseins globaux de Hitler, l'expansionnisme inhérent à sa doctrine, sa volonté d'humilier les puissances occidentales, de leur arracher toute l'Europe de l'Est.

Au début de cet automne 1938, je fus sollicité pour faire partie du *Comité contre la guerre et le fascisme* dont les principaux dirigeants étaient Francis Jourdain et Paul Langevin. C'est là que je fis connaissance de Rudolf Breitscheid, ancien président du groupe social-démocrate au Parlement du Reich : une personnalité très distinguée, d'allure très prussienne, dans le meilleur sens du terme ; il me séduisit par son savoir, sa courtoisie, sa *kultur*, son amour pour Goethe et aussi par sa lucidité politique. Breitscheid, tout en étant foncièrement anti-communiste, appartenait à l'aile modérée de l'émigration social-démocrate et sous influence de Blum avec qui il était lié, il ne s'opposa pas aux efforts de Willy Münzenberg, de Heinrich Mann (frère ennemi de Thomas), de Léon Feuchtwanger et autres, pour réaliser une "unité d'action" anti-fasciste dans l'émigration, à laquelle le groupe des émigrés libéraux et socialistes réfugiés à Prague devenait hostile. "J'ai succombé, comme tant d'autres, au chant de sirène de Münzenberg, me dit Breitscheid avec humour. C'était vraiment un grand séducteur. Puis j'ai pensé : Puisque les communistes se montrent maintenant ouverts à la démocratie, pourquoi pas tenter de faire un bout de chemin ensemble ?" Mais lorsque j'ai fait sa connaissance, Breitscheid avait pris déjà des distances à l'égard du Front Populaire, d'ailleurs Münzenberg lui-même, avec ses collaborateurs, Arthur Koestler, Manes Sperber, était sur le point de rompre avec le Komintern (8).

Nous sommes devenus amis et solidaires dans notre commune et croissante méfiance à l'égard des communistes. Nous passâmes des soirées agréables chez les Breitscheid qui habitaient un appartement bourgeois dans le XVI^e arrondissement. Madame Breitscheid était la réplique féminine de son époux, peut-être en plus réservée. Ils partageaient l'appartement avec la fille de l'ancien chancelier Wirth.

A la fin de décembre 1938, alors que nous comptions les revoir, nos rapports furent brusquement interrompus. L'explication de ce qui avait l'air d'une brouille, nous fut donnée un mois plus tard par une lettre de Breitscheid. Ils nous avaient invités pour le réveillon de Noël, écrivait-il, ils nous attendaient pour le dîner avec des cadeaux sous l'arbre. Or ils attendaient en vain, nous ne sommes pas venus, et cela sans même nous excuser. Ils nous en voulaient, en se disant que ces Hongrois sont tout de même des barbares ! Jusqu'au jour où mettant la main dans la poche de son pardessus, Breitscheid retrouva la lettre d'invitation qu'il avait oublié d'envoyer. Nos bonnes relations pouvaient reprendre dès ce jour.

Je retrouvai Breitscheid plus sombre que d'habitude à une réunion du Comité présidé par Francis Jourdain, si souvent caricaturé avec sa barbiche pointue. Il avait déjeuné, me raconta-t-il, chez Léon Blum à qui il avait remis un important dossier sur les préparatifs de guerre allemands. "Visiblement, il ne m'avait pas cru, soupira Breitscheid. Il reste convaincu qu'il faut distinguer chez Hitler le démagogue du *Realpolitiker* qui veut extorquer des concessions par l'intimidation, mais ne veut pas la guerre". Et Breitscheid ajouta "Blum a une vision complètement fautive du nazisme, je n'ai pas réussi à l'ébranler".

Après la déclaration de guerre, les Breitscheid furent internés, comme les autres "ressortissants ennemis", au mépris du droit d'asile. Le gouvernement de Vichy qui se sentait peu lié par les lois de la République, les a livrés aux Nazis. Ils sont morts dans un camp de concentration bombardés par les Alliés.

François FEJTO

(1) Après avoir créé un journal d'opposition communiste à Paris, Münzenberg fut interné en 1939 comme ressortissant ennemi. En 1940 il s'évada et fut en direction de la Suisse. Il fut trouvé pendu près de la frontière. Ce n'était certainement pas un suicide.

(2) Secrétaire général du Parti social-démocrate hongrois, directeur de son quotidien. Assassiné par les nazis en 1944.

(3) "La guerre aura-t-elle lieu ?" "Népszava", 17 septembre 1938.

(4) Cf. Angelo Tasca (A. Rossi) : "Naissance du Fascisme. L'Italie de l'Armistice à la marche sur Rome". Préface d'Ignazio Silone, Gallimard 1961.

(5) Entretien avec Georges Monnet ; Népszava 5 mars 1939.

(6) Une heure de théorie avec Lucien Laurat ; Népszava, 9 octobre 1938.

(7) Conversation avec Robert Lacoste, Népszava, 30 septembre 1938.

(8) Sur le rôle de Breitscheid dans le mouvement antifasciste, Jacques Droz, Histoire de l'antifascisme en Europe 1923-1939, Editions la Découverte, 1985.

LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

Europe n° 1

LIBERTE CHERIE !

La gauche avait un programme commun. Elaboré entre communistes et socialistes 10 ans avant d'être mis en application, il a joué de bien mauvais tours à ses auteurs. Lesquels n'ont d'ailleurs plus grand chose en commun, si l'on en croit leurs propres déclarations.

Instruite par l'expérience, l'opposition R.P.R./U.D.F. se contente cette semaine de présenter une plate-forme commune. Ce n'est pas un livre comme l'était le programme de la gauche. Seulement une trentaine de feuillets.

3 mots clés dans ce document : liberté, croissance, grandeur. La liberté est à la mode. C'est une fleur trop rare et trop fragile pour qu'on s'en moque. Une toute petite minorité d'êtres humains vit aujourd'hui dans des sociétés libres. Ce serait d'ailleurs faire injure aux socialistes français que d'affirmer qu'ils n'ont rien fait pour les libertés.

Certes, il a fallu la grande bataille sur la liberté scolaire au cours de la législature pour que les socialistes prennent conscience qu'ils étaient en train de laisser le thème des libertés à leurs adversaires. Depuis, ils essaient de le reconquérir et ils n'auraient peut-être pas été aussi loin,

par exemple en matière de télévisions privées et d'allègements de contrôles de prix et de change, s'ils ne s'étaient pas sentis obligés de réaffirmer leurs convictions en la matière.

L'opposition veut aller plus loin encore. Liberté totale des prix. Liberté progressive des changes. Suppression de l'autorisation administrative préalable en cas de licenciement. Autonomie de la Banque de France par rapport à l'Etat. Liberté de choisir l'école pour ses enfants. Liberté pour un parent de 3 enfants de rester à la maison avec une allocation parentale et retraite propre pour les mères de familles nombreuses. Privatisation sur 5 ans des entreprises d'Etat (pas pour Renault, toutefois). La réforme fiscale sera elle, pour 1987.

On a compris que la plate-forme commune de l'opposition tire au moins une leçon du programme commun : Il est toujours dangereux de promettre trop et trop vite !

13/01/1986

OÙ STABILISER LE DOLLAR ?

Le dollar va-t-il recommencer à baisser ? Stabilisé ces temps-ci, autour de 7 Frs. 50, 2 marks 50 et 200 yens, il a

atteint les objectifs que les ministres des Finances des 5 grands pays industrialisés lui avaient assigné le 22 septembre dernier. Rappelons qu'à l'époque, la monnaie américaine cotait près de 9 francs. En 4 mois, elle a perdu plus de 15 %.

Les 5 Grands se retrouvent, ce week-end, à Londres, pour faire le point. Ils peuvent être satisfaits de l'œuvre accomplie. Tout le monde savait que le dollar était trop cher, mais personne n'était sûr de pouvoir le faire baisser sans provoquer la débacle.

Faut-il aller au-delà ? La veut-on ? Voilà de quoi on va parler à Londres.

Ce sont les dirigeants américains qui ont déclenché la baisse parce que leurs industriels et leurs agriculteurs étaient étranglés par une monnaie trop chère qui les empêcherait de vendre. Beaucoup d'entreprises américaines souhaitent que la baisse continue.

Les partenaires des Etats-Unis sont moins pressés. Ils demandent aux Américains de mettre de l'ordre dans leurs affaires, notamment de réduire leur déficit budgétaire et de ne pas tout attendre de la dévaluation de leur monnaie qui pourrait gêner les ventes des autres pays et qui pourrait relancer l'inflation mondiale. Il n'en reste pas moins que le dollar n'est pas encore revenu à sa véritable valeur, plus proche de 7 frs. et de 2 marks 20.

Toute la difficulté est de conserver le contrôle de l'opération et de l'ajuster avec les autres éléments de la politique économique : taux d'intérêts, budget, ouverture des frontières.

Très intéressante expérience de concertation internationale. On souhaite que celle-ci s'étende à l'autre grande question de l'économie mondiale : l'endettement des pays pauvres.

16/01/1986

LA VERITE DES CHIFFRES

L'avalanche de bons indices avec lesquels les socialistes veulent convaincre la France qu'elle est bien gérée, prend des proportions qui méritent un instant de réflexion.

La performance contre l'inflation n'est pas contestable, même s'il reste des contrôles à lever et si l'étranger fait un peu mieux que nous. Le redressement de nos échanges avec l'extérieur est, lui aussi, bien réel, même si nous avons du mal à défendre nos parts de marché à l'étranger.

En revanche, les chiffres concernant l'emploi, qui viennent d'être publiés, sont moins significatifs. Certes, il y a bien 33.000 demandeurs d'emploi de moins en décembre, dans les statistiques du ministère du travail. Il en reste encore plus de 2 millions 300.000 ; sur un an la baisse est de 85.000.

Malheureusement, cela ne signifie pas que la situation

de l'emploi s'améliore. En 1985, le nombre des postes de travail a diminué d'environ 100.000. Dans le même temps le nombre des personnes à la recherche d'un emploi, s'est accru d'environ 130.000. Moins d'emploi, plus de travailleurs, cela fait mathématiquement davantage de demandeurs d'emploi non satisfaits, c'est-à-dire davantage de chômage.

Pourquoi cela ne se retrouve-t-il pas dans les statistiques officielles ? On ne les truque pas. Mais il y a au moins deux explications. On a créé 180.000 postes de travail d'utilité collective pour les jeunes or ce ne sont pas de véritables emplois, puisqu'ils ne durent qu'un temps et qu'ils ne concernent pas les entreprises. En outre, on a nettoyé avec beaucoup d'application les fichiers des Agences pour l'emploi ; en un seul mois, on vient de procéder à 125.000 radiations !

L'opposition, par la voix de Lionel Stoleru, affirme donc qu'il y a plus de 3 millions de chômeurs. C'est une autre façon de compter que l'on peut aussi discuter. Mais ce que personne ne peut contester, c'est que la situation de l'emploi ne s'améliore pas en France et qu'elle est plus mauvaise aujourd'hui qu'en 1981. Telle est, hélas, la vérité.

17/01/1986

LA VRAIE RICHESSE

L'économie française manque toujours d'oxygène. Tout ce qui l'ouvre sur le grand large est bon pour elle. La percée d'un tunnel sous la Manche que Margaret Thatcher et François Mitterrand devraient décider aujourd'hui, va donc dans le bon sens.

Après la publication de notre déficit commercial avec l'étranger, en décembre (3,4 milliards de francs) nous savons que nous ne sommes toujours pas assez compétitifs. Nous finissons l'année 85 avec un déficit commercial de 24 milliards de francs. Décevant.

Peut-être qu'en cette période électorale, on va nous dire que si les prix vont mieux et le chômage pas plus mal, c'est grâce au gouvernement, et si le commerce extérieur est toujours déficitaire, c'est la faute des entreprises. La réalité est évidemment moins simpliste. L'indice des prix s'améliore parce que le gouvernement a été prudent, mais aussi parce que les entreprises ont serré leurs prix de revient. Le chômage s'accroît moins vite parce que le gouvernement a trouvé des occupations temporaires pour les jeunes, mais aussi parce que les entreprises, ayant sensiblement réduit leurs effectifs dans les années précédentes, ont moins détruit d'emplois en 1985.

De même, pour notre commerce extérieur, nous continuons d'acheter plus que nous ne vendons à l'étranger parce que trop d'entreprises ne sont pas assez performantes, mais aussi parce que les pouvoirs publics ont alourdi leurs charges et rendu trop rigides leur fonctionnement. Chacun a sa part de responsabilités.

Le fait est aujourd'hui que nos 3 cartes maîtresses pour gagner des devises sont l'agro-alimentaire, les armements, et le tourisme. Chacun de ces secteurs dégage un solde positif de 20 à 30 milliards par an. Tant mieux. Et faisons mieux encore si nous le pouvons. Mais dans les 3 cas, il s'agit autant d'une rente que nous exploitons que du résultat de nos efforts. La géographie nous a donné de bonnes terres. L'histoire nous a légué d'admirables châteaux. La politique nous permet de vendre des armes à ceux qui ne veulent pas dépendre exclusivement des Russes ou des Américains. Mais l'exploitation de nos rentes ne doit pas nous dissimuler les efforts qui restent à faire pour mieux vendre la seule vraie richesse : notre travail.

20/01/1986

SOUS LA MANCHE

Margaret me voici ! François me voilà ! Les deux dirigeants européens, qui viennent de donner le feu vert à la construction d'un tunnel ferroviaire sous la Manche, ne seront probablement plus aux affaires le jour de l'inauguration, en 1993, dans 7 ans !

Ingratitude du temps qui glorifie souvent ceux qui sont pour peu de choses dans l'achèvement d'un grand projet. Il est vrai que l'actuel chef de l'Etat français a eu sa part de T.G.V., d'Airbus, de fusée Ariane, de satellites et de centrales nucléaires, toutes réalisations nées sous le règne de ses prédécesseurs.

Mais enfin, les Européens retiendront que c'est une Anglaise libérale qui a scellé avec un Français socialiste la décision de mettre en œuvre un projet sur lequel nos parents méditent depuis deux siècles. Ainsi, la cohabitation est-elle parfois le fruit de la nécessité. A l'âge de l'automobile, il devenait complètement anachronique de ne pouvoir franchir le Pas-de-Calais qu'en mettant sa voiture dans un bateau. Notez qu'il faudra encore la mettre dans un train. Le Premier ministre britannique aurait volontiers été plus hardi avec un pont-tunnel au volant de sa voiture. Soit dit en passant, François Mitterrand était du même avis, mais il arrive que les hommes d'Etat inclinent leurs désirs devant les calculs des techniciens.

Si Concorde a été un rêve d'ingénieur qui a tourné la tête aux chefs de gouvernement, le tunnel ferroviaire sous la Manche est au contraire un calcul de techniciens qui a dissipé les rêves des politiques.

Le trafic trans-Manche a doublé depuis l'adhésion de la Grande Bretagne au Marché Commun il y a 10 ans. Il doublerait à nouveau d'ici à l'an 2000. Mais ne ferait-il pas beaucoup mieux si l'on pouvait s'installer au volant à Londres et ne plus le lâcher jusqu'à Paris ? Lorsqu'on a ouvert le tunnel routier du Saint Gothard, il paraît que la société d'exploitation du tunnel ferroviaire qui lui est parallèle a fait faillite. Margaret et François n'ont-ils pas manqué de culot ?

21/01/1986

LE PACTOLE

La baisse des prix du pétrole prend l'allure d'un effondrement. On entend parler d'un baril qui pourrait descendre à 15 dollars, alors qu'il en valait 26 il y a quelques semaines. A la pompe, le super repasse au-dessous de 5 Frs en France. Si l'on fait le calcul en francs actuels, pour éliminer les effets de l'érosion monétaire, cela signifie que le super est revenu à son prix de 1978, avant le 2^e choc pétrolier provoqué par la révolution iranienne.

Supposons que la chute du pétrole brut se poursuive jusqu'à 15 dollars le baril, soit encore 25 % de baisse, le super pourrait revenir à 4 F 50. Car l'essence à la pompe, baisse évidemment moins vite que le pétrole à la production en raison des taxes qui frappent les produits pétroliers et qui elles, ne diminuent pas. Cette nouvelle chute du pétrole brut serait tout à fait possible si les pays de l'O.P.E.P. étaient amenés à relever leur plafond de production.

Si le dollar de son côté reprenait sa baisse, il n'est pas complètement exclu que le super retrouve son niveau de 1973 à l'époque du premier choc pétrolier, soit un peu plus de 4 Frs actuels. Un vrai pactole.

Tout se passerait comme si les pays producteurs de pétrole nous restituaient une partie de l'impôt qu'ils ont prélevé sur nous, en augmentant leurs prix depuis 12 ans. Pour la France et les autres pays consommateurs ce serait comme si le percepteur nous donnait de l'argent au lieu de nous en prendre.

De telles prévisions sont évidemment fragiles. Tout ce qui baisse très vite peut remonter aussi vite. On l'a déjà vu précisément avec le pétrole comme avec le dollar. Il n'empêche que la question est posée : quel meilleur usage pourrait-on faire de ce pactole inespéré ? Ou bien laisser jouer la baisse des prix pour consolider les résultats acquis contre la vie chère. Ou bien, en prélever une partie au passage en augmentant les taxes sur les produits pétroliers afin de financer la baisse d'autres impôts ou en vue de réduire le déficit budgétaire.

Choix délicat pour le prochain gouvernement, mais au total beaucoup plus confortable que le choix inverse. Celui que Giscard, Barre et Mitterrand avaient été contraints de faire : répartir l'austérité.

27/01/1986

LE FER ET LA ROUILLE

Est-ce que la dame de fer serait en train de se rouiller ?

Voilà qu'elle perd deux ministres coup sur coup, dans une obscure bataille de reprise par les Américains ou par les Européens d'un fabricant d'hélicoptères en difficulté. La livre sterling faiblit à cause de la chute des prix du pétrole. Chute provoquée par une offensive saoudienne contre le pétrole britannique de la Mer du Nord, produit en trop grande quantité, ce qui a obligé les pays du golfe persique à réduire leur propre production alors que chez

eux, le pétrole coûte beaucoup moins cher à extraire.

Ces deux accidents récents, s'ajoutent au taux de chômage très élevé Outre Manche (plus de 12 % de la population contre 10 % chez nous), un petit regain d'inflation (la hausse des prix a dépassé 5 % l'an dernier, alors que nous sommes restés un peu en dessous) et aux mauvais sondages politiques qui donnent les travaillistes gagnants contre les conservateurs, s'il y avait des élections aujourd'hui.

Résumons-nous : l'expérience de libéralisme musclé de Margaret Thatcher est-elle un échec ? Dans de tels domaines, les comparaisons n'ont pas beaucoup de sens. Lorsque la dame de fer est arrivée au pouvoir en 1979, la situation de la Grande Bretagne était beaucoup plus mauvaise que la nôtre aujourd'hui. La plus ancienne nation industrielle du monde semblait sombrer dans la vieillesse.

Margaret Thatcher est arrivée avec des idées simples, voire simplistes, et avec une volonté sans faille. Elle a fait des erreurs, par exemple en augmentant la T.V.A. trop rapidement ou en laissant filer les salaires au détriment de l'emploi. Elle a dénationalisé moins vite que prévu, mais c'était sage. Elle a gagné deux grandes batailles. L'une aux Malouines contre les Argentins, ce qui n'était pas très difficile. L'autre, chez elle, contre les dirigeants du syndicat des mineurs après une grève d'un an. Seulement, la puissance des syndicats britanniques avait atteint, dans certains secteurs, un niveau que nous n'avons jamais connu en France.

Il fallait peut-être de tels électrochocs pour réveiller une nation assoupie. Le fer de la dame n'est peut-être pas rouillé mais à tout le moins bosselé. Même s'il y a des points communs entre la Grande Bretagne et la France, notre situation n'est pas la même. En outre, nous n'avons ni homme, ni dame, en fer ; pourquoi le regretter ?

28/01/1986

PRIORITE A L'EMPLOI

"Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer". Guillaume le Taciturne ? Non, Henri Krasucki. La CGT organise, en effet, une nouvelle journée d'action, ce jeudi. Après les résultats modestes qu'elle avait obtenus, tant chez Renault que dans le secteur public, elle fait preuve d'une belle persévérance, d'autant qu'elle s'attaque, cette fois, au projet gouvernemental d'aménagement des horaires de travail. Ce que l'on appelle la flexibilité.

Certes, elle n'est pas la seule organisation hostile à ce projet. Force Ouvrière est également contre. Mais André Bergeron répugne toujours à mener des actions communes avec la CGT. Une fois de plus celle-ci se retrouve seule. Naturellement des considérations politiques interviennent dans les comportements. A six semaines des élections, les dirigeants communistes de la CGT attaquent le gouvernement socialiste pour que leurs amis du parti communiste essayent de grignoter des suffrages

qu'ils ont récemment perdus. Ce n'est pas facile quand le pouvoir affiche de meilleurs indices (avec la baisse de l'essence, les prix vont être sages ces mois-ci) et quand François Mitterrand lui-même retrouve les accents de l'Union de la gauche pour conduire la campagne de ce qui semble être plus que jamais son parti, le PS.

Ce n'est pas facile non plus, quand les sondages nous disent que la majorité des salariés est favorable à la flexibilité des horaires de travail. Pour une raison simple. Les salariés voient bien dans leur entreprise, qu'il y a des périodes sans beaucoup de commandes et d'autres très chargées. A quoi bon venir pour ne rien faire au risque de mettre l'entreprise en difficultés financières ; puis n'accepter de faire des heures supplémentaires qu'au prix fort, au risque de perdre le client parce qu'on est trop cher par rapport aux Italiens ou aux Espagnols. Mieux vaut répartir différemment les horaires de travail. Cela tout le monde le comprend sur le tas ; pas besoin d'être diplômé en économie. Ce qui ne veut pas dire qu'on renonce à toutes les garanties contre l'arbitraire, car tous les patrons ne sont pas des petits saints.

Le fait nouveau qui a changé les mentalités, c'est le chômage. Quand on a un emploi, on s'organise pour le garder. Le gouvernement se vante d'avoir réduit les grèves. De fait, c'est ce qu'on voit dans les chiffres. Mais curieusement on observe la même chose, pour 1985, en Grande-Bretagne, dont le gouvernement n'est pas précisément socialiste.

A côté des mots d'ordre syndicaux, il y a celui qui ne quitte plus les esprits : priorité à l'emploi.

29/01/1986

TELE A LA CARTE

Une, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit... On ne sait plus jusqu'où ira le nombre des chaînes de télévision à la disposition des Français. Nul doute que toutes ne seront pas rentables, car les recettes publicitaires ne sont pas extensibles sans limites. Dans deux ou trois ans, on fera les comptes.

C'est la conséquence peut-être inévitable de la situation d'un pays qui a conservé trop longtemps le monopole d'Etat sur la télévision. L'explosion devait se produire, sous l'effet de la technique, de l'opinion et de la politique: Le pouvoir qui sort répugne, en effet, à léguer à son successeur un pareil monopole. Il se donne ainsi l'élégance de la libéralisation, en même temps qu'il prive le camp adverse du moyen dont il a lui-même usé, comme tous ses prédécesseurs, d'ailleurs.

Toutefois, cette multiplication des chaînes de télévision nous dissimule peut-être une révolution plus importante encore. Elle aiguise l'appétit des téléspectateurs. Or, voilà que se répand sur le marché l'arme absolue du choix total : l'enregistreur et le lecteur de cassettes, autrement dit le magnétoscope.

Aux Etats-Unis, on vend actuellement un million de

magnétoscopes par mois. Plus de la moitié des foyers américains sera équipée avant la fin de cette décennie, c'est-à-dire dans cinq ans. Les Anglais utilisent déjà 7 millions de magnétoscopes et les Allemands 5 millions. La France est en retard, avec un peu plus de 2 millions, mais ce n'est pas la multiplication des chaînes qui freinera le mouvement, au contraire.

Chacun voudra faire sa télé à la carte. Soit entre les chaînes, soit entre les enregistrements, soit entre les cassettes que l'on aura louées au dehors. Mais voici le problème : si l'on se fait son cinéma à domicile, on ne va plus dans les salles et si l'on ne va plus dans les salles, qui payera les films ?

31/01/1986

LE VIEUX COW-BOY

L'Amérique a perdu ses astronautes mais elle a gardé le moral. C'est ce que dira le Président Reagan cette semaine, dans son message sur l'Etat de l'Union.

Le vieux cow-boy ne se laisse pas abattre, malgré ses 74 ans, qu'il célèbre ces jours-ci, et malgré le morceau de ciel qui vient de lui tomber sur la tête.

Il est vrai que les Etats-Unis ne font plus figure de leader fatigué du Monde Occidental. Leur économie affiche encore une honnête croissance pour la 4^e année consécutive. Le chômage est revenu au-dessous de 7 % de la population contre 11 % en Europe. La hausse des prix demeure modérée. En politique, le projet de défense spatiale laser contre fusée nucléaire — même s'il prend un peu de retard avec l'accident de la navette Challenger — inquiète suffisamment les Soviétiques pour les obliger à multiplier les propositions de désarmement.

Tout cela ne signifie pas que l'Amérique est sans souci. Si elle s'entête à faire baisser le dollar, après s'être désintéressée de sa folle ascension c'est que les agriculteurs et les industriels ont beaucoup souffert d'une monnaie trop forte qui rendait leurs produits trop chers. On vient de voir le résultat : 140 milliards de dollars (plus de 1.000 milliards de francs) de déficit dans le commerce avec l'étranger l'an passé.

Avec la baisse du prix du pétrole, une occasion unique s'offre aux Américains. Ils peuvent non seulement alléger la facture de leurs importations d'or noir, à condition toutefois, d'aider leurs voisins Mexicains, que cette baisse met dans de graves difficultés. Mais ils peuvent aussi instituer une taxe sur le pétrole importé, sans faire monter les prix chez eux. Taxe qui leur permettrait enfin de réduire leur déficit budgétaire une des causes principales des déséquilibres financiers aux Etats-Unis et dans le reste du monde.

Seulement voilà : le vieux cow-boy est allergique aux impôts. Question de principe. Ce serait une grande surprise s'il changeait d'avis. Pourtant ce serait une bonne surprise.

3/02/1986

STABILISER LE DOLLAR

Tandis que la baisse du pétrole prend l'allure d'un effondrement (on parle d'un baril à 15 dollars, moitié moins qu'il y a dix-huit mois), partout dans le monde les gouvernements cherchent des points d'ancrage.

Avec les déclarations du Président Reagan se ralliant à l'idée d'une conférence internationale pour essayer de stabiliser les cours des grandes monnaies, un phénomène important se produit.

Cette idée ne date pas d'aujourd'hui. Tous les gouvernements français l'ont périodiquement relancée depuis plus de dix ans. Sans succès. L'explosion du système monétaire international au début des années 70 - la dévaluation du dollar en 1971 en a été le symbole - avait mis fin à 25 ans de relative stabilité des changes sous la tutelle de la monnaie américaine.

On a vu d'abord le dollar s'effondrer sous Carter, puis rebondir sous Reagan. Il était d'abord tombé trop bas. Ensuite, il est monté trop haut. Les Américains, sous prétexte que les lois du marché devaient seules régenter les cours des monnaies, s'abstenaient d'intervenir. Jusqu'au jour - c'était l'année dernière - où le dollar est devenu si cher que les agriculteurs et les industriels américains n'ont plus été en mesure de vendre leurs produits.

Le Président Reagan reconnaît honnêtement que c'est cela qui lui a fait prendre conscience du danger. Une monnaie trop forte peut tuer une économie faute de clients, exactement comme une monnaie trop faible peut l'engloutir sous la vie chère.

La déclaration du Président américain est cohérente avec celle des grandes puissances, prise le 22 septembre dernier - à la demande des Américains - de faire baisser le dollar. Elle signifie qu'une grande monnaie n'est pas une marchandise comme une autre. Elle ne peut pas flotter au gré des vents sans dommage pour l'économie mondiale. Reste à construire un système monétaire adapté à notre temps. Ce sera long. Mais la prise de conscience actuelle est un événement capital et bienfaisant. Comme l'est aussi la mise à l'étude, à Washington, d'une taxe sur le pétrole importé, afin de réduire le déficit budgétaire. Allons, le bon sens marque des points !

6/02/1986

André Le Gall, notre collaborateur sous le pseudonyme de Dominique-André Kergal, a écrit une comédie intitulée "Les tribulations de Pierre Paul Gédéon Preux, huissier de justice" dont la création aura lieu à Paris le mercredi 9 avril prochain au Théâtre de la Plaine. Son adaptation du roman de Balzac, "La recherche de l'absolu", sera diffusée sur France-Culture, tandis que France-Inter diffusera dans le cadre de la dramatique de minuit, cinq textes de lui : "Une femme sans défense", "L'embaras du soi", "Un mot peut en cacher un autre", "La paix sur la terre" et "Le bar de l'espérance".

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

*Une histoire de la littérature française de 1940 à 1980,
par Pierre de Boisdeffre - Sur Joseph Fiévée - Les Souve-
nirs de Michel Déon et de Willy de Spens - Le Journal de
Gabriel Matzneff - Les Romans : Françoise Mallet-
Jorris ; Hector Bianciotti ; Yann Queffelec ; Jacques de
Ricaumont ; Michel Braudeau.*

M Pierre de Boisdeffre écrit dans son avertissement à la nouvelle édition entièrement refondue de son Histoire en deux volumes de la littérature de langue française de 1940 à 1980 (1) qu'il a contracté le goût des livres dans une adolescence opprimée - il a eu quinze ans en 1941 - et que de ce jeune homme reclus qui aimait lire et

qui souhaitait faire partager ses enthousiasmes et ses indignations, est né tout naturellement un critique. M. Pierre de Boisdeffre a écrit son premier ouvrage à vingt ans. *Métamorphose de la littérature* était consacré à Gide, Barrès, Mauriac, Bernanos, Malraux, Montherlant. Un second volume traitait de Proust, Valéry, Cocteau, Anouilh, Sartre, Camus. C'était non pas tant

reconnaître des maîtres - Boisdeffre avait écrit : "Nous manquons de maîtres" — que saluer des aînés. C'était reconnaître des filiations, revendiquer des héritages, s'insérer dans une durée. Dans un temps où il était de bon ton de faire table rase du passé et où les jeunes gens bien nés n'avaient rien de plus pressé que de déchirer leurs papiers d'identité, M. de Boisdeffre se posait sans fausse honte en héritier. Il proclamait que la culture ne commençait pas à Brecht pour s'arrêter à Hemingway. Il avouait une bonne conscience. Il ne se sentait pas responsable du désordre du monde dans lequel il avait grandi.

Est-ce pour mettre de l'ordre dans ce gâchis qu'il a décidé d'écrire cette Histoire de la littérature ? La première édition en a paru en 1958. Classer des livres, établir l'inventaire des lectures d'un quart de siècle, c'était, aussi bien, poser des jalons, baliser des routes, enfin, après le cyclone dévastateur de 1940, contribuer à refaire un cadastre de la France. M. de Boisdeffre ne pouvait mieux choisir pour cette entreprise d'ordre que l'année 1958, date de la fondation d'une république qui à l'encontre de ses devancières, osait enfin proclamer qu'elle se rattachait à une durée. La nouvelle édition de l'ouvrage, plus encore qu'un inventaire ou un catalogue, apparaît comme un bilan, et l'on peut déjà en tirer des enseignements. M. de Boisdeffre a écrit au temps de sa jeunesse : "Ce que l'époque apporte aujourd'hui dans son flux, la révolution, la guerre, le désordre social, l'avitilissement des corps et des consciences et, pour finir, la nausée devant une existence qui paraît dénuée de sens, elle peut bien demain l'emporter". Cette Histoire de la littérature est comme une immense marée montante, porteuse de tous les déchets d'un demi-siècle. Mais déjà, au moment où le reflux espéré, sinon annoncé, par le critique d'il y a trente ans s'amorce, apparaît ce que la vague a déposé. Des forces et des influences anciennes toujours à l'œuvre se manifestent plus nettement. Une réaction intellectuelle et morale s'amorce peut-être aux origines du XXI^e siècle. Inventaire et bilan, l'Histoire de la littérature française contemporaine de M. Pierre de Boisdeffre restera placée à la croisée des chemins de deux siècles comme une table d'orientation où l'on reconnaîtra plus tard les signes de l'avenir.

*
* *

M. Jean Montalbetti a ouvert chez Arthème Fayard une galerie à l'enseigne des *Inconnus de l'Histoire*. M. Jean Tulard y a accroché le portrait de Joseph Fiévée (2). Fils d'un riche restaurateur parisien, écolier paresseux au Collège Mazarin, journaliste en 1789, auteur d'un opéra comique et d'un roman à succès, *la Dot de Suzette*, conspirateur contre le Directoire, informateur secret du comte de Provence, confident de Bonaparte, Préfet de la Nièvre sous l'empire, ultra au temps de Louis XVIII, libéral sous Charles X, "quasi-républicain" sous Louis-Philippe. Fiévée écrit en 1819 dans *le Conservateur*, le journal de Chateaubriand, de Bonald, de Lamennais : "J'ai pris l'habitude de ne considérer le monde que comme un spectacle qui tient l'attention sans cesse éveillé

par la diversité des scènes qui s'y passent". Sainte-Beuve le définit "une espèce d'amateur politique, assis à l'orchestre, jugeant la pièce, consulté souvent par les auteurs et les acteurs". M. Jean Tulard le compare au baron du Châtelet, un personnage des *Illusions perdues*. "Bien fait, joli homme, bon danseur, joueur de billard, chanteur de romances", du Châtelet ainsi peint par Balzac sera, lui aussi, préfet. Frénilly qui n'aimait pas Fiévée, l'appelle "la coqueluche des salons et l'aigle de la légitimité"; il n'est pour lui qu' "un fat insolent et spirituel". Fiévée vivait en ménage avec l'auteur de proverbes, Théodore Leclerc. A Nevers, Leclerc, nous dit M. Tulard, tenait le rôle de la maîtresse de maison. Fiévée, bravant le scandale sous lequel s'effondra Custine, écrit fièrement : "Quand on a un vice, il faut savoir le porter". Toute sa vie, il a porté beau. Dans la galerie de M. Montalbetti, présenté sous une bonne lumière par M. Jean Tulard, Fiévée retiendra l'attention.

"Il faut souvent changer d'opinion pour rester de son parti", a dit le cardinal de Retz. Fiévée, sous tous les régimes, a figuré avantageusement au premier plan ou, tout au moins, il s'est trouvé là où la politique, qui selon son mot, "est ce qu'on ne dit pas", se fait. "Avec des principes et des mœurs très monarchiques, écrit-il, j'ai le caractère assez républicain et je tiens à l'indépendance". Sans doute, ne faut-il pas croire Frénilly lorsqu'il nous dit que "l'opinion de Fiévée était dans la bourse de son prochain". Pour Stendhal, il flotte autour de lui une odeur de police. Mais Stendhal ne se couchait jamais le soir sans avoir regardé sous son lit s'il ne se cachait pas un espion de la Congrégation. Faisons plutôt confiance à M. Tulard qui sans avoir fait une enquête sur les besoins et les ressources de son homme, nous dit que l'indépendance (rectifions : l'esprit d'indépendance) est le mot clef de la personnalité de Fiévée. Il y a au moins une constance dans cette vie et dans cette pensée, le goût, le sens, l'affirmation de la liberté.

Le collaborateur de Mirabeau à la *Chronique de Paris* a commencé sa carrière par un pas de clerc, en faisant jouer en 1790 un opéra-comique, *Les Rigueurs du cloître*, où l'on voyait une religieuse contrainte dans ses vœux délivrée par un officier de grenadiers qui était son amant, au chant de : "O liberté, déesse de la France-Plutôt mourir que de vivre sans toi". Mais comme quel que temps après, il est emprisonné sur la dénonciation d'un homme de lettres à qui, dix ans auparavant, il avait reproché ses fautes d'orthographe, il fera réflexion sur la Liberté et il sortira de son cachot, le lendemain de Thermidor, en professant, comme Royer-Collard, que "la persécution donne aux gens des idées qu'ils n'avaient pas". Il sera de ceux qui lanceront les sections modérées de Paris à l'assaut du Directoire et que Bonaparte mitraillera sur les marches de Saint Roch, le 13 vendémiaire. Il y avait là, on le sait, César Birotteau. Néomonarchiste, dit M. Tulard, Fiévée proclamera, comme Royer-Collard encore, qu'il n'y a d'avenir pour la France que "dans l'alliance de la royauté et de la liberté". Il dirait plutôt que la liberté, les libertés. Partisan de la décentralisation déjà à la veille de la Révolution, il avait applaudi

Louis XVI d'avoir amorcé cette politique avec la tentative de création des assemblées provinciales. "Le royalisme, pour lui, n'est pas une passion, ni un enthousiasme, encore moins un fanatisme, ce n'est qu'une opinion". Fiévée est un royaliste de raison; ce qui le conduit faute de Bourbon, à admettre la monarchie napoléonienne, peut-être parce que "les peuples qui sont entrés dans la carrière des révolutions, après s'être fatigués d'idées et d'espérances, retombent lourdement sous le joug de leurs besoins". Napoléon aura plaisir, sinon profit, à lire la correspondance qu'il lui adresse régulièrement à sa demande, comme il en avait adressé une autre précédemment au comte de Provence. Il s'y érige en professeur de liberté. Est-ce pour éloigner ce donneur de conseils que l'Empereur le nomma préfet de la Nièvre, le département le plus arriéré de France? Mais Fiévée qui a toujours professé que le mal français était le centralisme, résistera de Nevers au pouvoir central et il n'aura ainsi aucune chance d'être reconduit dans ses fonctions par Louis XVIII après les Cent Jours. C'est alors que ce royaliste modéré et tout de raison devient, dans le sillage de Chateaubriand et sous le signe de la *Monarchie selon la Charte*, ultra royaliste. L'ultracisme, aussi bien, se réclame de toutes les idées qui lui sont chères : décentralisation, désétatisation, restauration des pouvoirs communaux et provinciaux avec, concomitamment, réhabilitation de la noblesse comme contre-poids à l'autorité royale. L'œuvre de Richelieu sera-t-elle annulée? La société politique, écrit Fiévée n'est complète que lorsqu'il y a une royauté, pouvoir suprême et régulateur, une démocratie qui défend les intérêts individuels, une aristocratie qui défend l'intérêt général". C'est se rattacher à Montesquieu et à Fénelon, c'est annoncer Tocqueville. Mais les ultras au pouvoir avec Villèle n'ont que méfiance pour le librettiste des *Rigueurs du cloître* et la tendance de royalisme libertain, sinon libéral, qu'il représente, et Fiévée, tenu à l'écart, est confiné dans sa vocation de spectateur et d'observateur critique. Aux premières loges, certes. Chaque matin, il tient une conférence dans le cabinet de Chateaubriand au ministère des Affaires étrangères, étendu sur le canapé d'où sa pensée politique prend son essor sur les ailes de la satire et de l'épigramme. Ce sera, note Sainte-Beuve, son meilleur moment de royalisme, salonnier, libre, piquant, anecdotique. Sous sa verve, se manifeste l'esprit "républicain" de critique et d'indépendance qui conduira le collaborateur du *Conservateur* et du *Journal des Débats* au *Temps* et au *National*. Si 1830 le ramène alors à 1789, ce n'a été peut-être que pour permettre à Stendhal de s'écrier: "Fiévée est un homme qui depuis (le commencement de la Révolution) n'a pas admis une idée nouvelle".

M. Tulard aurait pu placer cette opinion en exergue à son livre. C'est le plus bel hommage à la constance de pensée de celui qui, à travers un demi-siècle agité, a été, "ferme dans ses versatilités", dit encore Sainte-Beuve, le spectateur impavide des variations de l'Histoire de France.

*
* *

M. Michel Déon a écrit à la dernière page de : *Mes Arches de Noé* : "L'après-midi où Roland Laudénbach me téléphona pour m'annoncer la mort de Morand, je compris que le temps se précipitait. Cocteau, Chardonne nous avaient quittés, et Kléber Headens se mourait. Ils n'étaient pas éternels. C'était le tour des hommes de ma génération de devenir des aînés". M. Michel Déon a pris tout naturellement dans *Bagages pour Vancouver* (3), deuxième volume de la série de ses souvenirs, le ton d'un aîné. Lorsqu'il nous livre ses confidences sur la création littéraire, le rôle joué à l'origine d'un roman par une vision ou une sensation furtives, le souvenir d'un visage, d'un parfum, d'une musique, ou lorsqu'il nous parle du durcissement de la sensibilité et de l'affaiblissement de l'imagination chez l'écrivain au fil des ans quand les facultés critiques l'emportent sur les facultés créatrices, on admire la plénitude, l'épanouissement de l'écriture dans un bien-dire qui coïncide avec un bien-être, en reconnaissant là les aises de la maturité. Dans ces pages empreintes d'une marque de gravité sereine, M. Michel Déon nous confie qu'il a passé plus de temps à travailler qu'à courir les routes et il nous invite à aller le chercher dans les romans où il a recueilli le plus précieux de sa vie. Mais il nous laisse entrevoir, dans d'autres pages vagabondes et paresseuses, des moments de son passé qui gardent toute la spontanéité, toute la fraîcheur, toute la saveur d'un premier jet inédit.

Celui qui s'appellera dans un roman de fantaisie picaresque *le jeune homme vert* et qui nous était apparu pour la première fois à Montpellier dans sa vingtième année, sautant du train de Lyon avec son sac tyrolien et de gros souliers de marche pour assister à une réunion d'étudiants, sous les traits du voyageur sans attaches qu'il ne cessera jamais d'être et dont le seul pied-à-terre connu est en France le Palais-Mazarin, ainsi le suivions-nous, à travers les nuits de Paris, il y a trente ans, lorsqu'André Fraigneau, l'Anti-Saïtre de notre jeunesse, convoquait à la terrasse de la Rhumerie martiniquaise ou dans des lieux plus secrets, comme l'arrière-salle d'un bar du Carrefour de la Croix-Rouge, ses écoles buissonnières pour leur enseigner les rudiments du bonheur et les entraîner dans les escales imaginaires de l'évasion. M. Michel Déon, l'un des plus doués de la classe, n'était pas le plus assidu. C'est qu'il ne s'était pas contenté de voyager en rêve, mais il s'était élancé avec tout le sérieux de son âge sur les traces de Guillaume Francœur, le héros de Fraigneau, dans l'exploration de l'univers à laquelle il était convié, et ce n'était pas seulement la Grèce et l'Italie ou l'Espagne qu'il redécouvrait dans un monde d'après-guerre encore verrouillé par la pauvreté et la peur, mais il nous adressait de San Francisco et de la Nouvelle-Orléans, en forme de romans, des cartes-postales émerveillées. M. Michel Déon a été, dans les années 50, le premier à réclamer ses passeports pour une littérature qui avait besoin de se dépayser. *Bagages pour Vancouver* exprime sans doute qu'il ressent encore à soixante ans, le même besoin inassouvi.

Bagages pour Vancouver, cependant, ne nous ramène,

comme à la faveur d'une halte provisoire entre un retour et un départ, que vers l'inépuisable Paris. Après nous avoir introduit au Ritz une nuit de réveillon en tête à tête avec Mademoiselle Chanel, M. Michel Déon nous conduit, par des cheminements imprévus d'histoire littéraire, de l'antique Librairie Plon, conservatoire de prestigieux souvenirs, où Henri Massis détenait dans le cagibi qui lui servait de bureau le revolver de Georges Bernanos à la vénérable Revue des Deux mondes où, dans une antichambre toujours considérée comme celle aussi de l'Académie Française, le nez du buste de Brunetière est irrévérencieusement orné de béscopicules à monture en fil de fer. Mais il n'a jamais autant de plaisir que lorsqu'il quitte ces chemins battus de la gloire pour se retirer dans son havre de l'époque, rue Férou, tout à côté de l'hôtel où Balzac a domicilié son lord Melmoth et, dans le clair-obscur intime de pages délicieuses, il rêve à l'Angelo du *Hussard sur le toit* de Giono ou à Fabrice del Dongo, "produit aristocratique-type du romantisme révolutionnaire", ou encore à Chateaubriand qui réussira à l'entraîner dans son *Itinéraire de Paris à Jérusalem* et dont l'emphase l'agace, mais dont il s'amuse à se moquer le long de ces routes du Péloponèse qu'il connaît mieux que lui. Sans doute, n'a-t-il jamais vu le Vicomte qu'"habillé en bedeau" selon l'expression de Frénily dont je ne me lasse pas de lire et de citer les éblouissants mémoires ; mais il y avait aussi dans Chateaubriand "le bon enfant, naïf, gai, prenant à tout, riant et jouant à des riens" qui balançait des seaux d'eau à la figure des invités du comte Molé dans les couloirs de Champlâtreux, la nuit. C'est de celui-là, sans doute, que M. Michel Déon a dû pressentir toute la vie clandestine pour l'accueillir dans son intimité avec Giono et Stendhal.

Ce livre intitulé par antiphrase *Bagages pour Vancouver* ne nous invite qu'à un voyage dans la mémoire. Souvent, les lectures, les amitiés nouées avec des personnages de roman s'y mêlent aux évocations de la vie réelle. C'est ce qui assure à un livre de souvenirs qui plongent à la fois dans la réalité et dans l'imaginaire et qui prolongent les perspectives de la vie dans celles qu'offre la littérature, toute sa profondeur et toute sa richesse. Ceux qui, sur la foi d'un titre fallacieux, auront cru partir pour Vancouver, ne seront pas déçus par ce changement d'itinéraire.

*
**

M. Willy de Spens a donné à ses mémoires le titre général de *L'Agonie des hobereaux*. C'est un titre à la Michel de Saint Pierre, mais il y a, sous ce titre raccrocheur, une confiance déchirante. Fils des proscrits de 1793, ayant eu le malheur d'être né noble dans des temps ignobles, M. de Spens restera marqué toute sa vie d'une étoile jaune qui le désigne, le sépare, le condamne. Il aurait pu intituler ses souvenirs les *mémoires d'un réprouvé*. Il a raconté dans le premier volume de la série qui en comporte quatre, *Printemps gris*, l'enfance d'un méchant petit diable au château d'Estignols dans les Landes. Entre l'enfer où l'on s'amuse à se donner de bons

coups de fourche et le paradis où l'on a toute une éternité d'ennui à jouer du luth devant le Bon Dieu, il avait choisi l'enfer. Le deuxième volume, *Derniers étés*, c'est le récit de la fin de l'avant-guerre à Paris où M. de Spens, refusant une fois pour toutes de pactiser avec le monde moderne, aime mieux être "un noble fainéant", se tuant dans des tâches subalternes afin de pouvoir consacrer sa vie à la littérature, qu'un "noble banquier", comme Octave de Côtquidan, l'un des *Célibataires* de Montherlant. *Le hussard malgré lui*, troisième tome de *L'Agonie des hobereaux*, raconte la drôle de guerre, dans laquelle M. de Spens déclare avoir été un "combattant involontaire". Il l'a faite à son cœur défendant, dans une des rares unités, nous dit-il, à ne pas avoir décampé et, ce fut bien sa chance, dans le seul peloton de cette unité qui a jugé élégant de courir sus à l'ennemi au moment où l'armistice était annoncé. M. de Spens a-t-il été le dernier combattant jusqu'au bout de cette guerre qu'il n'avait pas voulue, ou le premier en date des résistants ?

Pour une fois qu'il aurait devancé l'Histoire ! Mais en 1944, elle le prend de nouveau à contre-pied en le rejetant une fois de plus du "mauvais côté" et celui qui a toujours refusé de s'engager, sinon, indistinctement, pour le drapeau blanc ou noir, l'anarchiste, le révolté, le descendant des derniers fidèles des Stuart qui ne se sent solidaire d'aucune cause, sinon perdue, à peine libéré des camps allemands se retrouve en prison. Le quatrième volume de *L'Agonie des hobereaux*, *la Loi des vainqueurs* (4) s'ouvre sur la captivité de M. Willy de Spens en Allemagne et s'achève sur sa libération d'une geôle française en 1946. "Incivique, sans le sou, une jeunesse à la dérive, dit-il, j'avais tout de même dans mes tribulations, de la chance. Une vie fichue, c'est toujours bon à prendre". Ce disant, fait-il seulement contre mauvaise fortune bon cœur ? M. de Spens narrant dans *La loi des vainqueurs* ses tribulations d'homme provisoirement libre à travers la France occupée, d'Estignols à Marseille et à Paris, trouve en lui des réserves suffisantes de mépris et, il faut le dire, de haine à l'endroit de tous ceux qui, quels qu'ils soient, marchent au pas dans ce qu'ils croient être le mouvement de l'Histoire, pour éprouver, bien installé dans sa situation de franc-tireur, une intense jubilation intérieure. C'est cette jubilation qui transfigure une vie qualifiée avec désinvolture de "fichue" en une œuvre littéraire éclatante. Les qualités principales en sont l'allégresse, supérieure à toutes les infortunes, la puissance du défi, une liberté souveraine de ton. Elles sont capables d'assurer à son auteur une belle revanche auprès de la postérité sur les conformismes de son temps.

*
**

"J'ai toujours eu l'ambition de faire de chacun de mes livres une petite planète, un micro-univers où apparaîtraient mes zones d'ombre et de lumière, mes vertus et mes péchés, cela non par souci d'autobiographie mais par désir de créer une œuvre qui soit véridique et totale, sans camouflages ni mensonges". Parce qu'il tient un Journal où rien de ce qui peut paraître honteux ou

scandaleux n'est dissimulé, M. Gabriel Matzneff s'est fait une facile réputation de libertinage et de cynisme. Mais dans l'enfer où le dernier volume paru de ce Journal (5) nous entraîne au galop de quelqu'un qui déclare n'avoir pas un moment à perdre - "plus que dix ans pour jouir de la vie, plus que dix ans pour être jeune, beau, capable de séduire les corps et les cœurs adolescents" - dans l'enfer où M. Matzneff *caracole*, selon un mot qui lui est cher, en faisant feu des quatre fers et où l'on ne peut s'empêcher de penser que la part satanique de son être s'offre en spectacle comme à la parade, on doit attention, plutôt qu'à une activité don juanesque qui intéressera surtout le public féminin, aux signes qu'il adresse à l'autre monde. Il n'a jamais cessé d'en avoir la nostalgie. "J'appartiens, a-t-il écrit dans *Vénus et Junon*, son Journal des années 65-69, aux quatre premiers siècles, quand Dionysos et le Ressuscité se disputaient le cœur de l'homme". Ils ne peuvent y cohabiter sans causer de graves désordres, M. Matzneff évoque, aussi bien, dans *Un Galop d'enfer*, journal de ses années 77-78, la période lumineuse de sa vie qui lui a fourni le sujet de son roman *Isaïe réjouis-toi*, alors qu'il pouvait espérer enfin vivre en paix, assouvir dans le mariage sacramentel son désir d'unité, de travail, de vie paisible et régulière, mais il a été chassé de ce paradis à peine entrevu par une conjuration d'anges pervers, soucieux de le précipiter dans de nouvelles aventures casanoviennes pour le seul profit de la littérature et il est emporté aujourd'hui *super flamina Babylonis*, loin de sa Terre promise, dans un courant qui semble irrésistible, vers quels gouffres. "Suis-je damné? Vais-je sombrer?". Sa plainte s'élève à la face du Dieu qui a réjoui sa jeunesse et qui risque de désespérer sa vieillesse.

Est-ce qu'il le voudra? M. Gabriel Matzneff est arrivé au point adulte de l'âge, comme il dit, où il ne peut éviter de se pencher sur la peau de chagrin de son avenir. Il confie à son lecteur que la vieillesse de Casanova le tourmente, et il y a, en effet, dans son acharnement à s'infliger le supplice multi-quotidien de l'amour, plus que la volonté esthétique de se composer une figure, la joie peut-être très chrétienne du pécheur à se faire horreur. "Horreur profonde de celui que je suis" écrit-il en relisant ses petits carnets noirs. Il gratte ses plaies jusqu'à mettre en charpie le corps pour lequel il a tant de soin : pédicure, sauna, séances chez Carita etc... Le martyr par la volupté! Mais une autre figure que ce visage tuméfié est apparue naguère à l'horizon de son œuvre et c'est celle de M. Dulaurier, le héros de *Nous n'irons plus au Luxembourg*, conduit par la diététique, le naturisme, la gymnastique suédoise à la pratique d'un jansénisme raisonnable. La vieillesse de M. Matzneff sera-t-elle celle, apaisée, de ce personnage dans lequel il s'est projeté et qui ressemble, au milieu de la bibliothèque de ses livres de la décadence latine, au Des Esseintes de Huysmans? Une autre figure est entrevue ici dans *Un galop d'enfer*. Pour la première fois, semble-t-il, dans son Journal, M. Matzneff évoque l'arrière pays de son enfance. "le temps des chevaux, des concours hippiques". Il n'en dit pas plus. La silhouette farouche du jeune garçon que nous

rencontrons le long des rues désertes du XVI^e arrondissement s'échappe dès qu'on veut l'approcher. "Je déteste mon enfance, écrit M. Matzneff, je n'ai pas envie d'en écrire". Il a pour son enfance la même aversion que Jean Paul Sartre pour la sienne. Mais on l'attend quand même à ses *Mots*. Sinon, sa figure n'apparaîtra jamais dans toute la clarté où il aspire à la placer pour l'achever. Bernanos a dit que, toujours, l'enfant prend l'homme par la main pour lui faire faire le dernier pas vers sa destinée. C'est dans la lumière de cette imagerie bernanosienne que nous nous plaisons à imaginer la vieillesse heureuse de M. Matzneff.

*
* *

Mme Françoise Mallet-Joris a voulu écrire dans *Le rire de Laura* (6) "une vie banale de bourgeoisie aisée, oisive, déçue par son mari, déçue par ses enfants, qui se regarde vieillir". La vie de cette femme frustrée qui a été, dans le milieu catholico-progressiste d'une ville universitaire de province où elle a grandi, une jeune fille exigeante, avec un violent appétit d'absolu, qui est devenue l'épouse enthousiaste d'un grand chirurgien, qui est une parfaite maîtresse de maison, qui aurait voulu être une parfaite mère de famille, se déroule dans le huis-clos d'une chambre d'hôtel au chevet d'un fils drogué, sur l'écran d'une conscience, à la faveur de confidences échangées aux limites de l'impudeur entre la mère et son enfant. C'est dans les dernières pages du livre que le rire de Laura éclate, au moment où la bourgeoisie respectable, l'épouse fidèle, la mère de famille affolée de devoirs, est allée se livrer dans une chambre voisine à un fonctionnaire international anonyme, pâle, triste et laid, comme pour trouver, dit Mme Mallet-Joris, la place de Dieu (où les femmes vont-elles Le nicher?) dans le lit de cet amant de fortune, et où elle est revenue auprès de son fils, attendant son réveil, le visage baigné de larmes de joie. C'est un rire qui ne peut être que de dérision. Est-ce-que le monde, soudain, n'est pas apparu à l'horizon de l'héroïne de Mme Mallet-Joris, un pur décor derrière lequel "il n'y a rien que le vide, des courants d'air, le mur du théâtre"? Une fois de plus, dans ce roman, Mme Mallet-Joris ne fait que dévoiler, sous le couvert trompeur d'une machinerie réaliste, l'irréalité du monde. C'est cette irréalité qui se dégage du regard scrupuleux que la romancière porte autour d'elle et auquel rien n'échappe de ce qui alimente en fait-divers la "une" des journaux de grande information : cancer, drogue, squatters... Les meilleures pages de ce livre sont celles où Mme Mallet-Joris campe dans un entrepôt abandonné du quartier de Plaisance un petit groupe de jeunes gens qu'il y a vingt ans on aurait appelés beatniks et nous fait assister au développement d'une expérience de vie en communauté sous les yeux d'un professeur d'histoire saint-simonien, pédéraste et fort sympathique. Un petit monde de René Clair est saisi dans un mélange savoureux de société autonome où se juxtaposent les souvenirs de l'Icarie de Cabet et du Robinson suisse. Le réalisme magique s'accorde dans ces pages au fantastique social pour composer la toile de fond du théâtre sur lequel Mme

*
* *

"Il n'y a pas de mémoire à l'état pur", note M. Hector Bianciotti à la première page d'un livre où il a le projet de raconter la vie d'une femme inconnue, depuis le temps "austral" de son enfance dans la pampa argentine jusqu'à ses dernières années dans un quartier populaire de Paris entre la porte Saint-Denis et la porte Saint-Martin. Il veut se poser en témoin de cette vie qui lui a été étrangère jusqu'au jour où il en a rencontré l'héroïne vêtue de sa petite robe grise d'institutrice dans un café malfamé des grands boulevards. Comment tenir ce rôle sans suppléer à la mémoire par l'imagination? Mais il se méfie de l'imagination et il ne veut avoir recours qu'à l'intelligence pour construire au présent, sur des assises que son interlocutrice semble répugner à fouiller, une architecture, une structure, une ossature autour de laquelle tout l'anecdotique d'une existence doit s'organiser pour en faire apparaître le sens. "L'intelligence, écrit M. Bianciotti, rétablit l'ordre des événements, la signification des faits, les englobe, les explique, va jusqu'à leur accorder un avenir". *Sans la miséricorde du Christ* (7) est ce livre écrit paradoxalement à la croisée des dimensions de l'espace et du temps dans un présent permanent et éternel, préfiguration peut-être de l'au-delà, où passé et futur convergent et se recourent. "Où que nous nous trouvions, nous sommes à un carrefour".

Est-ce pour s'éloigner de ce carrefour fatal que celle que M. Bianciotti nomme Adélaïde élude sans cesse le récit dans lequel l'entraîne le témoin de sa vie? C'est ce qui explique que ce récit soit tout en détours, en bifurcations, en digressions, qu'il ne chemine à petits pas tâtilons et précis que dans un flou de rêves. Le quartier de Paris où M. Bianciotti nous conduit sur les traces de son héroïne dans un piétinement menu et obstiné est décrit avec réalisme. C'est un réalisme transfiguré, à la manière d'Aragon, où le possible, dit M. Bianciotti, est aussi important que le réel et où, à chaque coin de rue, une révélation nous attend, celle que, précisément, Adélaïde veut éviter, celle de "la plaine définitive et totale" dont elle a l'obsession, plaine de son enfance, "enfer originel", dont elle voudrait exorciser la figure, mais qui agit sur elle par une fascination trouble, celle au devant de laquelle l'entraîne inexorablement le narrateur. "Il n'y a pas de sentier qui mène hors de l'enfance", écrit-il. H. Bianciotti voulait suppléer à la mémoire par l'intelligence. A la fin, dit-il, *elle ne peut rien*.

Que reste-t-il, alors de ce puissant effort pour construire, au-dessus du néant, ce tombeau d'une femme inconnue, pour arracher au tourbillonnement indifférent de l'univers la parcelle exemplaire d'une vie comme les autres? Il reste une musique, le tic-tac de la prodigieuse horlogerie montée par M. Hector Bianciotti, la magie des mots, la beauté d'une prose française dans laquelle cet écrivain d'origine italo-argentine, auteur déjà de nombreux livres, écrit son premier ouvrage. Cela, *ce n'est pas rien*.

*
* *

Les Nocces barbares de M. Yann Queffélec (8) a obtenu le Prix Goncourt. On voit très bien ce qui, dans ce roman, a retenu l'attention de M. Hervé Bazin: une enfance exclue de l'amour maternel, rejetée, malheureuse. M. Bazin a retrouvé dans *Les Nocces barbares* le goût de cruauté de *Vipère au poing*. On voit aussi ce qui, sur un autre versant du récit de M. Queffélec a pu plaire à un autre membre influent des Dix, M. Robert Sabatier: le réalisme magique, avec le grenier-refuge, tous les signes de reconnaissance de l'enfance. M. Jean Cayrol, lui, y a entendu l'appel de la mer, un grand souffle d'errance: *Les Nocces barbares* se termine à bord d'une épave sur une plage sauvage dans un décor tout à fait cayrolien, celui des *Enfants pillards*.

Les Nocces barbares, c'est l'histoire d'un enfant né du viol affreux d'une jeune fille par trois soldats d'une base américaine. Le petit Ludo haï de ses grands-parents, ignoré de sa mère, se réfugie dans un grenier où il passe son temps à dessiner des mains mystérieuses et à collectionner des cadavres de poisson. Il écoute au loin la rumeur de l'océan. On dit qu'"il a un grain". Le moment exaltant de sa journée, c'est le matin, lorsqu'il apporte à sa mère, dans sa chambre, le petit déjeuner. Il quête une caresse, un mot; il ne reçoit que des rebuffades. Il rêve la nuit à un homme inconnu qui marche sur une plage en donnant la main à une première communiant. Il essaye de les suivre; il s'enlise dans la boue. On se débarrasse de lui en le plaçant dans une institution de débiles mentaux. "Où est la mer?": c'est son premier mot quand il arrive au Centre Saint-Paul. Il écrit à sa mère des lettres auxquelles il n'est jamais répondu. Il attend chaque dimanche sa visite. Le jour, il partage avec les autres pensionnaires des souvenirs d'enfance qu'aucun d'eux n'a vécu. La nuit, il rêve toujours à la mer. Dans la nuit de Noël, il allume un incendie, il s'échappe, la mer l'appelle, il la découvre au bout de la forêt. Le phare de Cordouan, dont la lueur illuminait son grenier, éclaire ce paysage reconnu. Ludo va s'y loger dans une épave de navire comme s'il était enfin *chez lui*. C'est là, sur les confins de la terre et de l'eau, du réel et de l'imaginaire, qu'il retrouve sa mère, qu'il l'étreint dans le souvenir inconscient du viol dont il est né, qu'il assouvit son amour d'enfant.

Récit dur et féroce, mais enveloppé d'un grand manteau nocturne et étoilé de poésie, *Les Nocces barbares* est un très beau, très émouvant, très passionnant roman.

*
* *

"Périsse Rome plutôt que les principes"... Jacques de Ricaumont nous avait prévenus dans son récit intitulé *Les principes* (9) que son héroïne ne ferait jamais aucune concession à l'Amour-Passion et qu'elle se retirerait après avoir éprouvé son pouvoir sur les hommes dans une glorieuse contemplation de soi à une hauteur d'abstraction où les troubles que le cœur foment ne pour-

raient jamais l'atteindre. Ce récit qui se rattachait à la tradition du roman d'analyse français et qui s'était recommandé à l'attention du public lettré par un ton de ferveur froide et un style d'implacable vigueur, était inspiré par une politique, se déroulait selon une stratégie qui n'en était que l'application à une situation de guerre, aboutissait à une reddition sans conditions de l'Instinct et des Sens à l'Esprit souverain. Dans le siècle actuel où ce qu'il y a de plus bas dans le Romantisme achève son œuvre de subversion au mépris de toutes les lois de la Nature, *Les Principes* de M. de Ricaumont marquait un retour en force du classicisme, de son esprit d'ordre et de paix, grâce aux méthodes conjuguées de Madame de Lafayette et de Clausewitz. Mais je notais, à la fin de l'article que je consacrais à ce récit dans cette Revue, que la région où nous avait entraînés M. de Ricaumont était peut-être trop élevée pour ne pas être bordée de précipices dangereux.

Le Reniement (10) fait suite aux *Principes* et Philippine trop sûre d'elle, trop confiante dans les garde-fous par lesquels elle croyait s'être prémunie contre une chute dans les bas-fonds de la sensibilité et de la sensualité, va y essuyer une défaite. Est-ce la première fois de sa vie qu'elle éprouve, comme elle le dit, "la présence douloureuse de son cœur" en présence d'un homme? Elle a voulu, en se lançant dans une aventure galante, simple expérience de routine et de contrôle, vérifier une nouvelle fois ses pouvoirs. Elle pouvait même aller jusqu'à envisager de recourir à l'acte "infamant" par définition. Lucidité psychologique, manque de sensualité, l'adjuvant de la confession hebdomadaire à Saint-Honoré d'Eylau, tout devait concourir au succès de l'opération. Elle a échoué, non parce que Philippine s'est laissée gagner par quelque griserie incompatible avec sa nature, mais parce que le besoin d'être aimée l'a amenée à feindre l'amour pour l'homme de qui elle ne réclamait que l'accomplissement d'une pieuse et chaste liturgie d'adoration avec force encensements. Le piège tendu s'est refermé sur elle. Le désaccord des principes au nom desquels les deux amants ont conduit leur dispute idéologique a abouti à un "accord de peaux". *Le Reniement* s'achève, au terme d'une dialectique impuissante à conjurer la fatalité, dans un décor vulgaire de brasserie où le jeune homme victorieux pose sa main sur la cuisse de Philippine et ne s'arrête de manger des gâteaux que pour la regarder dans les yeux. Pouah!... On attend évidemment une riposte, une contre-offensive, une contre-révolution pour restaurer les principes et expulser du hautain récit classique un sentiment qui n'y est pas à sa place. Ce sera sans doute l'objet d'un troisième volume.

Il faut, admirer, en attendant, le déroulement rigoureux de ces jeux de l'amour et de l'esprit dans lequel le hasard n'a point de part. L'Esprit a beau y être vaincu, on retire de cette défaite qui n'est acquise que par une pure défaillance intellectuelle, et sans que les sens y aient contribué, une intense jouissance cérébrale. L'Intelligence, même lorsqu'elle doit laisser le champ libre à l'Adversaire, offre un incomparable spectacle où la hiérarchie des valeurs n'apparaît bafouée que pour mieux

nous faire comprendre sa nécessité et réclamer son rétablissement.

Cependant, n'est-il pas permis de se demander si l'exigence de Philippine et, à travers elle, de M. de Ricaumont n'est pas trop excessive, trop orgueilleuse, pour ne pas être contraire à la simple humanité (il y a dans Philippine une graine de parfaite cathare) et s'il n'entre pas dans cette volonté trop "courtoise", au sens médiéval du terme, d'installer la Femme sur un socle de pureté, au cœur d'un désert stérile, quelque ruse satanique pour prendre une revanche sur Celle qui a terrassé le Démon et qui a été le théâtre de l'Incarnation? Ce serait là une autre histoire et qui amènerait M. de Ricaumont à tirer de sa métaphysique de l'Amour quelque théologique qui en renverserait les fondements. "Périssent les Principes plutôt que Rome!!!

*
* *

Il y a dans *Naissance d'une passion* de M. Michel Braudeau (11) primé par le Jury Médicis, deux regards, deux récits juxtaposés, entrecroisés, superposés, se défiant, se censurant, se démentant, celui d'Axel et celui de Bayard, les deux cousins. Axel est en train d'écrire un roman sur sa jeunesse, sa famille, sa maison au bord de la mer à Royan pour tenter de les sauver de la destruction générale (Providence, la vieille maison, a survécu au bombardement de 1944, mais elle disparaîtra dans un incendie); Bayard tient secrètement un journal qu'après sa mort, Axel retrouvera dans une poche d'imperméable. Pour Bayard, Axel n'est qu'un truqueur et il ne dit jamais toute la vérité, mais Bayard est fou. Qui croire? Il y a dans *Naissance d'une passion*, histoire d'une famille double sous un double regard faussement complice, le côté des Balliceaux et le côté des Gelliceaux, le côté de Providence et le côté d'Effondré (autre maison au nom symbolique, dans la forêt de Fontainebleau, non plus au bord de la mer, mais au bord du fleuve, toujours baignée par l'eau). Le lecteur ne doit-il pas procéder à sa propre quête, inventer son propre récit, en avançant dans un roman où Michel Braudeau brouille les pistes, multiplie les fausses indications, agence des pièges et où il creuse une fosse-un caveau de famille- dans laquelle il accumule des "bagatelles disparates", des souvenirs insignifiants, mais qui ont une valeur de reliques. Les obsessions sexuelles, des fantasmes délirants, toutes les perversités, une érotomanie extravagante sont déversés dans ce trou, cette béance où le monde glisse, bascule, va inéluctablement s'anéantir. *Naissance d'une passion* n'est, derrière les frimes de l'amour (incestueux, homosexuel, pédophilique, vénal...) rien que la passion de la Mort. C'est un livre à lire avec attention, prudence, une admiration mêlée d'horreur.

Philippe SENART

(1) Librairie académique Perrin

(2) Fayard

(3) (4) (5) La Table Ronde

(6) (7) (8) Gallimard

(9) *Mercur de France*

(10) Cyrille Godefroid 34 rue Bonaparte PARIS

(10) *Le seuil*

NOTES BREVES

Mon Lieutenant, par Jean Cau (Julliard. L'âge d'homme).

M. Jean Cau ne pouvait choisir pour assister à l'écroulement (ou à l'écoulement) de la France en juin 1940 un meilleur poste d'observation qu'un pont sur une rivière. Le lieutenant, le sergent, les trois soldats de son récit sont chargés d'y arrêter les allemands ; ils n'en verront aucun, mais ils verront, dix jours durant, s'écouler par ce passage tout le flot de l'exode, toute la substance française, tandis qu'en contrepoint se déroulent à Candé, à Bordeaux, à Rethondes les actes de la tragédie. Pétaïn et de Gaulle, Daladier et Paul Reynaud avec leurs égéries dans leurs bagages, Hitler et Mussolini, Guderian et Rommel apparaissent dans le récit de M. Jean Cau. On y voit même poindre furtivement un Edgar Pisani qui n'a que vingt ans. Pendant que se fait (ou se défait) l'Histoire, le lieutenant et ses quatre hommes incarnent à leur poste, chacun à sa manière, cyrarde, anti-militariste, disciplinée, révoltée, héroïque, la permanence de la France. La chronique de M. Jean Cau est ponctuée de quelques éclatants morceaux de bravoure, le massacre au fusil mitrailleur des fauves d'une ménagerie à Blois, la rencontre de Mussolini et d'Hitler etc...

Dara, par Patrick Besson (Le Seuil)

M. Patrick Besson nous entraîne dans **Dara**, histoire d'une jeune croate espieuse et fantasque, à travers l'Occupation et la libération de son pays, de la Zagreb baroque, encore autrichienne, de l'avant-guerre au Paris clandestin de l'émigration royaliste yougoslave. C'est un récit pittoresque, alerte, fringant, avec une pointe très vive de libertinage, un peu mince et léger, cependant, pour ne point paraître écrasé par le Prix du Roman de l'Académie française. Quelques recherches techniques inutilement laborieuses risquent de gêner le plaisir du lecteur. Pourquoi, par exemple, faire marche arrière dans le temps pour raconter cette histoire qui finit à Paris en 1966 et qui commence à Zagreb en 1939 ? On a envie de prendre le livre par l'autre bout, sans dommage, d'ailleurs, pour le récit. Pourquoi ne nous livrer de la vie de Dara qu'une narration indirecte à travers des témoignages ? Ce sont des procédés usés et, ici, sans intérêt.

Le Professeur d'Histoire, par Vladimir Volkoff (Julliard).

Le sujet du **Professeur d'histoire**, c'est la transmission d'un héritage de civilisation. Noble déchu, royaliste naundorfien, catholique intégriste, Foncrest, professeur d'histoire dans un démocratique lycée, vit en porte à faux avec lui-même : il est séparé de sa femme et son fils a été adopté par un américain. Le roman de M. Volkoff s'organise autour des retrouvailles du père et du fils. Comment le fils perdu et retrouvé assumera-t-il l'héritage ? C'est un beau sujet à la Bourget. Mais la soutenance de thèse gêne l'essor du roman. Foncrest incarne un peu massivement la somme d'idées, d'opinions, de goûts et de rejets qui constituent le complexe de la Réaction. Professeur d'histoire, il s'est installé dans sa chaire pour, du début à la fin du livre, professer un cours magistral. Le ton de ce roman-leçon plein d'enseignements certes profitables s'en ressent.

L'été des femmes, par Daniel Boulanger (Gallimard).

Autre professeur, M. Boulanger... Une nouvelle de l'**Été des femmes**, la **Terrasse**, commence ainsi : "Le professeur parlait de Théocrite et disait qu'il n'y a pas de petits sujets ni de petites façons de voir les choses et de les ressentir". M. Boulanger, porteur de nouvelles, comme un professeur de leçons ou un arbre de fruits, voit les choses et les ressent à la manière de ce maître. Mais il ne nous donne pas d'explications. Il dit dans une autre de ses nouvelles, **Les Roses** : "Il n'y avait pas d'explication, évidemment. Les choses, les événements, les êtres sont ce qu'ils sont. Ils apparaissent et ils s'en vont. Entrons dans la ronde". M. Boulanger, professeur d'écoles buissonnières, nous entraîne dans la ronde de ses nouvelles. C'est vif, c'est presté, c'est aigu. Si, parfois, un de ces contes rend un son plus grave, ce n'est que pour nous donner le temps de souffler. On sort de cette ronde au grand air de la liberté, les joues et le cœur en fête.

L'ange du désordre, par Denis Tillinac (Robert Laffont).

C'est la biographie romanesque, mais non point romancée, scrupuleusement historique, de Marie de Rohan, duchesse de Chevreuse. M. Denis Tillinac a rencontré son héroïne à quatorze ans dans **Les Trois mousquetaires**. Il a contracté en sa brûlante compagnie une fièvre amoureuse dont ce livre est l'exutoire. Écrit à la diable (Louis XIII ne disait-il pas que la duchesse de Chevreuse était le diable), d'un château à l'autre, le long des itinéraires même parcourus par "la plus grande aventurière de l'âge le plus sulfureux de l'Histoire de France", dans un délire d'imagination et l'emballlement juvénile d'un écrivain qui remonte aux sources frondeuses de son inspiration, ce livre retentit de tout le tumulte où une certaine France héroïque et empanachée se donne, avant le coup de sifflet de Louis XIV, sa dernière récréation.

La Grande Mademoiselle par Bernardine Melchior-Bonnet (Librairie académique Perrin)

Mademoiselle de Montpensier, fille de Gaston d'Orléans, la grande Mademoiselle, traverse la même époque dans une chevauchée dont les amateurs de romanesque, de poudre et de gloire garderont toujours le souvenir. Mais elle a trente ans de moins que Marie de Rohan et juste dix ans de plus que Louis XIV. Sortie d'un roman de Mlle de Scudéry, elle fera retraite du côté de Port-Royal. Elle a été une héroïne de la Fronde, elle a tiré le canon des tours de la Bastille, elle a pris, nouvelle Pucelle, Orléans, mais elle sera la marraine du petit duc de Bourgogne dont Fénelon a été le précepteur. Elle appartient plus au Grand siècle qu'à celui de Louis XIII. Elle y fait figure de vieille tante un peu démodée, un peu arriérée, ressantant ses folles aventures dans les contre-allées des jardins de Versailles. Sainte-Beuve dit que ce qui manque le plus à sa vie, à son caractère, à son esprit, ce sont le goût, la grâce, le jugement, qualités qui marquèrent précisément la belle époque de Louis XIV. Mme Melchior-Bonnet, sa biographe, a mis ces qualités dans son livre. Elle manifeste à l'égard de son héroïne une tendresse lucide.

Ninon de Lenclous, par Philippe Erlanger (Librairie académique Perrin)

De Montaigne et de Charron à Saint Evremond et à Ninon de Lenclous, de Ninon à Voltaire, c'est ainsi que dans la série des temps, écrit Sainte-Beuve dans son article des **Lundis** sur Ninon de Lenclous et Saint Evremond, "quelques esprits font la chaîne". Philippe Erlanger consacre un livre très agréable à lire à cette Ninon qui a établi par dessus le Grand siècle entre Montaigne et Voltaire un pont de **libertinage**. Il offre en complément de peinture sociale et morale aux livres de M. Denis Tillinac sur la duchesse de Chevreuse et de Mme Melchior-Bonnet sur la Grande Mademoiselle, quelques aperçus de ruelle fort intéressants.

Madame Elisabeth, par Monique de Huertas (Librairie académique Perrin)

Louise, fille de Louis XV, est entrée au Carmel. Marie-Clotilde, petite-fille de Louis XV, princesse de Piémont, a revêtu en 1793, à l'annonce de la mort de Louis XVI, l'habit de franciscaine. Louis XVI est mort, a affirmé S.S. Pie VI, en "témoin de la foi". La béatification de Madame Elisabeth, sœur du roi-martyr, est en cours. La maison de Bourbon finit en sainteté. Le livre de Mme Monique de Huertas sur **Madame Elisabeth** est tout parfumé de l'odeur de roses qui se répandit, aux dires des témoins, sur la place de la Révolution, au moment de l'exécution de la Princesse. Mais il n'a rien d'une hagiographie et le "capitaine" qui eût sauvé l'Etat si, dit Pierre Gaxotte, "on l'avait laissé faire", y apparaît dans toute son ardeur à vivre et à se dévouer aussi bien que dans la rare pénétration de son esprit, en *Fille de France* qui n'a mérité le Ciel que parce qu'elle a été totalement de la Terre. Mme de Huertas a écrit sur Madame Elisabeth un livre complet et profond.

Choderlos de Laclos par Georges Poisson (Grasset)

Paul Bourget, l'un des premiers à avoir mis à sa vraie place l'auteur des **Liaisons dangereuses**, a écrit dans ses **Sensations d'Italie** : "Les données contradictoires de sa biographie le rangent dans cette catégorie de talents indéfinissables dont l'histoire morale nous irrite en nous échappant". M. Georges Poisson a composé sur Laclos une biographie exhaustive, qui, dans le difficile passage de la pensée à l'action, en éclaire toutes les contradictions et où rien d'un talent désormais parfaitement expliqué et défini, ne saurait plus nous échapper. On se déclare comblés.

Ph. S.

NABOKOV ET SOLJENITSYNE LA PATRIE RUSSE ET L'AMOUR HUMAIN

par Jacques NANTET

On s'en doutait depuis *Lolita*, mais les deux récentes traductions d'ouvrages de Vladimir Nabokov ne font que le confirmer : les opinions politiques de l'auteur sont solidement ancrées à droite. Ce qui, certes, n'enlève rien à sa valeur littéraire. Exemple de nationalisme classique : dans *Littérature II* (1), Nabokov attribue le prodigieux succès du discours de Dostoïevski en hommage à Pouchkine à la réaction d'un public qu'exaspère une hypothétique "montée anti-russe à travers toute l'Europe depuis 1880". Ou encore, comparant Tchekhov à Maupassant, il ne peut s'empêcher de préciser que le premier est de toute manière "cent fois supérieur au second". Exemples plus idéologiques. Nabokov défend sans concessions l'ancien régime : "La Russie du XIX^e siècle était un pays libre. Des interdits, mais pas d'ordres". Ou bien : "Si dans l'esprit des tsars les écrivains devaient être au service de l'Etat, dans l'esprit des radicaux, ils devaient être au service des masses". Et : "L'opinion publique... avait un certain poids dans la Russie pré-révolutionnaire". Affirmation nuancée d'ailleurs d'une légère ironie :

"Quels que fussent les défauts de l'ancienne administration russe, il faut reconnaître qu'elle possédait une qualité précieuse : une totale absence d'intelligence".

Cette attitude de Vladimir Nabokov est confirmée par une vive allergie à l'idéologie de gauche. Il la détecte même sous sa forme la plus ténue : les boucles noires d'Anna Karénine valent plus que les "idées idiotes" (il s'agit des zemtovs sur les exploitations agricoles) du propriétaire terrien Liovine. Nabokov dénonce violemment les "tentacules de l'Etat sur cette chose farouche, fantaisiste et libre qu'est la littérature". D'ailleurs "le poison idéologique, le message - pour employer un terme inventé par les pseudo-réformateurs - commence à infecter le roman russe au milieu du siècle dernier, il lui fallut moins de cent ans pour le tuer". Ça va quelquefois loin. Notre auteur reproche à Tourgueniev d'avoir contribué en 1861 à l'émancipation des serfs sur ses terres. Et logiquement, rien ne subsiste dans son esprit de la littérature "soviétique", de Maïakovski, Pasternak, Alexandre Blok ou André Biely.

Bien entendu de telles opinions politiques débouchent sur des jugements littéraires parfois surprenants. Dans *Littérature II*, Vladimir Nabokov porte Gogol ("toujours au bord de son abîme personnel") aux nues. Mais à condition de bien retenir qu'il n'est en rien un "réaliste" (il connaît d'ailleurs fort mal la société russe et son administration) et que *Les âmes mortes* ou *Le manteau* soient dégagés de toute interprétation sociale. Quant à Tourgueniev, il se relève mal d'avoir contribué à la libération des serfs ! Et puis, il y a toujours chez lui un point de vue didactique qui indispose. Sauf dans *Père et fils*, *Les souvenirs d'un chasseur* et *Une nichée de gentils-hommes*, qui seuls surnagent. Dostoïevski est proprement tourné en ridicule à cause de sa sentimentalité mélodramatique ; et à cause de ses chrétiens névrosés qui passent leur temps à se tortre les mains. Enfin le grand Tolstoï vient, porté par un puissant "courant de conscience", mais une préférence est marquée pour *Anna Karénine* (l'admirable description de l'accouchement de Kitty). Car, hélas, dans *Guerre et paix*, le génie est souvent submergé - déjà - par des préoccupations humanitaires. Tchekhov est admiré avec *La dame au petit chien*, et, bien sûr, *La mouette*, dont le personnage de Trigorine - l'écrivain "arrivé" - est étudié très subtilement. De Gorki, rien ne subsiste (même pas *Les bas-fonds*), ni écriture, ni thèmes, ni surtout en général le caractère de l'homme, fort méprisé, traité à tous. Il fut probablement assassiné sur ordre de Staline.

Des portraits originaux, et en effet subtils. Chaque jugement a ses motifs bien articulés, qui apparaissent peu à peu, proches ou lointains, et présagent de la figure de Vladimir Nabokov lui-même. On peut se demander si la préférence accordée à *Anna Karénine* sur *Guerre et paix* ne tient pas aussi au fait que le thème essentiel du premier livre amène à décrire la haute société aristocratique de Saint-Petersbourg, milieu dans lequel est né Vladimir Nabokov, où il a vécu jusqu'à la révolution d'octobre 1917. C'est vers cette ville et cette classe - très différente de la noblesse moscovite - que va se tourner continûment notre auteur dans son recueil de nouvelles, *Détails d'un coucher de soleil* (2). L'action se déroule souvent dans la même famille et son vaste hôtel particulier de Saint-Petersbourg, ou dans une propriété toute proche. Ainsi de "L'Arroche", d' "Une mauvaise journée", de "Noël" notamment. Nouvelles qui mettent en scène des modes de vie très occidentalisés, à commencer par les gouvernantes françaises, anglaises ou allemandes des enfants, le service de table qui n'a plus rien de russe, etc. Voilà vers quoi va la nostalgie de Nabokov, qui porte son talent, et qui le décrit. J'ai dit simple nostalgie, car sa forte inspiration littéraire - si elle n'exclut pas l'intelligente pénétration des sentiments des autres auteurs - n'est pas, elle-même, étouffée, accompagnée de la foi orthodoxe, non plus que d'un désir combattant de retour triomphal au pays de ses ancêtres. Nabokov n'est pas un homme de foi, ni un combattant. Il serait assez proche d'un Malaparte, mais avec moins d'amertume et de violence. Somme toute, Vladimir Nabokov reste bien, avant tout, l'auteur de *Lolita*.

*
* *

Ainsi ressort ce qui unit Nabokov et Soljénitsyne - l'amour de la patrie, placé très haut - et leurs différences. Une d'entre elles est très apparente : s'il est au monde un combattant, acharné à arracher son pays à la fatalité, c'est bien Soljénitsyne. Non, la défaite devant les armées de Guillaume II n'était pas fatale. Et la révolution d'octobre eût pu être évitée. Cela est encore vrai pendant toute la période que couvre *La roue rouge II* (3) - 27 octobre, 17 novembre 1916. Oui à l'orthodoxie, et Soljénitsyne se passionne à travers un de ses personnages, Sania (qui ne serait autre que lui-même ?), pour la querelle entre Tolstoï et Soloviev au sujet du Royaume de Dieu. Dans *Guerre et paix*, seule la princesse Marie priait. Comme savait prier aussi la vieille nounou qui mesurait en prières les temps de cuisson : pour des œufs à la coque, deux Pater et trois Ave. Oui, on peut encore sauver la langue russe après soixante ans d'abrutissement bureaucratique, et c'est dans un russe magnifique, ressuscité, réinventé que nous sont rapportés les sentiments, les événements tout au long de la période.

Alors, en effet, Soljénitsyne est obligé d'évoquer tout l'Empire russe, même si ça grince de temps à autre, et son discours se justifie par la hauteur mystique de l'inspiration. *L'Empire éclaté* (Hélène Carrère d'Encause), avec ses slaves d'origine chrétienne et la masse montante des musulmans, selon lui n'est pas encore là. Certes, c'est plus compliqué qu'au temps de Tolstoï. Et si par moment l'œuvre s'écarte quelque peu de la perfection littéraire de *Guerre et paix*, c'est que l'époque est moins littérairement parfaite. Soljénitsyne distingue comme Tolstoï l'aristocratie de Saint-Petersbourg et la noblesse moscovite. Mais il y a tout le reste qui a pris son influence propre, et l'auteur doit parler de l'armée, des juifs, du monde politique parlementaire, des intellectuels plus ou moins révolutionnaires, par-dessus tout ça de la famille impériale. Et bien sûr des classes moyennes montantes, dont Soljénitsyne est issu. Nous nous retrouvons au sud de Rostov, dans le Haut-Caucase, côté de Stavropol, sur l'immense propriété de Zacharie et Romain Toutchak. Père et fils, typiques des plus atroces nouveaux riches, qui ne s'entendent pas. Romain est un pleutre, bon à rien, et se promène en Rolls-Royce. Et, tout ce monde de koulaks, directement sorti de la paysannerie, est lui-même snobé par la puissante colonie allemande : le baron von Stengel ne fréquente pas ces gens là.

Encore moins les villageois. Là, on souffre. Des classes nouvelles de garçons sont appelées sous les armes, les femmes trompent leurs maris mobilisés, les réquisitions de grains, de bétail se font de plus en plus lourdes et abusives, et ceux qui y échappent s'évadent vers un statut indéterminé. Tous se plaignent que les paysans instruits ou enrichis sont proclamés "citoyens honorables", et perdus pour la classe paysanne. Le seigneur est en séjour en France, un petit négociant songe à liquider ses affaires. On n'a même plus confiance dans les "zemtovs", et on s'excite contre la ville voisine. Dans ce milieu qui se désagrège, la colère, le trouble régissent.

Voilà sans doute, aux yeux de Soljenitsyne, un des points faibles de l'Empire. A l'armée, la situation est plus stable, après les terribles défaites du début. Le front ne bouge pas, et les munitions sont redevenues largement suffisantes. L'état-major général, sommet d'où tout se décide apparemment et où réside de plus en plus le tsar, est situé dans la jolie petite ville de Mogioliov. Nous y retrouvons le colonel Vorotyntsev, dont Soljenitsyne a fait le modèle des officiers russes modernes, brevetés, et qui forment les cadres les plus solides de l'armée. C'est le train-train de la vie de popote, sorte de vaste hôtel pour officiers supérieurs. On sollicite une audience du tsar, et toutes les thèses, les rumeurs courent à travers la ville. L'accord est à peu près général sur le fait que le front est trop long, et les Roumains des alliés inutiles et encombrants. Le général Gourko, qui a beaucoup de partisans, voudrait réduire le nombre des armées de quatre à trois, et libérer un million d'hommes qui seraient plus utiles dans leurs fermes ou dans les usines. Mais on se partage selon les orientations politiques. L'extrême-droite souhaite une paix séparée, qui rapprocherait Guillaume II et Nicolas II, alliés naturels, et mettrait fin au pacte contre-nature de la Sainte Russie avec une France républicaine et ses amis américains. Pourquoi les Russes seraient-ils les "Sénégalais" de ces gens là ? Cependant, la majorité des officiers est entraînée par le patriotisme, le souhait de la victoire, et on se sent plus près des options jusqu'aux-boutistes du monde parlementaire, de la Douma où une gauche modérée l'emporte, que d'une tsarine allemande dont l'influence sur son époux est redoutée. Alors, certains se font les partisans, avec le général Rimski-Korsakov, d'une révolution de palais...

Cependant, en apparence, tout reste calme. La stavka (état-major) envoie des missions d'inspection sur le front, dans les régiments. Soljenitsyne décrit avec humour l'arrivée d'une d'entre elles dans un cantonnement : "L'inspecteur et l'aide de camp technicien sautèrent gaillardement à bas de leurs chevaux (on accourut pour recevoir les rênes), tandis que le reste de la commission extrayait difficilement ses jambes de l'automobile". Un "capitaine fureteur", remarquablement agile, grimpe tour à tour sur l'affût des canons, et fait des observations sévères sur leur tenue, leur entretien. Ainsi l'armée continue-t-elle à bien fonctionner. Mais elle est oisive, les permissions sont facilement accordées et le colonel Vorotyntsev lui-même part pour Moscou retrouver sa femme, avec l'intention secrète de pousser jusqu'à Petrograd afin de prendre des contacts utiles. Ce voyage est l'occasion pour l'auteur de situer l'armée dans la nation, et d'évoquer les problèmes sentimentaux que posent séparation et retrouvailles. Et nous découvrons un Soljenitsyne nouveau, sensible, touchant analyste de l'âme féminine, de la vie d'un couple, des amours. Loin de nous la grande politique, l'avenir de la nation. La Russie est faite d'hommes et de femmes russes, qui s'aiment, se trompent, sont heureux ou malheureux. Aline Vorotyntsev attend à Moscou son mari, venu pour fêter son anniversaire, avec des sentiments mêlés. Mariée depuis une dizaine d'années, sans enfant, séparée d'un

mari retenu à l'armée depuis deux ans, elle fréquente un milieu très artiste, et donc plutôt de gauche. Il y a quelques jours, à la suite d'une représentation d'amateurs à laquelle elle participait, elle a reçu l'hommage resté anonyme d'un "immense bouquet inembrassable, symbole de la vie radieuse, pleine de sentiments tout aussi immenses pour lesquels elle était née". Or, elle est déçue que la carrière du très brillant colonel Vorotyntsev se développe si lentement, et en même temps elle est fière car il vient de recevoir la Croix de Saint Georges. Tous ses amis doivent le savoir, les entourer pour la fête, et l'admirer. Mais "le feu reprend mal". Vorotyntsev ne se plaît pas dans ce milieu frivole. Et s'ils s'aiment un soir, quelle déception d'apprendre qu'avant même l'anniversaire il veut partir pour Pétrograd, où sa sœur habite et doit lui ménager des rencontres utiles. Or, chez les Chingieriov, au lieu de porter son attention sur les "personnalités", notre colonel ne retient que le regard de la belle, intelligente Andozevskaïa. Et c'est le coup de foudre réciproque. Adieu les hommes politiques, les généraux influents, objets officiels de sa présence dans la grande ville. Avec les amoureux nous faisons de longues promenades dans le vieux et charmant quartier de l'île Apté-karski, nous suivons le quai Passotchnaïa, nous apercevons la petite rivière Nevka, et nous nous enfonçons dans les jardins désuets, déjà à demi-dénudés par l'automne, de l'île Kamenny.

Tout est oublié, mais à Moscou Aline s'irrite. La date de l'anniversaire approche. Il faut s'arracher, et ces retrouvailles entre époux sont pathétiques. Mari et femme se retrouvent dans une "nouvelle galaxie". Aline avait tout deviné, et son colonel naïf lui avoue le reste. Alors ils partent, presque à l'aventure, fêter seuls, loin des amis, cet étrange anniversaire. L'automne est déjà avancé, l'auberge maussade, les promenades mettent à nu les deux cœurs qui, finalement, se reprennent à s'aimer. Les plus belles pages de Soljenitsyne sont là. Qu'il soit remercié d'avoir longuement montré, au milieu des institutions, des classes sociales ébranlées, le cœur humain, trop humain, des hommes et des femmes russes.

Certes, Soljenitsyne aime les Russes et sait magnifiquement le démontrer. Mais son instinct le ramène à l'analyse de tous les éléments constitutifs d'une Russie encore dans la balance. Si Vorotyntsev ne s'est pas plu dans le milieu de sa femme Aline à Moscou, c'est aussi parce que la majorité du groupe rassemblé autour du brillant et riche couple des Korzner est, comme eux, juive. Or, l'antisémitisme est le mal latent des Russes ! Un problème si spécieux, si tentaculaire, qu'on ne saurait, nous dit Soljenitsyne, "ni l'éviter ni le résoudre". On en parle à l'armée : faut-il même mobiliser les juifs ? L'opinion de Vorotyntsev, plutôt modérée, est qu'on ne saurait "ni les détester en bloc, ni les critiquer en bloc". Mais, ajoute-t-il, "je refuserai toujours résolument de livrer la Russie à la direction condescendante des juifs, même si cette direction n'est qu'intellectuelle". Soljenitsyne, pour sa part, prend la peine de décrire minutieusement la situation réelle des juifs. Ils ont de l'argent, ils tiennent toute la presse. La majorité des étudiants portent des

noms juifs. Ce sont les futurs Gunzbourg, Kamenka, Rothschild. Donc, un problème incontournable. D'ailleurs exploité par l'extrême-gauche, les bolcheviks. Ceux-ci, pour faire de l'argent, vendent aux cercles juifs occidentaux de fausses informations sur de prétendues persécutions des juifs en Russie. A vrai dire, il ressort de tout cela que Soljénitsyne, qui n'est en rien antisémite, estime qu'on ne peut pas renoncer au mouvement général de libération "sous prétexte qu'il plait aussi aux juifs". Il faudrait élargir les zones de résidence autorisées. Et, en patriote, il conclut qu'il est d'ailleurs impossible de combattre, à la fois, les Allemands et les Juifs.

Ainsi sommes-nous ramenés à la grande politique. Ce qui suppose l'examen systématique des divers milieux influents en la matière. Ils sont tous dominés par les "intellectuels", des écrivains en puissance dont Maxime Gorki symbolise l'idéal sans se rallier jamais, d'ailleurs, à l'un ou l'autre de leurs groupuscules. En gros des anarchistes aux origines les plus diverses, depuis Alexandre Goutchkov, petit-fils de serf et vieux croyant, jusqu'à Obodovski, noble, dont la femme, une Pouchkine, était invitée au couronnement de Nicolas II. Vaste bouillon de culture, dont le libéralisme confus, qui prétend s'exprimer directement au nom du peuple, en est, en fait, fort éloigné. Le moteur de la politique d'avant-garde passe de la sorte peu à peu, face à l'ignorance résignée des masses populaires, à un impatient et dangereux radicalisme.

A partir de là de véritables partis s'esquissent. Le plus modéré est le Bloc progressiste, qui sans mettre en cause les intérêts des chefs d'industrie, des banquiers, ni le système des sociétés par actions, porte l'essentiel de son impatience à l'encontre de la paysannerie et des propriétaires terriens, considérés, les uns et les autres, comme les éléments les plus rétrogrades de l'empire russe. A la gauche du Bloc progressiste, les "Cadets" (K.D.) qui voudraient étendre l'effort révolutionnaire partout en Russie. Puis les Sociaux démocrates, simples mencheviks ("majoritaires"), dont se détachent de plus en plus les bolchevicks ("minoritaires"), qui appellent à la fin du système capitaliste, prônent la lutte de classe et la dictature du prolétariat. A leur tête, notamment, Joseph Djougachvili (le futur Staline), déporté en Sibérie, et Vladimir Oulianov (le futur Lénine), qui reste de l'étranger l'inspirateur suprême des bolcheviks.

Soljénitsyne se livre à une description minutieuse de l'action de Lénine, à Zürich. Il faut arbitrer entre les rivaux (Boukharine, Radek, Zinoviev, Trotski), rendre courage aux militants tout en redoutant, à chaque instant, une paix séparée entre les Allemands et les Russes, qui sauverait les deux empires. Vie harassante, faite d'accords précaires, et de force papier noir. Il faut aussi trouver de l'argent. Ce qui, paradoxalement, n'est pas la tâche la plus ardue. Les affairistes s'en mêlent. Une agence d'importation-exportation, dirigée du Danemark par un certain Parvus, en fournit beaucoup. Argent suspect, cependant, puisque Parvus est très lié avec Trotski, l'un et l'autre partisans d'une révolution permanente. Soljénitsyne laisse clairement entendre que Lénine

reçoit - pour son mouvement - de l'argent de gros capitalistes allemands désireux de voir s'effondrer, grâce aux bolcheviks, l'empire russe. Lénine joue la révolution contre sa patrie.

Tout cela s'insère plus ou moins bien dans les institutions. Sans parler d'un Sénat dirigeant (organe suprême de la justice) et du Très Saint Synode - tout deux créés par Pierre le Grand -, il existe aussi depuis 1905 un Conseil des ministres, dont le président et les quatorze membres sont nommés par l'empereur et responsables devant lui. Mais la Douma d'empire, qui est créée en 1906 et a un corps électoral compliqué (censitaire, il est divisé entre nobles, bourgeois, ouvriers, paysans) a pris, à l'époque considérée, de plus en plus d'autorité. Bien qu'elle ait été dissoute trois fois, le président en exercice de la Douma, Rodzianko, est finalement devenu plus stable que le Président du Conseil des ministres, et il pèse d'un plus grand poids. On va le voir à l'occasion d'un grave conflit. Le député Milioukov accuse ouvertement, de la tribune, la tsarine de trahison. Immédiatement mis en cause, Rodzianko doit démissionner, mais il est réélu triomphalement deux jours après le scandale, alors que Sturmer, président du Conseil d'origine allemande, doit, lui, se retirer.

Ainsi s'affrontent l'exécutif et le pouvoir autocrate. Ainsi, remarque Soljénitsyne, s'est substituée, peu à peu, pour la première fois en Russie, à la notion d'autocratie la notion de dictature. Une remarque qui rejoint entièrement le point de vue de Vladimir Nabokov. En fait, à la cour, une crise latente se développe, et Soljénitsyne l'analyse crûment, d'une manière qui pourrait difficilement le faire passer pour un monarchiste resté convaincu. Il fait remonter le divorce entre les Romanov et le peuple à la mort d'Alexandre II. Avec Alexandre III "s'était éteinte l'énergie de la dynastie". Soljénitsyne décrit Nicolas, prince héritier, comme insouciant de son avenir de souverain, répugnant à accomplir les quelques tâches dont on le charge, et principalement occupé à "batifoler" avec les jeunes filles de la société, notamment les piquantes comtesses Cheremetiev. Une fois marié et couronné, la tragique disparition à Kiev de Stolypine, le meilleur serviteur de la patrie et soutien du trône, laisse le tsar presque indifférent. Alors, certes, il a fait un mariage d'amour et le couple impérial est exemplaire. Mais, nous le savons, les années de guerre passant, Nicolas II veut de plus en plus prendre les affaires militaires en mains, et doit vivre souvent à Mogioliou avec la starvka. Et là, cet homme indécis est de plus en plus partagé entre l'influence de sa femme et celle de "maman", l'impératrice-mère. La tsarine est de la sorte fréquemment livrée à elle-même, et sa santé est fragile. Sa petite famille, les charmantes grandes duchesses, l'entourent, mais l'incurable maladie, l'hémophilie du tsarevitch la mine. C'est un femme "énergique et impuissante", écrit Soljénitsyne. Princesse allemande, méticuleusement économe, elle n'est pas aimée des divers grands ducs - assez intrigants - et elle n'a jamais aimé la société de cour, toutes ces femmes qui ne s'intéressent "qu'aux officiers". Elle dira un jour : "Notre pauvre pays manque d'ordre, parce que

l'ordre est étranger à la nature slave”.

Voilà la situation dans laquelle elle se trouve au moment de la crise provoquée par le discours du député Milioukov. Elle est sensible au fait que le président du Conseil des ministres, Sturmer, a dû démissionner parce que deux de ses propres ministres l'avaient abandonné, et au fait que l'opinion s'est répandue que “les Allemands” servaient la dynastie plus qu'ils n'étaient attachés à la Russie. Alors la tsarine, devenue fervente orthodoxe, veut rechercher les sources de la mystique russe. Deux des grandes duchesses, surnommées “Les Monténégrines”, ont justement introduit à la cour un moine hirsute, pauvre, ignare, sale mais apparemment pieux, inspiré et c'est le règne de Raspoutine qui commence. Il s'attarde seul avec la tsarine. Il est consulté en priorité pour tout (désignation des gouverneurs, du haut procureur du Synode, etc), et décide de tout en dépit des scandales, de l'atmosphère malsaine qui se répand autour de lui. De nombreuses femmes de la société en sont folles, répondant aux appels de la plus basse sexualité. On décrit des orgies avec des comtesses, des princesses toutes ensemble. On prétend que la tsarine, elle-même, lui donne accès à sa chambre : cette impératrice allemande, espionne, couche avec Raspoutine, et il a aussi accès aux chambres à coucher de ses jeunes et charmantes filles. Les ragots - justifiés ou non - vont bon train, et, conclut Soljenitsyne, celle qui a longtemps été forte ne remarque pas qu'elle devient faible. Les maris outragés s'agitent, des partis se forment à l'intérieur même de la cour. Svetchine est-il nommé général ? C'est parce que sa femme se livre à Raspoutine, et qu'il le tolère.

*
* *

Alors, à propos de *La Roue rouge II* (27 octobre-17 novembre 1916), une première question se pose. Evoquer librement tous ces problèmes, à travers tout l'empire russe et toutes les catégories sociales, est-ce vraiment faire preuve - l'accusation a été portée - d'une slavophilie, d'une mongolophilie, d'un tataro-messianisme, d'un passéisme effréné ? N'est-ce pas plutôt faire montre d'un grand réalisme ? Il consiste à soupeser avec une patiente pénétration la part de vérité - de besoin réel et de jugement approprié - qui est en chacun et dans chacune des catégories sociales. Ainsi les soldats désœuvrés, trop nombreux ont raison de souhaiter le retour chez eux, et les femmes ont raison d'appeler leur retour au foyer et au travail. Les officiers ont raison, à la stavka, de vouloir les libérer en supprimant une des armées. Les paysans ont raison de s'élever contre ces réquisitions, ces collectes trop lourdes, et qui se perdent pour pourrir dans des hangars. Les ingénieurs ont raison de souhaiter le renforcement de la production et le développement des moyens de transport. Quant aux socialistes, les étudiants, ils ont raison de rêver à un nécessaire progrès. Les cadets ont leur voie, et les sociaux-démocrates, plus dirigistes, ont la leur qui peut être juste. La famille impériale - pour laquelle plaide la fougueuse Andozevskaïa, maîtresse

d'un jour de Vorotyntsev - a raison de redouter la montée de la dictature contre l'autocratie. Et le Très Saint Synode, les divers responsables religieux ont raison de redouter la déchristianisation ou plus généralement l'instauration d'un matérialisme aveugle. Mais tous sont plus ou moins paralysés. Soljenitsyne décrit ces cadets, ces gens qui savent tout et qui passent leur temps à se rencontrer afin de se confirmer les uns les autres. A la vérité pèse sur tous une impression d'impuissance, un interdit informulé ; “Le sol de la Russie était inépuisable, et trop peu nombreux les hommes capables de le mettre en valeur”. Même les bolcheviks ont raison : il faut améliorer la condition ouvrière. Eux seuls, pourtant, ces minoritaires, ces fous - Staline au fond de la Sibérie, Lénine à Zürich - contre toute vraisemblance échappent à la malédiction générale, et ne doutent pas.

Cependant - ici encore Soljenitsyne est réaliste - rien n'est définitivement joué en octobre-novembre 1916. Une révolution de palais (thèse du général Rimski-Korsakov), la paix entre les deux empires, et tout peut changer car “la grande histoire des peuples dépend souvent d'individus, ou d'événements insignifiants”. Une grève peut échouer ou réussir. C'est Soljenitsyne qui est “pluraliste” - plusieurs voies sont ouvertes - contre les *Pluralistes* qu'il attaquait dans un livre récent (4). En fin de compte, ne se dégage chez Soljenitsyne, particulièrement dans *La Roue rouge I*(4) et aujourd'hui *La Roue rouge II* qu'une seule référence constante : celle à Stolypine. Au moment du grand malheur de son assassinat à Kiev, tout commençait à remonter dit Soljenitsyne. Or, faisons-le remarquer fortement, Stolypine était un homme de progrès, l'homme des transports (les trains “Stolypine”, l'homme de la propriété privée rendue aux paysans, enfin libérés du “mir” (terres communales) et du seigneur, l'homme de bien d'autres initiatives encore dans le même sens. Donc Soljenitsyne lui-même est un homme de progrès, contre les rêveries socialisantes des “pluralistes”. Un homme de droite, peut-être, si cela veut dire un patriote. Se situant en-1916, il est pour la victoire et contre les bolcheviks. Un patriote comme Nabokov, mais d'une bien autre espèce ; moins nostalgique, moins littéraire (bien que ses analyses du cœur humain rejoignent dans *La Roue rouge II* les plus belles pages de littérature russe), mais plus conquérant et déterminé. Il ne se décourage jamais.

Jacques NANTET

(1) Vladimir NABOKOV. *Littérature II. Gogol, Tourgueniev, Dostoïevski, Tolstoï, Tchekhov, Gorki*. Présenté et annoté par Fredson Bowers ; traduit de l'anglais par Marie-Odile Fortier-Masek. Editions Fayard, 1985.

(2) Vladimir NABOKOV. *Détails d'un coucher de soleil*. Traduit de l'anglais par Maurice et Yvonne Couturier et par Vladimir Sikorsky. Editions Julliard, 1985.

(3) Alexandre SOLJENITSYNE. *La Roue rouge deuxième næud*. Traduction du russe par Mme Anne Coldefy-Faucard ; Geneviève Johannet ; Françoise Baqué-Longe ; José Johannet et Jean-Paul Sémon. Editions Fayard/Seuil, 1985.

(4) Jacques NANTET. “Soljenitsyne et le pluralisme” in *France Forum*, n° 213-214 (juillet-septembre 1984).

JOSEPH CONRAD ET LES CHEMINS DE L'EMPIRE

par Franck LESSAY

*D'ascendance polonaise, Joseph Conrad (de son vrai nom Korzeniowski) naquit sujet russe en 1857. Engagé dans la marine marchande française à la fin de son adolescence, il devait bientôt quitter celle-ci pour la marine britannique. Son premier roman, *Almayer's Folly*, parut en 1895. Ayant appris l'anglais à l'âge de dix-neuf ans, Joseph Conrad n'écrivit que dans cette langue. Il mourut sujet britannique en 1924.*

Les romans de Conrad empruntent beaucoup – mais non pas uniquement – à son expérience de la mer et à sa connaissance des terres lointaines de l'époque. Leurs résonances morales et philosophiques leur confèrent une valeur toute particulière et font à coup sûr de Conrad l'égal des plus grands romanciers européens de la fin du 19^e siècle et du début du 20^e. On ne peut que se réjouir que cette œuvre, difficilement accessible en français, soit en cours de réédition et, simultanément, de retraduction chez Gallimard.

L'article de Franck Lessay reprend, pour l'essentiel, le texte d'une communication présentée lors d'un colloque organisé à la Sorbonne en octobre 1985 par le "Centre d'Histoire des Idées dans les Iles britanniques" de l'Université Paris-IV, sur le thème : "Migrations".

*"N'avons-nous pas, ensemble et sur la mer immortelle,
arraché un sens à notre vie pécheresse? Adieu, frères!
Vous étiez de bons compagnons".*

(Le Nègre du Narcisse)

Paraphrasant Louis-Ferdinand Céline, l'on serait tenté de dire que les empires, "c'est bien utile, cela fait travailler l'imagination". Cette vérité à peine retouchée vaudrait tout particulièrement pour les empires coloniaux, avec leur dimension de conquête et de distance. Les possessions outre-mer sont propres à alimenter toute sorte de rêveries plus ou moins pures. Elles s'associent naturellement aux thèmes fondamentaux du voyage, de la guerre, de la découverte de l'autre et de l'accomplissement de soi dans la confrontation avec des êtres et des paysages inconnus. Elles se prêtent également à la méditation sur l'histoire, le devenir des civilisations, les rapports entre les hommes et les nations. Par là, la réalité impériale se découvre sujet moral autant que poétique. Et il n'est pas sûr que la littérature soit moins bien armée que la science historique pour mettre au jour les vérités plaisantes ou cruelles

qu'elle renferme.

L'œuvre de Conrad, à cet égard, peut paraître un bon exemple de ce qu'il est possible à un écrivain de dire sur un temps fort de l'époque moderne, entendu au sens large. S'il est un romancier dont les créations ont fixé de manière mémorable le moment colonial de la conscience européenne, c'est sans doute celui-là.

Mythologie coloniale

La nostalgie un peu trouble de la période des grands empires, qui explique le succès d'un certain nombre d'œuvres littéraires ou cinématographiques contemporaines, ne saurait, en effet, mieux se satisfaire qu'à la relecture des romans "exotiques" de Conrad, qui comptent parmi les plus puissants qu'il ait écrits. Ayant eu la chance ou la malchance d'en posséder une connaissance de première main, Conrad évoque aussi bien l'empire britannique, comme dans *Lord Jim*, l'empire français, comme dans *Cœur des Ténèbres*, ou l'empire néerlandais, comme dans *La folie Almayer*. Il en fait revivre la population blanche sous ses visages les plus divers - militaires, fonctionnaires, marchands, aventuriers de tout

acabit — et, bien sûr, la population indigène, à la présence plus discrète et plus prégnante à la fois - qui ne fournit pas de héros à ses récits mais, en quelque sorte, un partenaire collectif obligé : Malais, Chinois, Africains. Il dépeint à loisir les paysages tropicaux dans la magie de leurs couleurs et de leurs parfums, s'attachant à souligner leur étrangeté, leur force de séduction, la peur qu'ils peuvent susciter. Il recrée la fascination exercée sur la sensibilité occidentale de ses personnages par ces lointains du Sud ou de l'Orient : ayant goûté aux sortilèges de la jungle africaine, Kurtz, le héros équivoque de *Cœur des Ténèbres*, ne pourra s'en arracher ; après avoir commis la faute qui le désigne à l'opprobre universel, Jim ne concevra pas d'expiation possible ailleurs que quelque part vers l'Est, fuyant sans cesse vers des régions de plus en plus reculées de l'Océan Indien ; c'est encore sur une île de l'archipel malais qu'Axel Heyst, le héros suédois de *Victoire*, cherchera refuge, loin des mensonges et de la décadence du Vieux Monde. Toute une galerie de portraits d'Européens en proie à l'attraction irrésistible des espaces coloniaux défile ainsi dans les récits de Conrad, dont aucun n'illustre mieux ce vaste transport d'Europe vers l'outre-mer que *Cœur des Ténèbres*. Au quart anglais, au quart français, et d'origine énigmatique pour le reste, Kurtz est un parfait composé, ou amalgame, des ingrédients nationaux qui font, sous les tropiques, l'Européen-type. "Toute l'Europe, déclare le narrateur Marlow, "avait contribué à la genèse de Kurtz". Et c'est un fait, pour ne mentionner à présent que cet aspect de sa valeur symbolique, que Kurtz résume en sa personne tous les accomplissements de la civilisation européenne : poète, peintre, musicien, administrateur, explorateur et, accessoirement, homme de guerre, il est ce que le vieux continent produit de plus achevé en matière d'honnête homme moderne - à la fois Dr Schweitzer, Savorgnan de Brazza et Dr Livingstone. Sur un mode beaucoup plus mineur, un autre personnage de ce récit offre une version frappante de ces rapprochements affectionnés par Conrad entre arrière-plans nationaux : l'ancien officier de marine rencontré par Marlow au cours de sa pérégrination en quête de Kurtz, fils d'un archiprêtre russe, formé à bord de vaisseaux britanniques, et employé d'un négociant hollandais.

Conrad crée de la sorte un arché-type qui hantera les nouvelles de Somerset Maugham, certains romans de Simenon et les œuvres de bon nombre d'auteurs de moindre envergure : l'expatrié blanc au passé incertain, incapable de quitter la colonie où il recherche l'oubli, porteur d'un douloureux secret qui le fait languir, oscillant entre la tentation d'entreprises téméraires vouées à l'échec et les périodes de prostration désabusée, assoiffé de solitude en même temps que rendu amer par son isolement au sein d'une nature et d'une population indigène au mieux indifférentes, fréquemment hostiles. Rarissimes sont dans cet univers les cas de réussite personnelle. Stein lui-même, le prospère négociant allemand qui sera l'instrument de la rédemption de Jim en l'envoyant à Patusan, est un vaincu de la révolution de 1848 qui, malgré la richesse acquise ultérieurement, ne trouve la sérénité que dans la contemplation admira-

tive, mais teintée de désenchantement, de sa collection de papillons - par où, d'une certaine façon, il préfigure assez bien le détachement altier du monde que montrera plus tard, dans un environnement historique différent, cet autre ancien guerrier et voyageur passionné d'entomologie qu'est Ernst Jünger. Quant à Jim, même si, selon les termes de l'omniprésent narrateur Marlow, il "atteint à la grandeur", ce n'est qu'à l'issue d'une longue période de frustrations et d'errance inquiète, et par un sacrifice de sa vie où s'exprime "un idéal de conduite obscur" (1). En vérité, le paradigme de ces "épaves d'Occident", pour reprendre une expression de Raymond Las Vergnas, est constitué par Almayer, le Hollandais dont la destinée fit le sujet du premier roman de Conrad. Rêves avortés de richesse et de gloire, trahison de l'héritage blanc, déchéance physique et morale, mort solitaire : tous ces thèmes que l'on retrouvera, dosés de diverses manières, jusque dans les dernières œuvres de Conrad, sont concentrés dans le parcours typique d'Almayer, où s'annonce l'échec essentiel auquel le romancier condamne toute existence passée dans les empires.

Rien de triomphant, donc, ni de particulièrement exaltant dans le tableau que brosse Conrad de la vie coloniale. La prise de possession par les puissances européennes de terres lointaines n'apporte, à ceux qui en sont les agents, que déceptions et lassitudes inutiles. S'il y a des images d'Epinal chez Conrad, ou ce qu'on peut considérer ainsi pour avoir été abreuvé d'un exotisme de pacotille par une littérature qui s'est inspirée sans le moindre génie de sa mythologie, ce sont des images négatives, qui ne traduisent aucune passion impérialiste, bien loin de là. Les colonies qu'il évoque sont des lieux d'où l'on ne revient jamais porteur de trophées - à supposer qu'on en revienne. On y part pour s'y perdre, ou pour s'y trouver, ce qui est, chez Conrad, la même chose, car on s'y trouve toujours trop tard. Axel Heyst peut déclarer, à la fin de *Victoire* : "Malheur à l'homme dont le cœur n'a pas appris, dans sa jeunesse, à espérer, à aimer - à mettre sa confiance dans la vie !" (2). Il n'en reste pas moins qu'il n'a plus rien à faire de cette vérité découverte au prix de son propre malheur et de la mort de Lena, la femme aimée, parce que son aventure a atteint son terme.

Il est clair, par ailleurs, que les relations entre les Européens et les populations colonisées, telles que les décrit Conrad, ne plaident nullement en faveur de l'expansion impérialiste. Dans le meilleur des cas, la plus complète incompréhension préside à ces relations, comme le montre à nouveau l'exemple d'Almayer. Marié à une indigène, celui-ci ne parvient pas à instaurer la moindre communication avec son épouse, et les années qui passent ne cessent de les éloigner l'un de l'autre, lui s'enfonçant dans ses rêveries moroses, elle se laissant regagner par son peuple, ses habitudes de vie, ses espérances de libération du conquérant néerlandais. Etrangers l'un à l'autre au départ, ils le demeurent au point même de devenir ennemis. Beaucoup plus grave encore pour Almayer dont c'est l'échec suprême, sa fille Nina se détache progressivement de lui pour retourner, elle aussi, à son héritage malais. Elevée chrétiennement par les

blancs, elle reçoit les manifestations de racisme dont elle est victime de leur part en tant que métisse comme autant de preuves du caractère douteux de leur supériorité morale. Dès lors, elle pare des vertus de sincérité et d'innocence le peuple de sa mère, et ce que Conrad appelle ironiquement "le fragile manteau de moralité civilisée" (3), se défait, la laissant intérieurement prête pour la passion qu'elle éprouvera à l'égard du rebelle Dain.

Encore n'y a-t-il là, cependant, que les signes d'une absence, ou plutôt d'une impossibilité de rencontre et de dialogue entre colonisateurs et colonisés. Pire est la situation de l'Afrique, où les indigènes sont purement et simplement soumis à extermination, soit par la guerre, soit par une exploitation économique éhontée. *Cœur des Ténèbres* contient à cet égard des pages auxquelles les pamphlets anti-colonialistes de Gide et de quelques autres n'auront rien à envier. C'est en effet le récit de Conrad où sont dénoncés de la manière tout à la fois la plus explicite et la plus sarcastique les véritables mobiles de la conquête coloniale. On baptise empires de simples aventures commerciales. On convertit au christianisme quand la vraie religion, celle qui façonne les comportements et donne forme aux sociétés locales, est la religion de l'or - ou, en l'occurrence, de l'ivoire.

L'empire - métaphore

Le récit tout entier baigne dans une atmosphère de "farce sordide jouée devant une toile de fond sinistre" (4) et démontre amplement - sinon avec excès, et au risque d'un certain schématisme - que la littérature coloniale de Conrad ne saurait se réduire à d'inoffensives compositions exotiques. Mais ce serait commettre une autre erreur que de la ramener à une littérature de témoignage sur une expérience historique radicalement distincte, dont les leçons ne vaudraient que par rapport à un espace géographique donné. Tout d'abord, il faut relever - et comment s'en étonner? - que les thèmes explorés par Conrad dans ces récits sont de ceux que l'on retrouve constamment dans ses œuvres. L'exil est la condition que partagent la plupart de ses personnages, et non seulement ceux qui vivent aux colonies. Exil littéral, en premier lieu: Razumov, le héros de *Sous le regard d'Occident*, est obligé, une fois son forfait accompli, de s'expatrier en Suisse où se déroulera, parmi d'autres exilés russes, sa brève carrière d'indicateur de police torturé par le remords; M. Verloc, dans *l'Agent secret*, est encore un exilé que son coupable métier d'espion amène à côtoyer des réfugiés originaires de toute l'Europe; la quasi-totalité des protagonistes de *Nostramo* sont étrangers à la république de Costaguana. Exil figuré, en second lieu, car tous ces déracinés, à l'image de Jim, de Heyst ou de Kurtz, sont happés par des événements qui les arrachent à leurs certitudes ou à leurs projets initiaux et les lancent dans une aventure sur laquelle il n'ont aucune prise et qui leur révèle un visage insoupçonné d'eux-mêmes. La solitude la plus irrémédiable est également l'état normal dans lequel se noue ou se dénoue le drame de chacun des héros conradiens.

Martin Decoud, le blasé cynique qui s'est laissé enrôler au service d'une cause politique dont il ne croit pas qu'elle puisse changer quoique ce soit au sort de son pays, finit par se suicider parce qu'il est incapable de supporter l'isolement auquel l'a réduit l'échec, pourtant provisoire, de ses amis: il meurt, nous dit le narrateur de *Nostramo*, "de solitude et d'un manque de foi en lui-même et dans les autres" (5). Razumov, pour sa part, dénonce le révolutionnaire Haldin à la police tsariste pour échapper à l'intolérable sentiment d'être seul au monde. En s'adressant au conseiller Mikhulin, il se donne l'illusion d'être compris de quelqu'un; il met fin, temporairement, à cette "vraie solitude" qui ne se réduit pas, selon le narrateur de *Sous le regard d'Occident*, à ce qu'implique le "mot conventionnel", mais qui est synonyme de "terreur nue" (6). Il en va de même de la trahison. Jim trahit les pèlerins musulmans du "Patna" en abandonnant son navire à l'approche de la tempête, Almayer trahit les autorités hollandaises en trafiquant avec des rebelles malais, Kurtz trahit ses commanditaires en se mettant, si l'on ose dire, à son propre compte. Mais le même style de conduite prévaut aussi, à un moment ou à un autre, dans la vie des autres personnages de Conrad. La trahison est le métier de M. Verloc, qui est stipendié à la fois par l'ambassade de Russie et par la police britannique. Elle devient quelque temps celui de Razumov.

Il apparaît ainsi que les destinées coloniales redoublent celles qui se déroulent sous d'autres ciels. Ni le temps, ni l'espace, ni la race ne modifient les comportements. C'est toujours la même histoire qui se rejoue sous toutes les latitudes. Comme le perçoit Nina Almayer, blancs et non-blancs sont animés des mêmes passions: à les voir "chercher à acquérir beaucoup ou un peu; se courtoiser à l'ombre des grands arbres ou dans l'ombre de la cathédrale sur le front de mer de Singapour; comploter pour atteindre leurs fins sous la protection des lois et selon les règles de la conduite chrétienne ou bien tenter d'assouvir leurs désirs avec la ruse sauvage et la férocité sans freins de natures aussi innocentes de toute culture que leurs immenses et sombres forêts, Nina observait seulement les mêmes manifestations d'amour et de haine et d'avidité sordide en quête d'un dollar incertain sous toutes les formes diverses et fuyantes" (7). Et la barbarie que les Européens croient constater en Afrique, Marlow l'identifie dans *Cœur des Ténèbres* à celle qu'eux-mêmes ont connue en des temps anciens. Imaginez, dit-il, un fonctionnaire ou un commerçant romain débarquant en Angleterre il y a dix-neuf siècles, et vous vous représenterez sans peine l'impression de "sauvagerie" éprouvée par ce civilisé de l'époque au milieu des barbares indigènes - la sauvagerie, et la "fascination de l'abomination", "les regrets grandissants, le désir de s'échapper, le dégoût impuissant, l'abandon, la haine" (8).

Il ne suffit donc pas de dire que l'on est toujours le barbare ou le civilisé de quelqu'un. Les réflexions de Marlow invitent en réalité à une lecture métaphorique des œuvres exotiques de Conrad, c'est-à-dire à y percevoir la figuration la plus forte que cet auteur ait livrée de la corruption morale de l'Europe moderne. On pourrait

certaines se contenter de relever en termes abstraits et anhistoriques le symbolisme de l'aventure de Jim. En passant du presbytère paternel à la forêt vierge malaise après avoir traversé les épreuves d'une navigation éminemment périlleuse, celui-ci effectue un parcours qui n'est pas, bien entendu, sans évoquer une version tardive du paradigmatique *Pilgrim's Progress*. *Lord Jim* est à coup sûr, de ce point de vue, comme d'autres œuvres de Conrad, un roman de formation - le récit d'une découverte de soi et de la valeur des critères de conduite sur lesquels un personnage règle son existence. On pourrait, par ailleurs, s'arrêter au symbolisme des lieux : noter l'impression de la mer que reçoit Jim lors de son débarquement à Patusan - ces "vagues sans cesse s'élevant, retombant et disparaissant pour s'élever à nouveau, l'image même des luttes humaines" (9) - ; ou encore ces évocations récurrentes, dans *Cœur des Ténèbres*, de la jungle silencieuse, "immense et invincible, comme le mal ou la vérité" (10), qui attend patiemment qu'ait passé l'invasion blanche et fait paraître dérisoires les entreprises humaines. Mais cette forêt tropicale suggère autre chose de plus précis, et sans doute de plus important. Lorsque Marlow déclare que "remonter cette rivière, c'était comme revenir aux tout premiers commencements du monde, à l'époque où la végétation croissait en tous sens sur la terre et où les grands arbres étaient rois" (11), il souligne une dimension particulière de l'odyssée africaine décrite dans ce roman : le dépouillement des oripeaux de la civilisation - ou de ce qu'on appelle ainsi - et le retour à la barbarie primitive qui sommeille en chaque Européen, y compris les plus imbus, en apparence, de la force de leurs valeurs éthiques, comme l'est Kurtz. Ce dernier n'est pas altéré dans sa nature profonde par son séjour en Afrique. Il est transporté dans un cadre physique et humain qui, par une ascèse négative, le débarrasse des entraves morales et culturelles propres au monde civilisé et le rend à sa vérité première. Ce ne sont pas, en fait, les influences qui s'exercent sur lui dans la jungle qui expliquent sa transformation en roitelet sanguinaire. Les rites auxquels il participe ne l'initient qu'à lui-même, tel qu'il était dès le départ. "Avide de renommée mensongère, de distinction truquée, de toutes les apparences du succès et de la puissance" (12), il est, avant même de poser le pied en Afrique, "creux à l'intérieur" (13). Façonné, spirituellement, à l'image de la société qui le délègue dans l'une de ses possessions, il est prêt pour la régression racontée dans *Cœur des Ténèbres*. Nulle démence en lui, prend soin de préciser Marlow, même au terme de son périple : "son intelligence était parfaitement claire" (14), comme l'atteste l'efficacité dont il a constamment fait preuve dans la collecte de l'ivoire. En revanche, "son âme était folle. Dans la solitude de la jungle, elle avait regardé en elle-même et, par Dieu !, je vous le dis, elle était devenue folle" (15). Elle était devenue folle de découvrir "dans quelle région particulière des premiers âges les pas libérés d'un homme peuvent le conduire" (16).

La civilisation, c'est le refoulement, la contrainte, la mise sous séquestre - autant qu'il est possible - des pul-

sions de mort, et c'est là, précisément, ce qui n'a plus lieu à la colonie. Mais encore convient-il d'observer que les instincts meurtriers s'y donnent d'autant plus libre cours que l'on est, comme Kurtz, moralement prédisposé à une telle expérience. C'est parce qu'il est sans foi ni loi qu'il peut se tailler un empire personnel dans ce que Marlow décrit comme "cette poubelle du progrès, au milieu de tout le rebut et, pour parler de façon imagée, de tous les chats crevés de la civilisation" (17). Dès lors, il semble difficile de ne pas voir dans l'euroanéité de Kurtz une représentation allégorique de la maladie qui mine l'Europe moderne et qui serait, dans le sillage d'un matérialisme de plus en plus effréné, le culte de la puissance. Kurtz va assurément plus loin qu'aucun autre personnage de Conrad dans la pratique de ce culte. Mais, sur le mode paroxystique, son action ne fait que refléter ce vers quoi tendent des hommes infiniment plus respectables que lui. Si honorables que soient ses intentions affichées, Charles Gould, dans *Nostramo*, est lui-aussi intoxiqué, c'est-à-dire corrompu, par le sentiment de puissance que lui procure sa mine. Derrière les mots de liberté et de justice qui expriment son credo politique se dissimule la jouissance qu'il éprouve à "faire" l'histoire de Costaguana.

L'aube du nihilisme

Si, donc, comme le suggèrent les dernières lignes de *Heart of Darkness*, les ténèbres dans lesquelles se perd Kurtz commencent à Londres, c'est bien parce que la vieille Europe est en voie de s'abandonner à de périlleux démons. Du même coup, le thème colonial se dépasse en jugement de Conrad sur l'état moral de l'Occident. Il est important, à cet égard, de relever le propos que tient le journaliste qui vient interroger Marlow à la fin de *Cœur des Ténèbres* : Kurtz, dit-il, aurait dû faire de la politique, "il aurait été un admirable chef de parti extrémiste" (18). En effet, Kurtz aurait pu être cela. Il avait les capacités nécessaires pour une telle carrière : énergie, don du commandement, complète absence de scrupule, mépris de la vie humaine, et talents oratoires. Marlow le signale à plusieurs reprises : il était un homme d'éloquence. Le journaliste affirme pour sa part : "il électrisait les gens dans les réunions de quelque importance" (19). Kurtz est l'une des deux ébauches fournies par Conrad du leader révolutionnaire moderne, charismatique et sanguinaire - l'autre étant le "Professeur" décrit dans *l'Agent secret*. Ce dernier n'a pas l'envergure de Kurtz, pas plus qu'il ne possède son art de la parole. Mais sa psychologie est rigoureusement la même, qui se trahit dans son idéologie de la violence aveugle et impitoyable. Rongé par une ambition frénétique, transposant dans le domaine de l'action politique la soif de régénération du monde que lui a léguée un père prédicateur, il est le double anarchiste et provisoirement inopérant de Kurtz. Lorsqu'il déclare : "La folie et le désespoir, donnez-moi cela comme levier et je ferai bouger le monde" (20), il éclaire un projet que Kurtz a réalisé à son échelle au fin fond de la jungle africaine. Tous deux prennent acte de l'immoralité de l'Occident et, faisant du mal un remède, poussent à son terme ultime et logique la déchéance des

valeurs éthiques traditionnelles. Dans cette mesure, l'on est tenté de suivre le sociologue Daniel Bell dans son rapprochement entre Conrad et Nietzsche. Certes, écrit-il, pour le second, "la volonté de puissance est la route du salut", tandis que pour le premier, elle "menace la civilisation" (21). Il reste que Nietzsche et Conrad sont les prophètes du nihilisme qui détruira peut-être l'Occident. Ils apparaissent comme "les deux faces d'un double miroir : l'un et l'autre mettent en lumière les possibilités de désintégration de toute société (...). Leur vision du monde et du changement social est apocalyptique, tradition qui remonte à la révélation de Saint Jean avec la notion de la fin dernière et qui fut renforcée par les réflexions de Saint Augustin sur la chute de Rome" (22).

Peut-on pour autant considérer avec Daniel Bell que — idée fréquemment avancée — le bateau serait, aux yeux de Conrad, l'image de la société idéale, et que la "morale navigante" pourrait servir de substitut aux religions qui ont déserté l'Occident ? Rien n'est moins sûr. La mer est indiscutablement une école de courage, un lieu privilégié de dépassement de soi et d'apprentissage de la solidarité. Elle permet à ceux qui l'affrontent de tester et de consolider leurs aptitudes. Et, pour reprendre les termes employés par le narrateur de *La ligne d'ombre*, les marins accèdent par force à un "point de vue sur la vie" d'une "simplicité bénie" (23). Faute, par conséquent, d'une croyance religieuse qui éclaire sur les fins dernières et dont Conrad ne conçoit pas la possibilité, la navigation peut en effet procurer l'impression que l'on a trouvé une signification à la vie et des règles de conduite universellement applicables. De cela semble témoigner l'apostrophe lancée par le narrateur du *Nègre du Narcisse* à ses anciens compagnons : N'avons-nous pas, ensemble et sur la mer immortelle, arraché un sens à notre vie pécheresse ? Adieu, frères ! Vous étiez de bons compagnons" (24). Pourtant, il convient de mettre en parallèle avec ces phrases les réflexions que livre Marlow sur le même sujet dans *Lord Jim*, quand il déclare : "Il y a un flou si magnifique dans les espérances qui nous ont tous conduits à la mer, une imprécision si glorieuse, un si splendide désir d'aventures qui sont à elles-mêmes leur unique récompense ! Ce que nous obtenons - bah ! n'en parlons pas ; mais comment se retenir de sourire ? Dans aucune autre sorte de vie n'est l'illusion aussi éloignée de la réalité - dans aucune autre n'est le commencement aussi entièrement illusoire, le désenchantement aussi rapide, la subjugation plus complète" (25). On ne saurait certes mieux dire que la sagesse acquise en mer débouche également sur la prise de conscience que la vie, de quelque manière qu'on la mène, est toujours une marche au néant. Et c'est sans doute le choc provoqué par cette découverte qui, dans ce même roman, conduit au suicide l'exemplaire commandant Brierly - le juste, le parfait, l'irréprochable magistrat maritime qui a condamné Jim.

Comme l'a fait observer Raymond Las Vergnas, il y a assurément quelque chose de kantien dans la morale que prêche Conrad dans ses *Tales of the Seaboard*. Il s'y dessine, en effet, comme un double impératif catégorique

tendant au respect de la solidarité humaine et de la dignité de la personne. Mais en même temps, ces récits de mer démontrent que cet "impératif s'exerce sur un étrange empire, où l'inquiétude morale se glisse comme une ombre, où vérité et mensonges traversent la scène ainsi que des spectres" (26). Ainsi s'explique que Conrad puisse dénoncer l'illusion de toute attitude face à la vie. Ainsi s'explique que, tout en proclamant la vanité de l'engagement dans l'action comme de l'inaction, il puisse affirmer la nécessité des illusions. Axel Heyst déclare à Léna : "chaque âge se nourrit d'illusions, sans quoi les hommes renonceraient vite à la vie et la race humaine s'éteindrait" (27). D'autre part, selon le même personnage, "c'est par la folie seule que le monde avance, aussi est-elle, dans l'ensemble, une chose respectable" (28).

On pourrait donc considérer que, face à la montée du nihilisme, à ce dégoût de l'Occident pour lui-même palpable sous les soleils d'Orient et d'Afrique plus qu'ailleurs, l'univers moral de Conrad offre l'image de la plus complète impuissance. A ceux qui ne croient plus à rien, il ne propose aucune croyance de remplacement. Et quand il écrit dans ses souvenirs que "la vraie sagesse consiste à vouloir ce que veulent les dieux sans, peut-être, savoir avec certitude ce qu'est leur volonté - ou même s'ils ont une volonté qui leur soit propre" (29), c'est à se demander si la phrase n'est pas ironique, tant sa conclusion contredit ses prémisses - à moins qu'elle exprime simplement un certain désarroi. Dès lors, il faudrait lire l'aventure de Jim, c'est-à-dire le récit de son sacrifice inutile, comme un hymne à un code moral devenu caduque, voire absurde, dans un monde qui n'en a plus que faire. Marlow et Stein ne sont pas éloignés de ce point de vue, qui tous deux jugent Jim "excessivement romantique". Il faudrait voir encore l'expression d'un pessimisme radical dans le propos énigmatique de Heyst essayant de rendre intelligible son scepticisme, face à la capacité d'attachement et au reste de religion qui se manifestent en Léna : "Je date de plus tard, de beaucoup plus tard. Je ne puis me dire enfant, mais je suis si récent que j'oserai me dire homme de la dernière heure - à moins que ce soit l'avant-dernière" (30). L'éthique de Conrad se dissoudrait dans une vision absolument noire de cette heure à venir. Les chemins de l'empire constitueraient l'espace de révélation idéal du déclin inéluctable de l'Occident, de sa course vers l'abîme. Tout au plus demeurerait-il, à titre d'ersatz de croyance, une appréhension esthétique de la vie. A l'appui de quoi l'on pourrait citer de nouveau les souvenirs de Conrad, notamment ce passage : "La vision éthique de l'univers nous entraîne finalement dans tant de contradictions cruelles et absurdes, où les derniers vestiges de la foi, de l'espérance, de la charité, et même de la raison, semblent près de disparaître, que j'en suis venu à soupçonner que le but de la création ne peut pas être éthique du tout. Je me persuaderais volontiers que son objet est de nature purement spectaculaire : un spectacle propre à inspirer la terreur, l'amour, l'adoration ou la haine, si vous voulez, mais, dans cette optique - et cette optique seule - jamais le désespoir" (31).

d'insuffisant - que Dino Buzzati incarnera dans ce grand mythe du 20^e siècle qu'est le "Désert des Tartares". Rien de plus fou que la passion du service à laquelle le lieutenant Drogo sacrifie sa vie. Rien de plus dérisoire que les rêves qui l'animent. C'est cependant grâce à la folie qui gouverne le fort Bastiani que, le jour où l'ennemi arrive, il ne trouve pas devant lui le vide. Il arrive naturellement trop tard pour Drogo, qui l'a attendu en vain. Mais l'essentiel est qu'il n'arrive ni trop tard, ni trop tôt pour tous. Et si Drogo ne trouve pas un sens à sa vie, du moins apprend-il à affronter la mort, sous la forme décevante qu'elle emprunte pour venir à lui, avec une relative sérénité.

Lorsque Conrad écrit que "le monde temporel repose sur quelques idées très simples" au premier rang desquelles "l'idée de fidélité" (32), il faut sûrement entendre par là fidélité à un certain héritage moral. Il y a beaucoup à désapprendre sur les chemins de l'empire. Tout n'y est pas à oublier.

Franck LESSAY

NOTES

(1) *Lord Jim*, Penguin Books : 1975, p. 313. Toutes les citations que nous ferons de Conrad sont traduites par nous.

(2) *Victory*, Penguin Books : 1976, p. 313

(3) *Almayer's Folly*, Penguin Books : 1981, p. 37

(4) *Ibid*, p. 19

(5) *Nostramo*, Pan Classics : 1975, p. 361

(6) *Under Western Eyes*, Pan Classics : 1975, p. 37

(7) *Almayer's Folly*, op. cit. p. 38

(8) *Heart of Darkness*, Penguin Books : 1976, p. 9

(9) *Lord Jim*, op. cit. p. 185

(10) *Heart of Darkness*, op. cit., p. 33

(11) *Ibid*, p. 48

(12) *Ibid*, p. 98

(13) *Ibid*, p. 83

(14) *Ibid*, p. 95

(15) *Ibid*, p. 35

(16) *Ibid*, p. 70

(17) *Ibid*, p. 72

(18) *Heart of Darkness*, op. cit., p. 104

(19) *Ibid*, p. 104

(20) *The Secret Agent*, Penguin Books : 1980, p. 248

(21) *Les contradictions culturelles du capitalisme*, Paris : P. U. F., 1976, p. 15

(22) *Ibid*, p. 17

(23) *The Shadow-Line*, New-York : Doubleday Anchor Books, 1959, p. 207

(24) *The Nigger of the Narcissus*, Penguin Books : 1963, p. 143

(25) *Lord Jim*, op. cit., p. 101

(26) *Joseph Conrad*, Paris : Didier, 1938, p. 173

(27) *Victory*, op. cit. p. 89

(28) *Ibid*, p. 168

(29) *A Personal Record*, Londres : Thomas Nelson et Sons, 1912, p. 21

(30) *Victory*, op. cit. p. 289

(31) *A Personal Record*, op. cit. p. 195-196

(32) *Ibid*, p. 21

JOSEPH CONRAD

Couverture originale de "Lord Jim" avec
le portrait de Joseph Conrad

Pourtant, Jim atteint à la "grandeur", et il n'y a rien de risible dans les remords qui le hantent d'avoir manqué, en un moment critique, au devoir d'abnégation. De même, en dépit de la corruption spirituelle qui affecte la totalité de la société russe, la dénonciation commise par Razumov reste une vilénie. Il y a des choses qui se font et d'autres qui ne se font pas. Les horreurs qui se déroulent sous les tropiques autorisent à en douter. Les récits de mer, dans leur "simplicité bénie", ont le mérite de le rappeler, qui sont autant de variations sur les thèmes de l'esprit de sacrifice et de la fraternité. Il n'est pas dû au hasard que le boulingueur Marlow, dans *Cœur des Ténèbres*, soit à peu près le seul personnage à éprouver, envers les Africains, un sentiment de "parenté" et à tenter, quand il le peut, de leur venir en aide. Il se glisse ainsi dans l'œuvre de Conrad l'esquisse d'une morale minimale qui n'a rien que de très traditionnel et ancien, mais qui présente, notamment, l'intérêt d'annoncer une des formes majeures de la modernité. En d'autres termes, cette éthique du courage inutile et nécessaire - avec ce quelle comporte de stimulant et de tragique, de fort et

MARLY ET L'AVENIR DE LA SCULPTURE DE PLEIN AIR

par Yvan CHRIST

Une exposition s'est tenue, à la fin de l'année dernière, au nouveau "musée-promenade" de Marly-le-Roi-Louveciennes, fondé en 1982 : elle était consacrée à un thème prestigieux, à savoir les Chevaux de Marly. A ceux qui n'ont pu la visiter, je conseille vivement la lecture de l'excellent catalogue illustré, accompagné d'études historiques dues à Geneviève Bresc-Bautier, conservateur au département des sculptures du musée du Louvre, et à François Souchal, professeur à l'Université de Lille.

Cette exposition saluait un bel événement qui s'est produit, à Marly-le-Roi, en juin 1985 : les reproductions à l'identique des Chevaux cabrés de Guillaume Coustou ont été érigées à l'emplacement des originaux, c'est-à-dire de part et d'autre de l'abreuvoir du château de plaisance de Louis XIV, au point même pour lequel ces groupes fameux, voulus par Louis XV, furent installés en 1745 et où ils demeurèrent jusqu'en 1794, avant de gagner Paris. Ils avaient succédé aux Chevaux ailés d'Antoine Coysevox, qui, restés à Marly de 1702 à 1719, à cette dernière date, transportés, eux aussi, à Paris où ils ornèrent l'entrée occidentale du jardin des Tuileries.

Etrange et paradoxal destin que celui de ces quatre coursiers de marbre ! Le destin fut plus cruel encore pour le château royal, une des œuvres les plus raffinées de Jules Hardouin-Mansart, anéanti sous l'Empire. *"En 1811, le désastre que Napoléon n'avait pas consenti à conjurer était consommé. Il ne restait plus rien de ce bijou de l'architecture française du XVII^e siècle. On a pu dire avec raison que la destruction de Marly, fut avec celle de la cathédrale de Cambrai, de l'abbaye de Cluny et des cloîtres romans de Toulouse, le crime majeur du vandalisme napoléonien"* (1). L'acquéreur du château

l'avait proposé, pour un million de demi de francs, à l'empereur. Celui-ci, peu soucieux de flatter la mémoire de Louis XIV, refusa l'opération. Le pavillon royal, ou l'acquéreur, qui était un industriel, n'avait pas roug d'installer une filature de coton et une manufacture de draps, fut rasé, de même que les douze pavillons seigneuriaux qui, autour du bassin des Nappes, lui faisaient escorte. Quant au parc lui-même, il fut loti et dépecé. Le massacre était absolu. A jamais, l'art français en portera le deuil.

* *
*

Les chevaux de Coysevox comme ceux de Coustou bien que créés pour Marly, sont désormais indissociable de l'histoire et du visage de Paris. Et nul n'a jamais nourri le fol dessein de réinstaller les uns et les autres de ces groupes colossaux autour de l'abreuvoir royal... Aussi bien, sans les menaces directes, dues à la pollution atmosphérique, qui pesaient sur eux, le retour à Marly, sous forme de moulages, des deux chevaux que la Révolution en 1794, installa à l'entrée des Champs-Élysées, ne serait sans doute jamais accompli. Les amis du château de Marly disparu réclamaient ce retour depuis près de trente ans. Voilà qui est fait. C'est une mesure de justice.

Une partie du catalogue de l'exposition porte sur les maladies de la pierre, sur les thérapeutiques qui sont actuellement appliquées par le Laboratoire de recherches des Monuments Historiques, sur les techniques de restauration et de moulage. En la circonstance, ces précisions sont les bienvenues.

Faut-il le rappeler ? Remplacés, *in situ*, par des mou

Champs-sur-Marne, savent très bien qu'en dépit de leurs constants et remarquables travaux, la mise à l'abri des principaux chefs-d'œuvre de notre sculpture, victimes de l'érosion et de la corrosion, est un devoir impérieux et prioritaire. Ainsi commence-t-il, mais lentement, à en être, pour quelques-unes des statues de Reims ou de Chartres, de Versailles ou des Tuileries, voire de certaines œuvres du siècle dernier. La *Danse de Carpeaux* n'a-t-elle pas été détachée de la façade de l'Opéra de Paris pour être exposée au Louvre - demain, au musée d'Orsay? Une copie n'en a-t-elle pas pris la place?

Rien de plus désolant que de telles substitutions. Mais si l'on veut que survivent les créations les plus insignes de la sculpture française, il faudra bien se résoudre à mener à bien cette indispensable et gigantesque opération de sauvetage. Quoique minutieusement traités et restaurés, les Chevaux de Marly ne pouvaient plus rester au centre de Paris, au milieu du carroussel des chevaux-vapeur...

L'accord est à peu près unanime sur le problème général qui, dans ce cas précis, a été heureusement résolu. Problème coûteux et complexe s'il en est ! Faudra-t-il, si les musées nationaux et régionaux ne sont pas assez vastes pour accueillir les grands blessés de l'histoire de l'art, construire et aménager d'immenses lazarets, peuplés d'une armée de chirurgiens spécialisés ? Aux côtés de chaque cathédrale, devra-t-on édifier ou, mieux encore, creuser - en prévision des éventuels conflits de demain ou d'après-demain - des dépôts lapidaires où seront soigneusement engrangés les plus précieux, les plus dolents de nos trésors séculaires ? Déjà se constituent d'autres dépôts où les pouvoirs publics s'efforcent de regrouper ceux des tableaux, des statues, des pièces d'orfèvrerie qui, dans des églises rurales isolées, à-demi désaffectées et dépourvues de desservants, sont à la merci des voleurs de grand chemin- sans parler du nouveau clergé pour qui les œuvres d'art, surtout anciennes, ne sont que déplorable manifestations de "triumphalisme".

Le musée comme ultime recours ! Perspective et prospective qui font tourner la tête ! Sans être muséomane - et c'est mon cas - la réalité des choses de ce temps nous contraint à sacrifier, mais sans ferveur, à ce dieu de la civilisation nouvelle...

* *
*

L'exposition qui a été conçue par Marie-Amynthe Denis, conservateur du musée de Marly-le-Roi-Louveciennes, est exemplaire. Que n'est-elle reprise en charge par un grand musée parisien ! C'est qu'à travers l'histoire de Marly qui, par les admirables Chevaux de Coysevox et de Coustou, touche Paris au premier chef, elle a valeur nationale. "Sensibiliser" les Français aux problèmes qui, dès maintenant, sont soumis à nos alarmes, à notre détermination, à notre imagination, voilà qui s'impose plus que jamais.

Yvan CHRIST

(1) Louis Réau, *Les Monuments détruits de l'art français. Histoire du vandalisme*, Paris, Hachette, 1959.

Un des chevaux de Coustou

lages, les Chevaux des Champs Elysées et des Tuileries seront, à l'avenir, exposés au musée du Louvre - très exactement dans ce que l'on appelle la cour du Ministre, qui s'inscrit dans la partie nord du palais encore affectée, pour peu de temps, au ministère des Finances. Ladite cour sera vitrée. Les œuvres majeures de Coysevox et de son neveu Coustou seront ainsi épargnées par les désastreux effets de la civilisation industrielle qui les condamnent inéluctablement à mort. D'autres groupes sculptés, qui proviennent eux aussi, du parc de Louis XIV, les rejoindront au "Grand Louvre". La "*sculpture de Marly devenue "objet de musée"...* Qui ne le déplorerait? "*Gardera-t-elle, dans son nouveau décor son allégresse, son charme bucolique qui ne chanteront plus sur la verdure des frondaisons?"* On doit, sans hésiter un instant, répondre par la négative. Mais, comme le disent les auteurs du catalogue, "*si cet enfermement peut attrister, il sera compensé par la certitude d'une protection durable de notre patrimoine*".

Au-delà du cas symbolique des Chevaux de Marly, se pose, en effet, la sauvegarde de toute la sculpture de plein air - celle de nos parcs ci-devant royaux, celle de nos cathédrales médiévales. Les techniciens du Laboratoire de recherche des Monuments historiques, créé il y a une quarantaine d'années, et qui est installé au château de

DISQUES

W.A. Mozart : 32^e, 35^e, et 39^e Symphonies

La 39^e Symphonie de Mozart, ainsi que la 35^e, dite "Haffner" (c'est le nom du "bourgeois gentilhomme" qui avait commandé cette symphonie) ont les faveurs des mélomanes et donc des éditeurs. Plus d'une quinzaine de versions sont actuellement disponibles. Pourtant le disque de l'English Chamber Orchestra sous la direction de Jeffrey Tate mérite à plus d'un titre l'attention.

Il s'agit de l'un des rares enregistrements de ces symphonies réalisés selon la technique digitale, avantage incontestable pour la netteté du son restitué. La très bonne prise de son renforce cette impression d'extrême précision sonore.

De plus, l'éditeur a eu l'excellente idée de joindre à ces deux œuvres très célèbres, la 32^e Symphonie qui est rarement enregistrée. Il nous offre ainsi plus d'une heure de Mozart sur le même disque.

L'interprétation est remarquablement claire et équilibrée. L'orchestre de chambre anglais est parfaitement dirigé par Jeffrey Tate qui s'affirme peu à peu comme un des grands chefs mozartiens. La justesse des tempi, la précision des musiciens nous offrent une vision de ces symphonies, sinon nouvelles, en tout cas de grande qualité.

(J. Tate dirige l'English Chamber Orchestra) EMI 2702531

W.A. Mozart : Concertos pour piano n° 12 et n° 23 en La Majeur

Hungaroton vient d'éditer un disque rassemblant les deux concertos pour piano en La Majeur de Mozart, le 12^e (Koechel 414) et le 23^e (Koechel 488). Le premier de ces deux concertos date de 1782 (année où fut également composée la 35^e Symphonie "Haffner"). Sans compter parmi les chefs-d'œuvre du compositeur, il ne dépareille pas le superbe ensemble des œuvres concertantes de Mozart. Quant au 23^e concerto pour piano, c'est à juste titre une des œuvres les plus fameuses de Mozart. Entre deux mouvements vifs (Allegro) est placé un superbe et très connu Adagio qui a établi la célébrité de ce concerto, et qui, à plusieurs reprises, a servi de thème pour les musiques de films.

Le piano très feutré de Zoltan Kocsis, un orchestre discret mais constamment présent suggèrent un sentiment de recueillement et de constante harmonie. La

partition est brillamment maîtrisée d'un bout à l'autre, même si l'adagio du 23^e concerto n'atteint pas le degré d'émotion des disques de référence enregistrés par Maurizio Pollini ou Clara Haskil.

La prise de son est bonne sans être exceptionnelle. L'enregistrement est digital. C'est un disque très agréable qui a le mérite de ne pas regrouper deux concertos ultra connus, comme c'est trop souvent l'usage.

(Z. Kocsis, piano, J. Rolla dirige l'orchestre de chambre F. Liszt) Hungaroton SLPD 12 472

Francis Poulenc : Concerto pour piano, concerto pour deux pianos, Aubade

L'intégrale des cinq concertos de Francis Poulenc, tous écrits pour des instruments à clavier, vient de paraître. Un premier disque est consacré au "concerto pour orgue" et au "concert champêtre pour clavecin et orchestre". Le deuxième disque rassemble l'œuvre pour piano(s) et orchestre : il réunit le concerto pour deux pianos (1932), le concerto pour piano (1949) et Aubade, concerto chorégraphique pour piano et 18 instruments (1929). Ce sont des œuvres à la fois divertissantes et d'une grande élégance d'écriture. Les interprètes, James Conlon à la tête de l'orchestre philharmonique de Rotterdam, François-René Duchable et Jean-Philippe Collard au piano, servent parfaitement, par leur enthousiasme et leur interprétation pleine de vie, les intentions du compositeur.

Le concerto pour deux pianos notamment est abordé dans l'atmosphère de joie et de divertissement que souhaitait F. Poulenc, comme on peut s'en convaincre en réécoutant l'enregistrement qu'il en a lui-même réalisé avec Jacques Février (édité par EMI : VSM C 069-12-100).

Il n'existait pas de réelle version de référence du concerto pour piano et d'Aubade. En voici une très bonne et très intéressante vision, claire, précise et brillante.

La technique numérique assure une qualité de son exceptionnelle à un enregistrement dont la durée (59') est digne d'un disque compact.

(Orchestre philharmonique de Rotterdam, Direction J. Conlon - F.R. Duchable, J. Ph. Collard, piano) Erato NUM 75203

Marc DARMON

notes de Lecture

● Le Gaullisme aujourd'hui, ouvrage collectif

Comme le dit très bien Jean Charbonnel en présentant les actes du colloque tenu le 27 avril 1985, "la pensée, l'action et l'exemple du général de Gaulle sont désormais le patrimoine indivis de ceux qui l'ont soutenu et de ceux qui l'ont combattu" ; pour n'avoir pas compté parmi les fidèles, on est d'autant plus à l'aise pour en donner acte au président du "Club Nouvelle Frontière" et dire le vif intérêt de cet ensemble de contributions d'une grande liberté de ton. Les unes traitent des "aspects du gaullisme", parmi lesquelles on retiendra particulièrement la mise en perspective à laquelle procède, avec beaucoup de finesse, Jean-Marie Mayeur, au regard des "quatre familles spirituelles de la France", dont De Gaulle entendait assumer l'héritage et recueillir les inspirations, ainsi que l'analyse des électors gaullistes par Jean-Luc Parodi, qui distingue lumineusement l'électorat du Général et celui de ses partisans. Les autres contributions, concernant "le legs institutionnel", sont dominées par l'exposé de Raymond Barre, complété par ceux de François Goguel et Hugues Portelli.

Si le premier groupe présente un caractère déjà historique, le second est d'une actualité qui n'a cessé de s'accuser, mais qui, grâce au recul, permet précisément de séparer le conjoncturel de l'essentiel. Le conjoncturel intéresse la tactique des forces politiques à la veille (et au lendemain...) de l'échéance électorale de mars 1986, qui

est affaire d'opportunité. Il arrive que celle-ci rencontre l'essentiel, mais il faut convenir que la coïncidence n'est pas obligatoire. Or qu'est-ce que l'essentiel, sinon les principes qui ont inspiré la pratique constitutionnelle et qui définissent, avec elle, la V^e République ? Raymond Barre rappelle qu'ils reposent d'abord sur la prééminence du chef de l'Etat, dont procède le Gouvernement, alpha et oméga du régime. Dès lors tenter de restituer aux partis, aux groupes parlementaires et à leurs directions, la formation et l'exercice du Gouvernement signifie la répudiation de ce que le "legs institutionnel" a apporté de radicalement nouveau, et dont il faut ajouter qu'il s'identifie à la Constitution elle-même, du fait de l'adhésion réitérée du peuple français.

Mais pour assumer cette fonction, le Président de la République a besoin de la confiance des Français, et c'est ici que la conjoncture intervient, non sous la forme épisodique et superficielle des sondages, mais à travers un vote. Encore faut-il préciser quel scrutin, et on se reportera à ce propos à la distinction que fait M. Burin des Rozières dans son *Retour aux sources* (Plon, p. 120), entre les élections législatives qui interviennent à l'expiration normale des pouvoirs de l'Assemblée et qui ne mettent pas directement en cause le mandat présidentiel, et celles qui, provoquées par une dissolution, ont valeur de question de confiance.

Les choses se remettent alors en place : si le régime constitutionnel peut connaître des phases de transition et affronter un hiatus, voire une contradiction momentanée, l'essentiel est de ne pas laisser la difficulté conjoncturelle dégénérer en restauration camouflée de la

souveraineté parlementaire. Telle est la balance sur laquelle les comportements doivent être pesés.

Pierre AVRIL

Club Nouvelle Frontière, Ed. Julliard, 1985.

● George Washington et Abraham Lincoln, les deux fondateurs

Deux livres récents nous donnent à admirer deux héros, sans doute les plus grands des Etats Unis d'Amérique, et, à coup sûr, les plus populaires. Mais ces deux ouvrages, qui ont en commun de nous transporter aux sommets de l'histoire et des mythes américains, diffèrent beaucoup par la forme. Le "*Washington*" de Jean Lessay est une biographie classique, précise et élégante ; elle constitue un apport original qui prend place à la suite des ouvrages de Woodrow Wilson, du duc de Castries et d'André Maurois. Le "*Lincoln*" de Gore Vidal nous est présenté comme un roman, en un volume qui a l'ampleur, hélas, d'"*Autant en emporte le vent*". Il serait bien difficile de le comparer au "*Lincoln*" de Louis de Villefosse ou à celui de Jean Daridan ; l'auteur a choisi de donner l'allure de la fiction à des réalités historiques que les américains apprennent dans le détail dès l'école. Cela suffit peut-être à rajeunir le sujet pour les lecteurs d'Amérique ; mais le public français appréciera-t-il la forme de cet ouvrage ? Espérons que pour son neuvième livre traduit en français Gore Vidal aura autant de succès que pour les précédents.

*
* *

Jean Lessay s'est proposé d'éclairer la personnalité et le destin de George Washington, en qui se révèle progressivement ce que son biographe appelle si justement la grâce républicaine. Il n'a pas voulu écrire l'histoire de la révolution américaine dans tous ses aspects militaires, politiques ou diplomatiques, mais seulement montrer comment un aristocrate virginien a pu devenir, en forgeant une nouvelle république, l'homme d'Etat idéal de la démocratie. Dès sa jeunesse, ce passionné d'excellence a choisi librement d'être un aristocrate non pas à la façon d'un héritier, mais en s'imposant en toutes choses les règles les plus exigeantes du devoir et de l'honneur. Pur produit de l'Amérique, il se désintéresse de la philosophie et oriente son éducation vers la vie pratique, les techniques de l'agriculture, et l'art militaire. Il a très jeune un sens aigu de l'observation, et une évidente maîtrise de lui-même. Tout cela lui confère une forte autorité naturelle, et il révélera très vite dès le début de l'âge mûr une grande aptitude à convaincre, et à provoquer d'emblée l'attention et le respect. George Washington lui-même l'a écrit : "Respect, connaissance et maîtrise de soi : seules ces trois vertus conduisent à l'autorité souveraine". Les qualités dont la nature lui a fait la grâce, il les a volontairement développées, et ce sont celles qui lui ont permis d'accomplir son destin et d'être, selon la célèbre formule d'Henry Lee, "premier dans la guerre et premier dans la paix".

C'est d'abord dans la guerre qu'il est devenu un héros national, le héros fondateur de l'indépendance. Son courage, son endurance à toute épreuve, sa droiture et son dévouement à la patrie figurent parmi les traits les plus connus de sa légende. Jean Lessay dit très bien tout cela, mais il montre aussi l'habileté manœuvrière de celui que son adversaire Cornwallis appelait "le vieux renard", et les difficultés qu'il a rencontrées, dans ce camp de Valley Forge par exemple, où il passa un hiver d'une indescriptible rigueur avec une armée aux limites de l'épuisement. Il nous décrit ses épreuves jusqu'à la victoire finale, et Cornwallis lui remettant son épée à Yorktown. Puis le retour à son domaine de Mount Vernon, où il troque l'épée pour la charrue, à la façon de Cincinnatus, avant d'être appelé à devenir le premier président de la Confédération.

Elu par 69 voix sur 69 votants, George Washington devient Président, sans l'avoir recherché. Il n'est pas, souligne Jean Lessay, l'homme d'une carrière, il est l'homme d'un destin. Et il semble avoir un instant d'effroi, en tout cas un moment d'interrogation sur sa capacité d'assumer cette charge, alors qu'il n'a pas d'expérience politique à proprement parler. Déjà lorsqu'il avait été nommé commandant en chef il avait connu ce doute sur lui-même, si familier à ceux qui sont épris de perfection et sous-estiment leur personne plutôt que leur devoir. Aucune inflation du moi chez lui, aucune mégalomanie chez ce chef comblé par la fortune, et Jean Lessay nous le montre remerciant "le Maître de l'Univers, le plus grand et le meilleur des êtres" de l'avoir amené à "détester la folie et le délire d'une ambition sans limites". Avec un soin tout particulier, le biographe souligne le sens de l'Etat et le refus des idéologies chez le premier président des Etats Unis. Jefferson lui-même ne lui a-t-il pas rendu cet hommage : "le seul homme qui possédait la confiance de tous..., il n'y en avait aucun autre qui fut considéré comme quelque chose de plus qu'un chef de parti".

Quoiqu'il ne soit pas un ouvrage d'histoire ou de science politique à proprement parler, le livre de Jean Lessay expose clairement l'opposition des philosophies politiques et des forces en présence et il montre la concurrence, auprès du Président, du parti fédéraliste et du parti démocrate. George Washington, conclue-t-il, était aussi idéaliste que Jefferson, mais, à la différence de celui-ci, il resta étranger à l'idéologie ; esprit pragmatique, mais tout entier consacré à l'intérêt national, il est "une sorte de héros stoïcien" pour les temps modernes et le modèle de l'homme d'Etat démocratique. Cette

conclusion à laquelle Jean Lessay arrive en s'appuyant essentiellement sur des historiens du XX^e siècle, était déjà celle des bons auteurs du XIX^e siècle. Écoutons Guizot, par exemple : "Washington fit les deux plus grandes choses qu'en politique il soit donné à un homme de tenter. Il maintint par la paix l'indépendance de son pays qu'il avait conquise par la guerre. Il fonda un gouvernement libre au nom des principes d'ordre, et en rétablissant leur empire".

S'il y a un domaine où il était difficile de ne pas se laisser emporter par une idéologie partisane, c'est bien celui de l'attitude à adopter à l'égard de la Révolution française. Jean Lessay analyse avec une finesse particulière les relations de George Washington avec la France, selon les périodes de sa vie : jeune officier engagé avec les forces britanniques contre les troupes de Louis XV, puis commandant en chef de l'armée "des insurgents" et allié de Louis XVI, responsable enfin de la politique internationale de la nouvelle république. Déjà auteur d'un livre consacré à La Fayette il sait renouveler le sujet, classique entre tous, de l'amitié des deux hommes, et il dépeint Washington découvrant en La Fayette un fils spirituel. Il montre surtout comment le chef du nouvel Etat a su ne pas se laisser entraîner par Jefferson dans un soutien à la Révolution française, tout en se gardant d'adopter une attitude antifrançaise. Détail symbolique : George Washington gardait sur son bureau une des clés de la Bastille, à côté d'un petit portrait de Louis XVI. Et, pour conclure, le biographe évoque le problème central du XIX^e siècle à travers ces quelques lignes des "Mémoires d'Outre-tombe" : "La république de Washington subsiste ; l'empire de Bonaparte est détruit. Washington et Bonaparte sortirent du sein de la démocratie ; nés tous deux de la liberté, le premier lui fut fidèle, le second la trahit".

L'ouvrage de Gore Vidal a une allure toute différente, comme nous l'avons dit ; il est fait de très nombreux dialogues, comme s'il avait été écrit en pensant à un film, et il met en scène tous les personnages, militaires ou politiques qui ont approché Lincoln. Le personnage central paraît, du moins au départ, d'une stature très inférieure à celle de Washington. C'est en politicien rusé, souvent contesté dans son parti même et son biographe nous le montre préparant péniblement ses discours. Tout ce qui semble avoir été donné à Washington pour le préparer à l'exercice de l'autorité souveraine lui a été refusé. On l'appelait familièrement l'Ancien, le Taïcoun, et l'on ne se doutait pas qu'il irait au martyre. La presse lui reprochait souvent son absence de dignité. Mais il accueillait froidement toutes les calomnies. "En politique, aurait-il confié un jour à un ami, tout homme doit composer un personnage. Ou bien je suis arrivé à compo-

ser un personnage qui dément ce genre d'histoires, ou bien je n'y suis pas arrivé, et dans ce cas c'est la fin". Jamais l'unanimité ne se fera autour de lui, et il doit assumer le plus tragique des conflits, celui des frères ennemis. Mais jusque dans la guerre civile, il reste le Président de tous les Américains, et il renouvelle l'acte fondateur de Washington. Cela apparaît d'un bout à l'autre du fameux discours de Gettysburg. "Quatre vingt sept ans se sont écoulés depuis que nos pères ont donné naissance sur ce continent à une nouvelle nation conçue dans la liberté et vouée à l'idée que tous les hommes sont créés égaux". Mais après la fondation heureusement accomplie par Washington, la difficulté est de maintenir l'Union. "Maintenant, continue Lincoln, nous sommes engagés dans une guerre civile, qui montrera au monde si une nation ainsi conçue, a des chances de durer". Le Président, nous dit alors Gore Vidal, prononça alors avec une lenteur particulière la fin de son discours, comme s'il avait voulu justifier la guerre devant l'Histoire et devant Dieu". Nous sommes réunis sur un des grands champs de bataille de cette guerre. Nous sommes venus pour consacrer une portion de ce sol comme dernière demeure à ceux qui donnèrent leur vie pour que cette nation vécût... Cela s'imposait à nous comme une chose convenable et juste... Mais, dans un sens plus large, nous ne pouvons pas dédier, nous ne pouvons pas consacrer, nous ne pouvons pas sanctifier ce sol ; morts ou vivants, les hommes courageux qui luttèrent ici lui ont donné une consécration qu'il n'est en notre pouvoir ni d'agrandir, ni de diminuer.

Le "roman" de Gore Vidal contient beaucoup de faits, et tous ne m'ont pas semblé utiles. Mais quelquefois la minutie du récit permet d'atteindre la dimension du tragique. Ainsi le compte-rendu détaillé des préparatifs de l'assassinat, le récit de la mort du fils d'Abraham Lincoln, son extraordinaire visite aux prisonniers confédérés blessés (p. 404-405), et enfin son assassinat. Dans les dernières lignes de l'ouvrage, le biographe prête cette pensée à l'un des personnages. "Il était pour sa part plus convaincu que jamais que Lincoln avait souhaité son propre assassinat comme une forme d'expiation pour avoir imposé à sa nation un baptême aussi absolu et aussi sanglant."

Jean-Claude LAMBERTI

-Jean Lessay : "Washington, ou la grâce républicaine". Paris, Ed. J.C. Lattès, 1985 - 361 p. (Index, carte et notices biographiques sur les principaux personnages de la révolution et des premières années de l'indépendance).

- Gore Vidal : "Lincoln", roman. Paris, Ed. Julliard, l'Age d'homme 1985 - 687 p. Carte.

● Sur la politique extérieure

Le général De Gaulle estimait que la politique extérieure est commandée par trois leviers : "la diplomatie

qui l'exprime, l'armée qui la soutient, la police qui la couvre" (il aurait pu ajouter l'économie qui lui donne ses

moyens). Les deux premiers viennent d'être illustrés par des livres récents qui ont en commun de montrer le consensus qui s'est créé autour des choix de l'ancien chef de l'Etat tant dans le domaine de la défense que dans celui de la politique étrangère, malgré les vigoureuses polémiques développées en son temps, et le "changement" intervenu en 1981.

Dans "*La défense de la France, indépendance et solidarité*" Andrée Martin-Pannetier propose un tableau complet de la défense de la France en 1985 (1). Son livre, très didactique, (elle est professeur à l'université de Paris XII où elle enseigne les relations internationales et les problèmes de défense) est un instrument de travail remarquable de clarté pour qui recherche des informations précises. Environ 80 pages d'annexes fournissent un ensemble documentaire comprenant la liste des textes officiels concernant la défense, son organisation, avec divers organigrammes, des sondages, des chronologies, les accords militaires signés par la France, un lexique qui permet le déchiffrement de bien des sigles et une bibliographie. Mais ce livre va au-delà et offre aussi les bases d'une réflexion contenue dans l'introduction en forme de questions que tout citoyen français peut et doit se poser : "l'URSS est-elle en train de gagner la 3^e guerre mondiale sans la faire ?" "quelle est la vulnérabilité de l'Europe ?" "quel plafond financier pour le budget militaire français ?" "faut-il développer un système de protection civile ?" "l'installation des Pershing II et des Cruise est-elle essentielle pour l'Europe occidentale ?". Ces quelques exemples donnent un aperçu de la pertinence de quelques 66 questions ainsi proposées, regroupées en trois thèmes qui constituent les trois grandes parties du livre : la France menacée, la France indépendante, la France solidaire. Au terme de sa démonstration, l'auteur ne peut que conclure que la politique de défense qui est imposée par la nature des menaces qui pèsent sur elle, par la position géopolitique de notre pays, à tout gouvernement responsable est celle que traduit la formule "indépendance et solidarité".

Cette idée est confirmée par les interventions au colloque qui s'est tenu en décembre 1980 à l'université de Tel Aviv sur la politique étrangère du général De Gaulle et publiées sous la direction de Elie Barnavi et Saul Friedländer (2). Or cette politique qui de son vivant a divisé, réconcilie aujourd'hui à titre posthume et contribue au consensus français comme le remarque René Rémond (p. 42). Et l'on peut constater avec Paul-Marie de la Gorce que c'est sa politique à l'égard d'Israël qui en son temps a provoqué les critiques les plus violentes, "une formidable vague d'indignation" ; or "de tous les aspects de la politique du général De Gaulle, c'est celui qui a connu la plus grande continuité" (3).

Les différentes contributions sont regroupées en cinq thèmes : les fondements de la politique étrangère gaulienne, De Gaulle et les superpuissances, l'Europe, le Tiers-Monde et le Proche-Orient. Le colloque présente l'inconvénient de réunir des personnalités d'horizons très

divers : je ne parle pas des nationalités différentes (française, israélienne, canadienne) dont la rencontre ne pouvait qu'apporter un intérêt supplémentaire, mais la juxtaposition des relations de grands historiens comme René Rémond et d'observateurs avisés comme Paul-Marie de la Gorce, avec d'autres qui le sont moins, et de témoins et d'acteurs, ne contribue pas à la cohérence d'un ouvrage qui place le Québec dans le chapitre "De Gaulle et le Tiers-Monde" (!) et qui ignore l'Afrique. Malgré ces réserves le volume présente des contributions de très grand intérêt. Le point commun de la plupart d'entre elles est la recherche des motivations de De Gaulle qui se retrouvent dans sa vision de l'histoire comme le montre Léo Hamon (pp 15-30) d'où il tire "une certaine idée de la France", s'opposant aux "champions éternels de la démission" (p. 23), une conviction de l'idée nationale qui l'amène à considérer les partis comme des féodalités dont l'Etat a le devoir de s'émanciper, ce que rappelle René Rémond (p. 35). Sa politique se rattache-t-elle à une "tradition monarchique" (M. Harsgor, *Idéologie et praxis dans la politique étrangère du général De Gaulle*, (pp 43-60), son action se fonde-t-elle sur des calculs froids ou était-elle dictée par la rancune (sur ce point Charles Bloch détruit la légende des rancunes du général, pp 112-136) ? En fait ce qui ressort de ces études, c'est d'une part le pragmatisme d'un homme qui avait une vision globale, mondiale des problèmes (comme le prouve son appel du 18 juin 1940), qui les abordait libre de toute idéologie, mais qui avait quelques principes d'action de base : la conviction du destin historique de la France, la volonté de lui rendre dignité, indépendance et influence. Selon Maurice Couve de Murville cité par Charles Mélandri, sa pensée a été "tout entière dominée par la volonté de rendre à la France dans le monde le rôle et la place qu'il estimait devoir lui convenir" (p. 88). Alors issue d'une ambition pour la France, des nécessités géopolitiques, et des solidarités naturelles, la politique étrangère menée par De Gaulle pouvait-elle être différente ? Sans doute pas si l'on considère avec les différents participants au colloque de Tel-Aviv et avec Andrée Martin-Pannetier, la continuité qui s'est imposée, au-delà de la succession des gouvernements depuis 1969.

Jean-Dominique DURAND

(1) *Andrée Martin-Pannetier, La défense de la France, indépendance et solidarité*, Paris-Limoges, Charles Lavanzelle, 1985, 334 p.

(2) *La politique étrangère du général De Gaulle*, Textes réunis par Elie Barnavi et Saul Friedländer, Paris, PUF, 1985, 207 p.

(3) *Sur les problèmes du Moyen-Orient auxquels le colloque de Tel-Aviv a consacré une grande place, il convient de signaler le livre de Ovadio Soffer, Les Nations-Unies au Moyen-Orient, procès-verbal d'une faillite*, Paris, PUF, 1985, 239 p. Ambassadeur d'Israël en France, il a représenté son pays à Genève et a participé aux travaux de l'Assemblée Générale des Nations-Unies. Il faut considérer cet ouvrage comme un témoignage, avec toutes les nuances et la prudence que cela impose au lecteur, mais d'un homme éclairé et très expérimenté sur une question particulièrement douloureuse et difficile.

● 1986, le piège d'Edmond Alphantéry

Chaque élection suscite l'émergence d'une littérature éphémère. Un livre politique ne dure pas ou peu, car l'épreuve du temps est aussi celle de l'histoire. Seuls résistent des propos d'étape inscrits dans un cheminement politique essentiel. Ecrit dans le sillage de Raymond Barre, qui s'est déclaré sensible à cet hommage (1), le livre d'Edmond Alphantéry, intitulé "1986, le piège" est probablement de ceux-là. Conçu pour combattre la volonté du président Mitterrand de poursuivre l'exercice de son mandat dans le cas d'une victoire de l'opposition parlementaire le 16 mars, ce livre jette les bases d'un intéressant projet "libéral, social et européen" pour la France.

Il est clair aujourd'hui, que l'interprétation littérale de la Constitution ne renforce pas la thèse des adversaires de ce qu'on qualifie, maladroitement, de cohabitation. Cependant, pour Edmond Alphantéry, un gouvernement libéral et un président socialiste ne peuvent collaborer, pour deux raisons essentielles : d'abord parce que les deux années qui séparent les élections législatives de l'élection présidentielle constituent une période trop brève pour faire la preuve de l'efficacité d'une politique libérale ; ensuite, parce que la lettre des institutions ne réalise pas pleinement le jeu des pouvoirs qu'imposerait l'esprit de la Démocratie.

La marge de manœuvre laissée par 5 ans de socialisme à la politique intérieure française est si faible qu'elle ne supporterait pas d'être encore limitée par l'éternelle nécessité de compromis entre le Gouvernement et le Président de la République. Les problèmes essentiels — et en tout premier lieu le chômage — ne seront résolus que dans la durée. Si Valéry Giscard d'Estaing estime que deux années sont suffisantes pour marquer une étape politique dans le redressement économique du pays, Edmond Alphantéry par contre considère que cette période est trop brève : les mesures économiques à prendre ne sont pas simplement techniques mais politiques ; elles parient sur l'évolution des mentalités, c'est-à-dire sur la transformation à long terme de la société.

Par ailleurs, les perspectives aléatoires du cours du dollar, le risque d'effondrement du prix du pétrole, les difficultés liées à l'endettement du Tiers Monde menacent l'amélioration de la situation économique mondiale et le consensus limité qui pourrait voir le jour sur certaines questions notamment internationales entre un président socialiste et une majorité parlementaire libérale.

Un conflit au sein de l'exécutif aurait d'autant plus de conséquences que le Parlement ne dispose pas aujourd'hui des moyens nécessaires à un contrôle efficace du gouvernement : utilisant les statistiques officielles, travaillant avec une équipe réduite, ne possédant qu'exceptionnellement des moyens de contrôle directs, le parlementaire subit l'activité du gouvernement. L'auteur plaide pour un renforcement des droits du Parlement.

Edmond Alphantéry parle d'une nécessaire "écologie politique" et souligne qu'il est indigne de traiter le citoyen en spectateur ou même en administré.

La situation de la France aujourd'hui réclame de vrais débats et de véritables projets. Alors que ces dernières années les socialistes ont quelque peu adapté à l'épreuve des faits leur vision du monde et que les libéraux ont eu le temps de la réflexion, les idées politiques ont subi un incontestable renouvellement. Mais il faut désormais choisir, refuser certaines orientations et en accepter d'autres, en tenant compte de "l'état des lieux" qu'on peut dresser de la France aujourd'hui, un état des lieux avec ses "trompe l'œil"...

Edmond Alphantéry, reconnaît certains acquis du socialisme : une meilleure répartition de la valeur ajoutée entre le Capital et le Travail (due à la modération des salaires), un freinage de la progression des dépenses de Sécurité Sociale qui menaçait l'équilibre du pays, une politique monétaire et financière d'inspiration libérale, une approche plus réaliste des problèmes de l'emploi, une décentralisation coûteuse mais nécessaire.

Maintenir ces acquis, en développer d'autres, suppose d'abord une vision moderne de la société et du rôle de l'Etat. Amélioration de notre niveau de vie, amélioration de notre compétitivité au sein du Marché Commun, amélioration de notre appareil productif, réduction de notre déficit budgétaire, telles sont quelques-unes des principales orientations du redressement à accomplir. Sur le moyen de résorber le chômage par la réduction de la durée du travail l'auteur marque un désaccord net avec les positions socialistes. Pour Edmond Alphantéry, la substitution du travail n'est pas totale : deux travailleurs à temps plein ne sont pas remplacés systématiquement par quatre employés à mi-temps ; et, le progrès technique aidant, l'effet sur l'emploi de partages du travail de cette nature s'estompe à long terme. L'auteur considère que la réduction de la durée de travail, revendication bien ressentie dans l'opinion, n'offre pas une issue véritable aux difficultés économiques et sociales.

Le redressement français suppose un effort constant de modernisation, de flexibilité, de formation, en faveur de l'emploi, et un plan précis et ponctuel, financé par les dénationalisations, orienté autour de quelques axes : réformer la fiscalité pour restaurer l'épargne, modifier les circuits financiers pour unifier les taux d'intérêt, libérer les prix pour rétablir la concurrence, transformer la gestion des Finances Publiques d'une part, des comptes sociaux, d'autre part, pour concilier l'exigence de rentabilité et la nature du service public, au travers d'une responsabilité financière et morale accrue des administrés eux-mêmes.

Edmond Alphantéry insiste à la fin de son livre sur l'aspect extérieur du redressement, essentiellement sur sa dimension européenne. Selon lui, l'avenir de la Communauté est d'abord militaire et monétaire. Cette partie de

l'ouvrage donne parfois le sentiment que l'Europe et la défense, quel que soit le propos général, constituent les "passages obligés" de tout discours politique.

En écrivant "1986, le piège", Edmond Alphandéry atteint deux objectifs. Souvent situé en marge de l'agitation partisane, l'auteur apparaît comme un leader du centrisme qu'il contribue fortement à orienter vers le libéralisme — un libéralisme social. Ensuite, il fait un inventaire assez complet et très utile des problèmes que va rencontrer la France dans un avenir immédiat et des exigences de son assainissement économique.

On peut cependant noter que ce livre présente un choix trop restrictif des thèmes de réflexion. Le président Mitterrand a une idée très personnelle de la culture, il a

donné une certaine impulsion à la politique culturelle, faite de grands projets, de grands travaux, de fêtes de la musique, de fêtes du cinéma, etc... Un colloque récent de "France-Forum" a montré que les socialistes ne pouvaient prétendre au monopole d'une politique culturelle active. La gauche accuse le plus souvent les libéraux de ne pas aimer traiter de politique culturelle, de politique industrielle, de politique sociale. Trois thèmes absents du livre d'Edmond Alphandéry, on le regrette d'autant plus que l'auteur est en mesure d'en parler avec pertinence.

Bertrand ROSSERT

Edition Albin Michel
(1) "Le Monde" du 25/1/1986.

● Avant l'oubli d'Edouard Bonnefous

Feuilleter un album de photos est de nos jours un plaisir quelque peu désuet. Edouard Bonnefous a pour nous magistralement renouvelé l'exercice dans un ouvrage qui redessine les contours de la vie en France de 1900 à 1940. A contrecourant de la nouvelle histoire devenue un peu traditionnelle, l'auteur nous fait revivre des personnages et revit avec nous une époque pas si éloignée.

Au fil des pages, quelques photos inédites paraissent à nos yeux comme la réunion en comité secret de la Chambre des Députés durant la Grande Guerre. Une procédure exceptionnelle à tous les égards puisqu'il n'y avait ni débats ni compte-rendus officiels. Les séances de ce comité secret nous montrent une représentation nationale de plus en plus inquiète sur le sort des armes et se décidant peu à peu à confier l'ensemble des pouvoirs à Georges Clémenceau.

Et puis il y a cette séance inoubliable à la Chambre des Députés le 11 Novembre 1918 auquel l'auteur a assisté. L'enthousiasme des tribunes pour une fois bruyantes, l'entrée en séance de Clémenceau et son discours fameux : "La France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'humanité et pour toujours soldat de l'idéal".

Le moins enthousiaste n'était pas au perchoir, ce bon M. Deschanel qui s'apprêtait quinze mois plus tard à ravir le fauteuil élyséen au père la Victoire. Roche Tarpéienne...!

L'auteur dresse un tableau très réaliste de la vie parlementaire de l'entre deux guerres. Le personnel politique vieillit mal, la relève est moins brillante. Ainsi Pierre Laval, un ancien "pion" d'un lycée de Lyon qui retrouve sur les bancs du Palais Bourbon, un professeur, Edouard Herriot, avec qui il a eu maille à partir. Ainsi André Tardieu exécuté en quelques traits de plumes : légèreté, cynisme, désinvolture. Ou Edouard Daladier "le taureau du Vaucluse... aux cornes d'escargot" aux dires de ses détracteurs.

C'est ce personnel politique médiocre des années 30

qui allait se soumettre aux volontés du vieux Maréchal. Un Maréchal qui recevait beaucoup, nous rapporte l'auteur, qui eut le privilège d'assister aux dîners politiques auxquels participait Philippe Pétain. Il est vrai que de Pierre Cot à Gustave Hervé beaucoup songeaient à recourir à une épée et que le Maréchal "au visage marmoreen" était ulcéré par les moeurs parlementaires ne lui laissant même en 1935 qu'un portefeuille ministériel de 4 jours.

Edouard Bonnefous nous fait revivre également quelques photos jaunies de la Belle Epoque et des Années Folles. La duchesse d'Uzès se pique de politique, mais pique ses chevaux à 80 ans passés lors de la chasse à courre donnée naturellement d'Octobre à Avril dans son domaine de Bonnelles. La comtesse Greffulhe à qui Marcel Proust emprunta de nombreux traits pour décrire la duchesse de Guermantes avoue à l'auteur très peu le connaître.

Des moments de vie authentique, Edouard Bonnefous nous en livre à foison comme le propos du peintre post impressionniste Pierre Bonnard éclatant de rire à la lecture d'un livre qui lui était consacré. "Nous aimons les couleurs, le dessin. Nous sommes des visuels et ils (les critiques) veulent nous prêter des conceptions philosophiques ou métaphysiques qui sortent de leur imagination et n'ont jamais traversé notre esprit". Mais l'époque évolue à grands pas. Devant nous se trouvent retracées les grandes étapes de cette mutation. Le cinéma est l'image vivante de ce bouleversement des loisirs. Les plus lointaines campagnes vont connaître l'image scintillante, puis l'image parlante, enfin l'image en couleur.

La Télégraphie sans fil va changer la vie en société. Les veillées se tiendront autour du poste de radio. C'était il y a tout juste cinquante ans, la France entière se passionnait pour les aventures de "la Famille Duraton".

Rien n'est plus significatif de ces grands changements que l'aperçu livré sur le Midi et la Côte d'Azur. Jusqu'au début des années 30 la mode était aux vacances d'hiver. Le train de luxe Méditerranéen Express transportait

ceux qui voulaient fuir les rigueurs de l'hiver. Mais la mode furieuse de la saison balnéaire d'été va emporter tout cela dans la tourmente : les lumignons, les lanternes vénitiennes, le sage Carnaval de Nice. Viendra le temps des multitudes s'entassant sur les plages. Et le temps du reflux pour les maladies qui vont être vaincues : lèpre, tuberculose, septicémie, méningite. En 1900 l'espérance de vie était de 40 - 45 ans, en 1940 elle était de 60 - 65 ans.

Plus sûrement que tout, l'essor de l'automobile nous fait voyager à travers l'ouvrage de l'auteur. Au début du

siècle Emile Levassor rejoignait Bordeaux en partant de Paris à 25 km de moyenne. En 1940 les voitures allaient quatre fois plus vite. La vitesse devenait une valeur nouvelle, "gagner du temps" une activité dévorante.

Aussi prenons le temps de feuilleter cet album de photos du temps jadis reconstitué pour nous par Edouard Bonnefous... Avant l'oubli.

Albert KALAYDJIAN

Ed. Laffont-Nathan

● Le défi social de Pierre-André Périssol

Il est rare de prendre connaissance d'un document - en l'occurrence un livre - dont l'auteur témoigne tout à la fois d'un souci, d'une inquiétude mais également d'une volonté d'y mettre un terme, je veux dire de résoudre les problèmes qui les ont fait naître.

Un jeune polytechnicien de 37 ans, non seulement chef d'entreprise, mais Conseiller de Paris, Conseiller Régional d'Ile de France et rapporteur du budget de la Formation Professionnelle, lance d'emblée un défi à l'opposition UDF - RPR. "Si elle est aujourd'hui prolix de réflexions, d'analyses et de propositions dans le domaine économique, elle est en revanche beaucoup plus discrète en matière sociale". C'est le moindre reproche qui puisse lui être adressé.

Je n'ai pas été étonné de trouver sous la plume, non seulement d'un élu, mais d'un militant quelques unes de ces affirmations susceptibles d'établir la différence entre un "conservateur" et un "homme de progrès".

Lorsque Pierre Méhaignerie écrit dans sa préface à l'ouvrage de l'auteur : "L'individu n'est pas solitaire, l'homme s'accomplit dans son environnement, dans la famille, l'entreprise, le tissu associatif, les collectivités", il a réussi, en quelques mots, à clairement révéler les opinions et les intentions de Pierre-André Périssol.

Qu'il me soit permis de préciser que parmi tous les acteurs sociaux privilégiés dont il nous parle, l'entreprise figure en bonne place. "Les personnes interrogées - nous est-il dit - sont unanimes à souligner la nécessité de l'intervention de l'Etat en matière de politique sociale, mais la majorité d'entre elles lui reprochent ses abus".

S'il est un domaine délicat à aborder c'est bien celui-

là : rétablissement d'une ligne de démarcation entre la nécessité et les abus. Il ne s'agit pas de se référer à l'opinion passagère du législateur, moins encore d'une "idéologie" plus ou moins à la mode, mais à une philosophie de l'homme, de son existence, de sa place dans le monde et de la finalité de ses actions.

L'entreprise n'est pas une valeur, mais elle représente dans la société une fonction dont l'objectif est sans doute l'amélioration du sort des hommes et mais aussi de ceux qui participent à son développement. En d'autres termes elle ne se définit pas seulement par ses capitaux, si nécessaires soient-ils, mais également par le travail, l'intelligence des ouvriers, des employés et des cadres et de la direction à quelque degré que se situent leurs responsabilités. Et ils sont tous et toujours responsables. En les considérant comme tels ils deviendront membres, à part entière, de collectivités, d'institutions auxquelles ils seront requis de s'intéresser, au sens moral, psychologique et matériel du terme. C'est en ce sens que Pierre-André Périssol a raison de désigner l'entreprise comme "un espace social ouvert par excellence".

J'ai la faiblesse de croire qu'au point de vue social, l'avenir de l'entreprise et la participation de tous ses responsables reposent d'abord sur une véritable philosophie de la liberté, de l'égalité, du pouvoir et du droit.

"Le défi social" lancé par Pierre-André Périssol restera sans lendemain s'il n'est pas apporté de réponses à ces problèmes fondamentaux. Afin de "faire une démocratie de mieux en mieux sociale".

Jean TEITGEN

Ed. Scarabée et Compagne.

● L'histoire tourmentée de la police française

La police n'a jamais eu très bonne presse, en France. Tenter de raconter son histoire tourmentée est la difficile entreprise d'une enquête bien menée par Georges-André Euloge. *L'histoire de la police en France* (Plon 372 p) des origines à 1940.

L'histoire de la police, c'est d'abord celle de la police de Paris. Elle a été créée par Colbert. Le premier "grand flic de France" s'appela La Reynie. Sans négliger la police politique, il s'occupa de purger Paris de sa Cour des miracles. Il ordonna d'abord que des milliers de torches

et de chandelles éclairent les rues pour chasser l'obscurité complice des coupe-jarrets. Il codifia le port de l'épée et les armes, multiplia les patrouilles du guet et les exempts qui firent fonction d'officier de police. Véritable préfet de police moderne, il combattit la pollution en ordonnant le nettoyage quotidien des rues par leurs habitants, se pré-occuppa de stocker des réserves de vivres pour les cas de disette. Il travailla à la fois l'insécurité et la saleté !

Il réglementa également la circulation, supprima les embouteillages causés par les carrosses, les charrettes, les cavaliers et les échoppes débordant des trottoirs, en établissant des sens uniques et en interdisant le stationnement en certains endroits et à certaines heures. En 1673, Paris était devenue une ville où l'on pouvait, comme en a témoigné madame de Sévigné, se promener sans crainte à toute heure du jour et de la nuit.

Dans l'ensemble, la monarchie eut de bons lieutenants de police. Après La Reynie, d'Argenson, puis Machault d'Arnouville, Gabriel Taschereau à qui on doit l'institution du passeport pour sortir de France. Cependant, il fallut, attendre M. de Sartine sous Louis XV pour voir Paris redevenir une ville sûre. L'Europe ne tarissait pas d'éloges pour ce lieutenant de police qui, à la demande du pape Clément XIV, réussit l'exploit de démasquer l'auteur d'un vol commis à Rome au détriment du trésor de Saint-Pierre ! Et ceci sans quitter son bureau parisien.

La Révolution supprima la police dont les fonctions furent exercées, si l'on peut dire, par les sections des patriotes parisiens. Il fallut attendre le Directoire et Fouché pour voir se créer une police moderne avec ses différents bureaux, ses multiples services, parfois antagonistes entre eux. Avec Fouché, puis Savary, son successeur, la police impériale redonna la priorité aux activités politiques. Il en fut de même sous Charles X, Louis-Philippe et Napoléon III.

Sous la Troisième République Clémenceau, qui se surnomma lui-même le premier flic de France, organisa, avant la lettre, la police anti-terroriste avec la création de ses fameuses "brigades du Tigre" !

En 1939, la police française était considérée comme l'une des meilleures du monde.

Lorsque s'arrête l'ouvrage d'Euloge, commence la remarquable étude d'Henri Longuechaud qui tente de saisir et d'expliquer le drame des Forces de l'Ordre sous l'occupation de 1940 à 1944.

"Conformément à l'ordre de nos Chefs" (Plon, 305 p) n'est pas un titre innocent. C'est l'excuse absolutoire mise en avant par tous ces gendarmes et policiers à qui la Libération demanda des comptes. Est-ce à dire que tous les policiers et tous les gendarmes ont collaboré durant l'occupation ? Bien sûr que non constate Henri Longuechaud, des milliers d'entr'eux, résistèrent, des centaines furent fusillés ou déportés, mais il est certain aussi que des milliers d'entr'eux acceptèrent d'obéir et de maintenir l'ordre au profit de l'Etat français qui était au service de la Grande Allemagne. Cependant pour l'historien, il est réconfortant de voir combien souvent dans les rapports des préfets vichyssois, la gendarmerie, des simples gendarmes jusqu'au colonel, rechigne, voire sabote, la chasse aux Juifs et aux résistants, qu'ils soient gaullistes ou communistes.

Le N.A.P. ce réseau de Noyautage de l'Administration publique par la résistance trouve chez certains commissaires ou membres du corps préfectoral des recrues qui vont lui permettre de sauver la vie à bien des Juifs ou à des résistants arrêtés. Des brigades de gendarmerie fournissent des armes aux maquis, des policiers, des faux papiers aux réseaux. A Paris, le réseau Honneur de la Police prépare l'insurrection d'Août 1944.

Un livre d'histoire est rarement conforme à l'imagerie d'Epinal. Celui de Longuechaud a le mérite d'être honnête et documenté. S'il est parfois douloureux, si parfois il fait mal à une certaine idée de la France, il contient néanmoins des pages où l'on peut se dire fiers de ces gendarmes et de ces policiers français qui placèrent leur devoir en risquant leur vie dans le refus d'agir "conformément à l'ordre de leurs chefs".

Jean CHELINI

Ed. Plon

Les livres de nos collaborateurs

Jean Tardieu : un rire inquiet

par Jean Onimus

Collection Champ Poétique

Les journalistes français

par Bernard Voyenne

Ed. CFPJ/Retz

Douze autres Césars

par François Fontaine

Ed. Julliard

**La vie quotidienne au Vatican
sous Jean-Paul II**

par Jean Chelini

Ed. Hachette

Mort d'un poète

par Etienne BORNE

Jean Cassou, qui vient de nous quitter, était l'un des meilleurs écrivains de sa génération et, du roman à la critique d'art et à l'essai littéraire ou historique, il disposait d'un clavier étendu, mais aux touches à chaque fois étonnamment vibrantes. Pétri de culture hispanique, Jean Cassou a parlé admirablement des grands peintres et des grands auteurs ibériques, Le Greco, Cervantès, Antonio Machado. Son érudite familiarité avec les œuvres d'art firent de Jean Cassou un conservateur éclairé du Musée d'art moderne ; dans ses fonctions officielles il n'abdiquait rien de ses préférences et de ses réprobations, aussi vives les unes que les autres ; et il avait une dilection particulière pour le vrai baroque, celui qui a sa profondeur et ne ramène pas à la profusion superficielle des formes.

Ce grand d'Espagne, qu'on aurait vu volontiers en gentilhomme du Greco, avait une sensibilité révolutionnaire. Jean Cassou n'acceptait pas que soient mortes les vastes espérances de 1848 ou les grandioses utopies de la Commune de Paris. Cherchant en réécrivant ces pages d'histoire, tachées du sang du peuple, des inspirations et des décors pour son œuvre, il vivait dans le souvenir exalté des hommes qui étaient les héros et les martyrs de son panthéon. On aura compris que Jean Cassou était un homme de gauche, de la vieille gauche romantique, celle qui trouvait sa philosophie dans "les Misérables" ou "les Châtiments", et si fière de ses archaïsmes, qu'elle aurait craint de perdre son âme dans des remises à jour et des modernisations.

Jean Cassou pensait que reviendrait le temps des cerises. Ce printemps dont il rêvait "Ah ! jaillisse enfin le matin de fête - Où sur les fusils s'abattront les poings", fut de retour avec la Résistance. Jean Cassou, sortant de prison, avait été désigné comme commissaire de la République pour la région toulousaine. Il se préparait à cette tâche, dans la clandestinité, avec des bravades et des imprudences de cadet de Gascogne, comme il convenait sur les bords de la Garonne à un chevalier de Cervantès mais qui, en l'occurrence, ne se battait pas contre des moulins à vent. Ce qui devait arriver arriva : dans la nuit précédant la Libération de Toulouse, sa voiture, qui arborait les couleurs de la République, fut interceptée par une colonne allemande en retraite. Il y eût des morts et Jean Cassou fut laissé pour tel sur le pavé. Il en réchappa, et ainsi s'interrompit, juste avant de commencer, la carrière politique à laquelle il était peut-être appelé.

En ces temps toulousains, Jean Cassou, qui avait vécu, dans un état d'exaspération impuissante, l'agonie de la

République espagnole, assassinée par Franco, n'avait que sympathie pour les communistes dont il admirait, avec cependant un rien d'humour, les accès de patriotisme exacerbé. Mais il était trop entêté de liberté pour donner jamais dans un dogmatisme stalinien. Sa fidélité obsédante aux ouvriers parisiens, massacrés en juin 48 ou en mai 71, ne l'empêcha pas de prendre ses distances après le premier coup de Prague. Une telle nuit sur la capitale du baroque lui était insupportable. Il fut aux côtés de Tito, mis au ban du communisme par le Kremlin et il resta sa vie durant un ami de la Yougoslavie.

Vie, pensée et art en proie à un même frémissement : Jean Cassou croyait à "un Dieu de justice, qui règne non aux cieus - mais dans le coeur de l'homme, au coeur de sa colère", et de cette impatience de justice, il faisait flamboyante poésie. Si la poésie est partout dans son œuvre, apportant à son écriture une exaltation semblable à celle que le baroque donne aux formes sculpturales et architecturales, on la trouvera dans sa pure essence, distillée par le plus rare des alambics, dans ce chef-d'œuvre que sont les "33 Sonnets composés au secret".

Une vaste culture loin de nuire à la poésie aide le poète à faire mémoire de la poésie antérieure en maintenant aussi haut la sienne. Il y a du Verlaine dans les "33 Sonnets" : "Bois cette tasse de ténèbres et puis dors", et surtout du Nerval. Après le coup d'archet : "Les poètes un jour reviendront sur la terre", on peut se demander si le fameux poème : "Je suis le ténébreux, le veuf, l'inconsolé" reste bien le plus beau sonnet de la poésie française. Le secret de Cassou poète tient dans l'énigmatique métaphore, capable de faire signe au mystère et par laquelle, comme en quelques maîtres espagnols, la préciosité rejoint le pathétique.

Poésie pure et pourtant engagée dans le clair-obscur de sa démarche. Certes, on comprend d'emblée chez Aragon ou Déroulède contre qui le clairon sonne la charge. Ici, un peu plus de subtilité mais qui cerne mieux l'essentiel. "Mes prisons sont en moi mes prisonnières" dit avec une suffisante limpidité le combattant-aux-liens qui témoigne pour l'âme invincible à toutes les tyrannies. En tête de cet hommage qui n'est guère fait que de débris, arrachés avant qu'ils ne soient nommés, aux "33 sonnets", j'ai inscrit "Mort d'un poète". Mais le poète qui dans la fosse de la captivité ose annoncer "Nous terrasserons l'ange et nous boirons la mer" a, comme l'Orphée de Nerval, traversé et retraversé l'Archéron et sa résistance aux servitudes du siècle et aux apparences du monde, a fait de son âme cette vaste voilure que ne saurait replier la dérisoire mort.